

## Sursaut tunisien

**R**emettre de l'ordre dans l'économie : le nouveau chef du gouvernement tunisien, M. Rachid Star, avait toute raison de s'en tenir à cette priorité lors de sa première intervention devant la Chambre des députés, le 19 août. Les difficultés, très réelles, de la Tunisie en ce domaine lui permettaient de justifier, « a posteriori », le brutal limogeage de son prédécesseur, M. Mohamed Mzali, évincé du pouvoir le 8 juillet dernier. Elles étaient suffisamment urgentes pour lui éviter d'aborder d'entrée de jeu les rapports tendus avec l'opposition, la malaise née de la lutte contre la « corruption », bref, les facteurs purement politiques qui pèsent lourd durant la campagne pour les élections législatives du 2 novembre.

Jouant de sa solide réputation d'économiste, M. Star s'est cantonné à la présentation d'un dispositif dont le caractère technique ne peut faire illusion : il influence profondément la vie quotidienne de tous les Tunisiens. La mesure la plus spectaculaire, la dévaluation « franche et nette » du dinar, devrait permettre au pays de recouvrer un peu de sa compétitivité perdue. Elle ne constituerait qu'une opération chirurgicale sur la monnaie si elle n'était accompagnée d'une libéralisation, encore prudente, du commerce extérieur jugé indispensable par les organisations multilatérales pour préparer une période délicate, l'ère de l'après-pétrole.

Les revers économiques accumulés par la Tunisie depuis 1982 reflètent la trop lente réaction du gouvernement à la détérioration de la conjoncture : moindres débouchés internationaux, mauvais résultats agricoles et, surtout, chute des cours du pétrole. Mais tout effort d'ajustement à cette situation exige de prendre en compte une réalité inquiétante : la poussée de la demande intérieure et les médiocres résultats des recherches pétrolières feront de ce pays exportateur d'or noir un importateur net à l'horizon de 1990.

Conscient de la nécessité de diversifier l'économie, M. Star offre aux entreprises exportatrices de plus larges facilités pour importer les biens dont elles ont besoin. Le retour à une certaine vérité des prix a été confirmé. Il sera progressif : le souvenir des « amsutes du pain » de janvier 1984 est encore trop brûlant pour qu'il en soit autrement. Libéral par nécessité budgétaire, le premier ministre a également décidé de jouer la carte de la privatisation d'une partie du secteur nationalisé. Mais, à l'exception de certains verrous, M. Star ne promet que l'austérité aux salariés, dont la perte de pouvoir d'achat est pourtant évaluée par les spécialistes à plus de 15 % en trois ans et demi.

Ce programme, dont la rigueur le dispute à une option libérale, suffira-t-il à rassurer les Tunisiens et les investisseurs étrangers sur l'avenir du pays ? La marge budgétaire du chef du gouvernement est étroite. Sa marge financière l'est un peu moins, la dette tunisienne, essentiellement à moyen et à long terme, étant généralement considérée comme gérable, même si les échéances risquent, d'ici à la fin de la décennie, d'absorber 25 % des recettes à l'exportation. Mais le vrai pari de M. Star lui échappe sans doute : donner une image stable d'un pays qui ne cesse de s'interroger sur la succession du président Bourguiba tient, en effet, de la gageure.

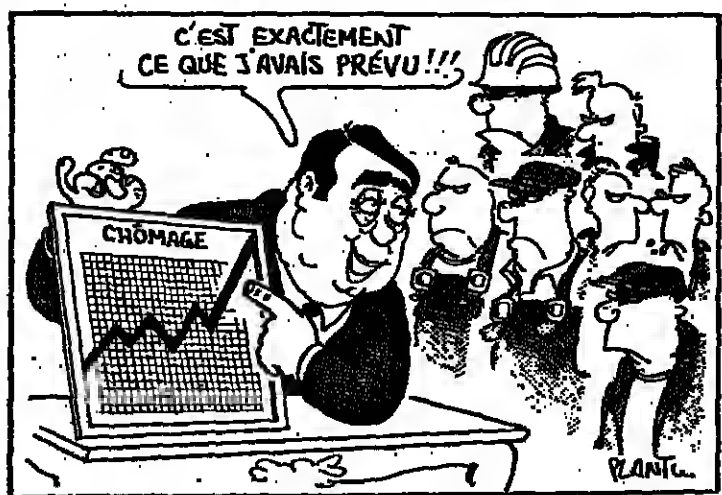
(Lire nos informations page 16.)

## Les problèmes sociaux et économiques du gouvernement

### Le chômage a augmenté de 0,7 % en juillet

En juillet, le chômage a augmenté de 1,5 % en données brutes et de 0,7 % en données corrigées, selon les statistiques publiées le 20 août. Cette aggravation confirme une évolution sensible depuis des mois, qui avait amené M. Séguin à déclarer « totalement incompressible » le nombre de 2 à 2,5 millions de chômeurs, si d'autres solutions n'étaient trouvées en matière d'emploi. Sur le même thème, M. Maire a fait des propositions convergentes.

(Lire page 18 l'article d'Alain Lebaube.)



### Le budget de la recherche sacrifie l'aide à l'industrie

Dans un climat de restrictions budgétaires, M. Alain Devaquet, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a réussi dans son ambition de « sauver les meubles ». En 1987, le budget de son département augmentera de 0,6 % par rapport à l'année précédente. Mais il marque une nette rupture avec la politique de forte croissance menée durant quatre ans et un changement de priorité : la recherche industrielle est sacrifiée au bénéfice de la recherche fondamentale.

La recherche fondamentale est en effet dans son ensemble préservée. Sans doute est-ce là la volonté du chimiste théoricien qu'est M. Devaquet. Mais ce dernier a dû supprimer, fait sans précédent, des postes d'ingénieurs, techniciens et personnels administratifs dans les établissements sous sa tutelle, pour se conformer aux directives gouvernementales.

La plus touchée par les effets de la rigueur reste la recherche industrielle. Seul, le crédit d'impôt-recherche, aide fiscale aux entreprises dont on ne connaît pas encore le montant, devrait être reconduit, voire augmenté. Mais les aides directes aux entreprises, telles celles attribuées par

l'ANVAR, seront en nette régression, mesure dont les PME-PMI pourraient être les premières à souffrir.

Tels sont les éléments essentiels du budget civil de la recherche et du développement (BCRD) rendu public par les services de M. Devaquet. Ce budget devrait s'élever à 39 083 millions de francs (MF) soit un peu plus qu'en 1985 (38 888 MF). Ce qui implique un taux de croissance globale à 0,6 % par rapport à 1986, et si l'on tient compte de l'inflation, à - 1,4 % en francs constants.

ELISABETH GORDON.  
(Lire la suite page 15.)

## Les mutations de la diplomatie chinoise

### Pékin dans le sillage de la détente

par Alain Jacob

Il y a longtemps que les propos échangés entre Moscou et Pékin n'avaient été d'un ton aussi amical. M. Gorbatchev y est pour beaucoup, dont le discours prononcé le 28 juillet à Vladivostok — les Chinois ayant été préalablement informés de son contenu — témoignait d'une volonté assez claire de faire bouger quelques-uns au moins des dossiers figurant de longue date dans le contentieux entre les deux pays.

Sur leur litige frontalier d'abord, que le dirigeant soviétique ne semble plus guère prendre au sérieux, dans la mesure en tout cas où il ne porte que sur quelques îles dans le cours des fleuves Amour et Oussouri. Il est vrai que ce secteur, qui fut le théâtre de meurtriers affrontements en 1969, était devenu fort calme depuis des années, et qu'un *modus vivendi* s'y était établi

entre Soviétiques et Chinois pour éviter tout incident sérieux.

Beaucoup plus significative était l'annonce d'un allègement des forces soviétiques aux frontières septentrionales de la République populaire, qu'il s'agisse de celles stationnées en Mongolie ou des divisions basées dans la partie orientale de l'URSS et dont le nombre — comme l'armement — n'a cessé de croître depuis Khrouchtchev. Cette pression militaire est, aux yeux de Pékin, l'un des trois « obstacles » à une normalisation des relations avec Moscou, et le sujet a été abordé maintes fois lors des consultations qui ont lieu régulièrement deux fois par an depuis 1982 entre Chinois et Soviétiques. Sans résultat jusqu'à présent, mais la prochaine session de ces pourparlers, au mois d'octobre, s'annonce plus fructueuse.

L'intention de M. Gorbatchev d'opérer un retrait symbolique des

forces soviétiques en Afghanistan a eu plus d'écho en Occident qu'en Chine, où l'on s'est contenté de rappeler la position de principe selon laquelle l'évacuation de ces forces devait être totale. Même si Pékin fait figurer la présence de troupes soviétiques à Kaboul parmi les « obstacles » à une véritable normalisation, ce point n'est pas primordial pour la diplomatie chinoise.

Quelque temps après l'invasion de décembre 1979, M. Deng Xiaoping lui-même confiait à un diplomate étranger que le problème ainsi créé concernait plus les Occidentaux que la Chine. Depuis, Pékin s'est même publiquement défendu d'apporter une aide à la résistance afghane. Aussi bien y est-on conscient que, dans cette affaire, les premiers rôles reviennent aux Soviétiques et aux Américains, fût-ce par allés interposés, non à la diplomatie chinoise.

Restait la question du Cambodge, occupé par les forces vietnamiennes, à propos de laquelle les dirigeants chinois ont regretté que M. Gorbatchev n'ait pas formulé de propositions nouvelles. Mais jusqu'à quel point lui en font-ils reproche ? Il y a quelques temps déjà que l'URSS semble avoir renoncé à jouer un rôle moteur dans la recherche d'une solution en Indochine, se bornant à rappeler qu'elle était prête à « garantir » un règlement éventuel auquel pourraient parvenir les pays de la région — y compris ceux de l'ASEAN (1), plus ou moins proches, les uns et les autres, de la Chine ou des États-Unis.

(Lire la suite page 4.)

(1) Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines, Brunei.

## Des robots et des hommes

### L'autre futur

par Pierre Drouin

A force de faire miroiter la modernité, les innovations technologiques, et d'innover les grands projets de convergence scientifique et industrielle (IDS, Euclides, Esprit), on est en train de fabriquer de toutes pièces un homme au front bas, amoureux de la machinerie et non de la pièce qui se joue sur la scène.

Oui, il faut relever le gant de la concurrence. Bien sûr, l'Europe ne peut se contenter d'être une réserve de penseurs et d'artistes. C'est rarement en reste dans une économie rabougrie que naissent les chefs-d'œuvre. Il n'est pas besoin d'être marxiste pour savoir que l'épanouissement culturel collectif le plus souvent a des sous-bassements matériels puissants. Tous ces centres de diffusion de la richesse, qu'ils soient répétés Ferdinand Brandel dans l'histoire de l'Europe, étaient aussi des lieux de haute floraison intellectuelle.

Mais au point où en sont arrivées les choses en cette fin de siècle, une menace se profile à l'horizon, qui rappelle celle qui, précisément, s'était manifestée au bout du siècle précédent, avec le dévergondage du scientisme. L'un

de ses chantres, Marcelin Berthelot, écrivait : « Le monde aujourd'hui est sans mystère — et, pour lui, la fontaine de la science procure morale et bonheur. »

Sans aller jusque-là, combien voient aujourd'hui dans les ordinateurs de la cinquième génération, les robots de troisième type, les biotechnologies, etc., l'avènement d'une société nouvelle dont l'éclosion ne serait freinée que par le retard des mentalités. L'homme deviendrait en quelque sorte un obstacle à l'accomplissement du règne de ses créatures artificielles. Il est temps de glisser quelques peaux de banane sous les pieds de ces prophètes.

Un autre futur se profile, moins gros de ruptures qu'on veut bien le dire. Daniel Bell avait prédit l'éclosion rapide d'une société post-industrielle. De là à voir les usines disparaître à l'horizon familial et les entreprises de services fleurir sur le terrain conquis, il n'y avait qu'un pas. Il n'est pas près d'être franchi. Le phénomène de diffusion du tertiaire dans l'économie est évident. Mais l'on dit moins que l'activité manufacturière en profite autant que les particuliers. Non seulement de nouvelles industries se créent,

## CHRONIQUE DES ANNÉES 60

Les trente ans de Brigitte Bardot  
PAGE 8

## Remaniement gouvernemental

M. Bernard Bosson, ministre délégué aux affaires européennes.  
PAGE 6

## Le contrôle des armements

L'URSS précise les conditions de l'inspection sur place de certaines activités militaires.  
PAGE 4

## Manifestations d'agriculteurs

Dans le Finistère, plusieurs centaines de producteurs de lait se sont violemment opposés aux forces de l'ordre.  
PAGE 17

## Austérité en Australie

Conséquence de la baisse des cours des matières premières.  
PAGE 16

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

- Rencontre avec le pianiste Jorge Bolet.  
- Le tournage de « Macbeth », film-opéra de Claude d'Anna.  
PAGES 9 à 11

Le sommaire complet se trouve page 20

MINITEL  
↓  
**Le Monde**  
MET EN PLACE  
**SON SERVICE  
TELEMATIQUE  
GRAND PUBLIC  
LE 15 SEPTEMBRE 1986**

Information
Services
Magazines
Jeux

**Le Monde  
TÉLÉMATIQUE**

(1) Lire à cet égard les chiffres tout à fait significatifs du Bulletin du Crédit national (3<sup>e</sup> trimestre 1985).



## Etranger

BOLIVIE : les projets de démantèlement du gouvernement

## Le difficile combat des mineurs de l'étain

LA PAZ  
de notre correspondant

« Nous avons mordu l'harmonie et maintenant nous déambulons comme des fantômes avec nos gosses. » Carlos Pacheco, comme deux cents mineurs de San-José, a accepté la proposition du gouvernement : abandonner la mine avec 500 dollars d'indemnité. Le départ signifie plus de maison, plus d'école, plus de travail régulier, car un Bolivien sur cinq est au chômage.

Pourtant, sept mille mineurs de l'entreprise d'Etat COMIBOL ont accepté volontairement leur licenciement. Et les deux tiers d'entre eux ont gagné les champs de coca de la vallée tropicale du Chapare. En une nuit, l'ancien mineur gagne 15 dollars pour un travail de vigneron, foulant aux pieds un épais matelas de feuilles de coca imbibées de kérosène. C'est la première étape de la fabrication de la cocaïne. Dans les galeries des mines d'étain, le salaire mensuel est inférieur à 30 dollars.

Quelques centaines de mineurs se sont lancés, eux, dans la contrebande, l'activité la plus florissante du pays après le trafic de drogue. Soixante familles sont parties de leur côté vers les terres vierges de Napari. Elles n'ont même pas tenu un mois à cause de la chaleur et des insectes.

Face aux pressions du gouvernement, la fédération des mineurs, le FSTMB, durcit sa position. Dans la local du syndicat, à La Paz, Filemon Escobar explique : « Si c'est nécessaire, nous bloquerons l'axe routier La Paz-Cochabamba-Santa-Cruz. Les comités civiques de Potosí et d'Oruro nous épauleront en paralysant leurs activités. Les paysans du Chapare suivront peut-être le mouvement. » Oscar Sales, un autre dirigeant, murmure : « Il divague... »

En effet, les mineurs ne font plus peur. Et ils sont seuls à se battre. En septembre dernier, leur grève générale a tourné court. Le président Paz Estenssoro a décrété le couvre-feu, l'état de siège et la déportation de près de deux cents dirigeants. Pour la droite, au pouvoir depuis le 6 août, le paga est tourné sur la Bolivie « Etat minier », il faut être réaliste, dit le député Javier Campero Paz, neveu du président, on ne peut pas sacrifier le pays à un mythe. Il est temps que les mineurs boliviens oublient le piot et apprennent à conduire la herse.

Les autorités ont décidé la lock-out de la mine de Siglo XX, la plus grande du pays, avec son millier de kilomètres de boyaux et ses dizaines de puits qui descendent jusqu'à 800 mètres sous terre. Le ministre des mines, M. Jaime Villalobos, est catégorique. « Il n'y a pas de salut pour Siglo XX. Le gisement est techniquement incalculable. Son minerai est de faible teneur. Son coût de production trop élevé. »

## « Nous devons résister »

Mais former Siglo XX et Catavi, c'est aussi condamner à mort toute la région, à commencer par Huallaga, un gros bourg de quatre-vingt mille habitants. Depuis quelques mois déjà, les camions qui font la navette Oruro-Llallagua partent pratiquement vides. Au retour, ils sont bondés. Des dizaines de familles s'en vont chaque jour, emportant paillasse, batterie de cuisine, ballots de linge, pour ne plus revenir.

« Accepter le lock-out de Siglo XX et Catavi ? Pas question, tranche Filemon Escobar. Nous devons résister. Pour nous, c'est une question de survie. Nous devons essayer de tenir le coup pendant deux ans. D'ailleurs, il ne s'agit pas de sauver seule-

ment Catavi. Il faut défendre la nationalisation des mines. »

Mais comment résister ? « Nous ripostons avec un plan de sauvetage. Nous créons le PAM (programme d'approvisionnement des mines). Grâce à l'aide de l'Eglise et de l'organisation internationale OXFAM, on vend à prix réduit, depuis le 2 août, sept denrées alimentaires. »

Crayon en main, Filemon Escobar explique son plan de sauvetage de Catavi : « Nous étions 4700 mineurs. Nous ne sommes plus que 2900. Nous ne recevons plus de subvention, si bien que le coût de production est tombé de 12 à 4 dollars. Chaque jour, nous pouvons sortir 5 tonnes de minerai, soit 150 tonnes par mois en travaillant comme des forçats. Avec le prix de l'étain à moins de 2,5 dollars la livre, nous perdons cent mille dollars par mois, soit un peu plus d'un million de dollars en un an. Mais le gouvernement préfère déboursier un million et demi de dollars pour licencier 2900 mineurs et fermer la mine. »

Les évènements des centres miniers ont fait appel au sens social des autorités. « Nous sommes témoins de l'exode massif et croissant des mineurs et de leurs familles, obligés de quitter la mine, sans espoir de trouver un travail honnête. En cette époque de crise, nous devons nous rappeler que ce sont eux qui, au cours de tant d'années, ont produit la plus grande partie des devises et de la richesse du pays... On ne doit pas sacrifier l'homme aux exigences économiques. »

Il y a dix ans, la COMIBOL produisait 20 000 tonnes d'étain. En 1986, elle en fournit que 3 000 tonnes, qui rapportent, au prix actuel, 56 millions de dollars. Une somme dérisoire pour l'économie bolivienne en comparaison des 600 millions de coca-dollars.

NICOLE BONNET.

NICARAGUA

## Afflux de volontaires ouest-allemands pour servir dans les « brigades »

Wuppertal. — En République fédérale d'Allemagne, les candidatures pour devenir « brigadiste » au Nicaragua n'ont jamais été aussi nombreuses que depuis la mort du coopérant allemand Bernd Kobers, tué dans une embuscade des Contras fin juillet.

Les demandes affluent au Bureau d'information sur le Nicaragua, à Wuppertal, un organisme d'extrême gauche en conflit ouvert avec le gouvernement de Bonn, et chargé de la coordination des équipes envoyées pour deux mois au Nicaragua par les municipalités, les syndicats, les Eglises ou les partis. On compte aujourd'hui au Nicaragua, selon le bureau, deux cents « brigadistes » et « internationalistes » ouest-allemands, nommés ainsi en souvenir de la guerre d'Espagne, mais en fait exclusivement coopérateurs civils.

« Nous sommes la part folle de la gauche allemande qui croit toujours pouvoir changer le monde en s'engageant », déclare Gaby Schulten, la responsable du bureau de Wuppertal. Des comités de solidarité avec le Nicaragua existent dans douze pays d'Europe, mais seule part ils n'ont l'assise obtenue en RFA.

Lorsqu'une manifestation est organisée à Fribourg, ville d'origine de Kobers, à la mémoire du coopérant militant du DKP (Parti communiste ouest-allemand), les délégués des « partis bourgeois » sont copieusement conspués. Plus de deux cents comités Américaine centrale, avec des milliers de militants, s'appellent « groupe No Pasaran » ou « coordination Sandino », fleurissent en RFA, profitant de l'anti-américanisme croissant.

Les brigadistes ont des soutiens. Un dirigeant social-démocrate de Hambourg, M. Joist Grotte, reconnaît : « J'ai encouragé mon fils à

partir, on ne doit pas céder à la terreur des Contras. » Dans une déclaration signée avant leur départ, les brigadistes déclarent à l'avance le régime sandiniste en cas d'accident, « s'engageant à ne pas rendre responsables les institutions et le peuple nicaraguayens des dommages à leur santé ou à leur situation ».

L'enthousiasme est tel que plusieurs des brigadistes allemands pris en otage puis libérés en mai dans le sud du Nicaragua par les Contras sont retournés travailler sur le lieu de leur enlèvement, Jacinto Vaca. Quatorze brigadistes ont quitté Hambourg le 12 août pour les rejoindre.

« Nous avons toujours voulu travailler précisément là où le peuple est menacé. Les brigadistes ont le courage de ne pas prendre part aux combats et n'ont jamais tenu un fusil, explique Gaby Schulten. Bien sûr, sur place, il ne leur est pas interdit de défendre éventuellement leur vie », poursuit-elle, en soulignant : « La rumeur sur des brigadistes armés est totalement fautive. »

Ces propos irritent le ministre des affaires étrangères de RFA, M. Hans-Dietrich Genscher, dont les mises en garde sur les dangers de la coopération dans des zones de combat semblent tomber dans l'oreille de sourds. M. Hans-Jürgen Wischnewski, le négociateur social-démocrate de la libération des Allemands enlevés, a également multiplié en vain les avertissements à ne pas travailler dans les zones de combats. « Chaque brigadiste qui tombe est une victime des otages objectifs de la RFA, les Etats-Unis », leur a répondu le comité.

Eo fait, le gouvernement de Managua vient de décider lui-même, le 14 août, que les brigades ne travailleront plus dans les zones à ris-

ques. Sept cents coopérateurs, originaires de plusieurs pays, ont ainsi été évacués des zones dangereuses vers des villes, en attendant une nouvelle affectation. Managua, soucieux de ne pas envenimer ses relations déjà mauvaises avec les gouvernements européens, semble avoir été sensible au reproche qui lui était fait de risquer la vie des brigadistes pour sa propagande.

Selon le Bureau d'information sur le Nicaragua, l'assistance de ces derniers n'est aucunement remise en cause ; elle continuera dans les provinces plus calmes. Les brigadistes refusent en général le qualificatif de « marxistes » qui leur est attribué. Pour eux, le Nicaragua « n'est pas aligné sur l'URSS » mais, disent-ils, « nous ne prétendons pas non plus qu'il est tout bon, ce serait caricatural ».

Gaby Schulten, qui a fait partie elle-même d'une brigade, annonce fièrement : « J'ai déjà quatre-vingts candidats pour la récolte de café en décembre. » (AFP.)

## M. Reagan affirme que les contras « devront prendre le pouvoir si Managua refuse de négocier »

Santa-Barbara. — « La seule alternative pour les combattants de la liberté (...) sera de prendre le pouvoir si le gouvernement du Nicaragua n'accepte pas un accord négocié avec la Contra », affirme M. Reagan dans une interview au journal mexicain *Excelsior* et rendue publique, le mardi 19 août, par la Maison Blanche.

Le président américain déclare aussi que le but des Etats-Unis est de « négocier la démocratisation du Nicaragua, de revenir à des principes qu'ils (les sandinistes) s'étaient, à un moment, engagés à respecter ». Interrogé sur l'utilisation des 100 millions de dollars d'aide à la Contra récemment adoptée par le Sénat, M. Reagan estime que le « meilleur objectif » pour les rebelles est de « faire pression sur le gouvernement sandiniste » ; ainsi, dit-il, « nous pourrions encore obtenir un règlement politique pacifique ». Si le gouvernement nicaraguayen ne négocie pas, « la seule alternative sera pour les combattants de la liberté de gagner et de prendre le pouvoir ».

D'autre part, au sujet de l'Afrique du Sud, M. Reagan envisage seulement de renouveler les sanctions limitées qu'il avait recommandées et décrétées l'année dernière, a indiqué le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan. Le *New York Times*, citant des responsables de la Maison Blanche, a rapporté, mardi, que le président pourrait décréter de nouvelles sanctions contre Pretoria pour essayer de contraindre les mesures plus sévères votées par le Congrès. Or, M. Donald Regan a affirmé à quelques journalistes qui suivaient le président pendant ses vacances californiennes que M. Reagan « pense que des sanctions supplémentaires ne constitueraient pas la bonne solution ». — (AFP, UPI.)

● ARGENTINE : l'ancien chef de la police de Buenos-Aires accusé de violations des droits de l'homme. — Le général Ramon Campes, ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires, a été accusé, le jeudi 14 août, devant le tribunal fédéral argentin de deux cent cinquante violations des droits de l'homme et d'autres délits graves. Le procureur demande une peine de vingt-cinq ans de prison. Le général Campes est notamment accusé de privation abusive de liberté, séquestration arbitraire, tortures et homicides. — (AFP.)

● MALOUMES : l'ONU recommande un règlement négocié du conflit. — Le comité de décolonisation de l'ONU a renouvelé le jeudi 14 août, par vingt voix et quatre abstentions, son appel à l'Argentine et au Royaume-Uni pour qu'ils parviennent à « un règlement pacifique et négocié du conflit de souveraineté » sur les îles Malouines. L'année dernière, un projet de résolution similaire avait obtenu les mêmes voix, mais l'élément nouveau cette fois a été le boycottage de fait de la délégation britannique qui n'a pas pris part au débat. La Grande-Bretagne refuse de négocier la souveraineté de l'archipel. (AFP.)

## Europe

YOUgoslavie : le mouvement de contestation

## Un « fonds de solidarité » pour les victimes de la bureaucratie

BELGRADE  
de notre correspondant

Le mouvement de contestation déclenché par M. Dusan Bogavac, rédacteur au Komunist, organe central du Parti yougoslave, fait tache d'huile. Frappé de diverses sanctions pour ses critiques du régime visant notamment son inefficacité à mettre de l'ordre dans les affaires de l'Etat et au Kosovo, M. Bogavac est en conflit avec la direction de son journal et a été licencié et exclu de la Ligue. Il a aggravé sa situation en invitant de nombreux hommes politiques et intellectuels à proposer des solutions pour sortir la Yougoslavie de la crise générale dans laquelle elle se débat. Il a publié leurs opinions, très critiques à l'égard du parti et du pouvoir, dans deux livres intitulés *Que faire ?*, imprimés comme des samizdats, dont la vente dans certaines librairies — pour étonnant que cela puisse paraître — n'a pas été interdite par les autorités, du moins jusqu'à présent.

Estimant « illégal » son licenciement, M. Bogavac a, d'autre part, engagé une action auprès de ses confrères, qui visent d'aboutir à la création d'un « fonds de solidarité », destiné à soutenir moralement et matériellement toute personne frappée pour avoir exprimé des opinions ou conformes à celles de la « bureaucratie, devenue la force dominante du parti ». Le comité d'initiative du fonds a lancé une « lettre ouverte » à l'opinion publique, qui a obtenu des centaines de signatures d'éminentes personnalités de toutes les régions de la Yougoslavie. Les plus nombreuses émanent cependant des journalistes des rédactions de Belgrade et de Ljubljana (ville principale de la Slovénie), d'écrivains, d'artistes de cinéma et de théâtre, de membres de l'Académie des sciences et des arts et de juristes, parmi lesquels dix-sept avocats, qui se déclarent prêts à défendre les intérêts de M. Bogavac. (Le journaliste a engagé une procédure en annulation des mesures prises à son encontre.)

Les pétitions qui circulent au faveur de M. Bogavac attirent d'autant plus l'attention que parmi les signataires figurent, pour la première fois, des dirigeants qui, depuis

plusieurs années, se tenaient à l'écart de la politique. L'un d'eux est M. Koca Popovic, prestigieux commandant pendant la guerre puis, après 1945, chef du grand état-major de l'armée, ministre des affaires étrangères pendant douze ans et vice-président de la République. Ancien étudiant en philosophie à Paris, combattant des Brigades internationales en Espagne, il s'était solidarisé en 1972 avec M. Marko Nizetic, lui aussi ancien ministre des affaires étrangères et à l'époque numéro un de Serbie, entré en conflit avec Tito, qui préparait une nouvelle Constitution fédérale.

M. Nizetic pensait que le projet de cette Constitution risquait d'aboutir à un morcellement de la Yougoslavie en Républiques et régions autonomes et que le principe du consensus instauré pour des décisions importantes au niveau fédéral risquait de paralyser l'Etat. Les événements des dernières années ont largement confirmé ces prévisions. Néanmoins, M. Nizetic, accusé d'« anarchisme-libéralisme », fut contraint de démissionner et M. Popovic, partageant ses conceptions, se retira de son plein gré. Depuis, il s'était enfoncé dans un mutisme total.

On ne peut cependant formuler que des hypothèses sur le sens véritable du soutien que M. Popovic a accordé au « fonds de solidarité », soutien qui a fait sensation. On en saura peut-être davantage lorsque M. Bogavac publiera le troisième tome de son recueil *Que faire ?*, pour lequel M. Popovic aurait déjà écrit un texte.

PAUL YANKOVITCH.

● POLOGNE : non-lieu dans l'affaire Castaing. — La porte-parole du gouvernement a annoncé, mardi 19 août, que la justice polonaise avait conclu à un non-lieu dans l'affaire du libraire français Frédéric Castaing, enlevé et torturé, selon son propre témoignage, par des « inconnus » au sortir d'un commissariat de Cracovie en mars 1985. Le porte-parole a affirmé que les témoignages du libraire français à Paris, qu'il avait regagné précipitamment, « présentaient de nombreuses contradictions », ce qui aurait amené la justice polonaise à classer le dossier. — (AFP.)

TRIBUNE INTERNATIONALE

## Prague, dix-huit ans après

Il y a dix-huit ans, les forces soviétiques anéantissaient la Tchécoslovaquie. M. Ivo Fleischmann, écrivain et, à l'époque, conseiller culturel à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, nous a fait parvenir, à l'occasion de cet anniversaire, un texte dont nous publions ci-dessous de larges extraits.

par Ivo Fleischmann

Il y a quelques jours à peine était marquée le vingt-cinquième anniversaire du mur de Berlin. Le 21 août présente une nouvelle occasion de ne pas se sentir à l'aise. En effet, il y a dix-huit ans, dans la nuit de ce jour malheureux, le maréchal Gtchko levait sur Prague, capitale d'une république en pleine libération, ses blindés, manifestant ainsi le refus catégorique de l'URSS d'envisager l'humanisme sous une autre forme que celle inventée jadis par Staline.

L'ambassadeur de la Tchécoslovaquie en France se trouvait à cet instant dans son pays. Il y suivait un traitement dans une station thermale et, en chemise, il fonce vers Paris pour demander à être reçu par le président, qui l'accueillit effectivement seulement quelques heures plus tard. L'audience se déroula, comme on dirait dans un communiqué, « dans une atmosphère cordiale ». Cependant, quand l'ambassadeur retrouva son ambassade et fit son récit à son conseiller culturel, ce dernier n'en ressentit que peu d'enthousiasme.

Il me semble, en effet, que, en dépit des sympathies exprimées par le chef de l'Etat, on en était resté au simple constat des réalités. Le général de Gaulle avait tenu à rappeler à son visiteur, devant une carte du monde, sa dernière conversation avec l'ancien président tchécoslovaque pendant la dernière guerre. Edouard Benes ne lui avait-il pas dit à Alger que la Tchécoslovaquie devait vivre après la défaite allemande en bonne entente avec l'URSS ? « Il me semble, avais-je remarqué à l'épo-

que, qu'on t'a dit que nous récoltons ce que nous avons semé. »

En cet août 1986, dix-huit ans plus tard, je regarde quelques photos prises le lendemain du raid punitif. On y voit des hommes, des femmes, des enfants en pleurs. Ces images rappellent d'autres clichés plus anciens encore. En particulier ceux qui avaient fait depuis le tour du monde civilisé, où l'on voyait des hommes, des femmes, des enfants, sous la neige fondante de mars 1939, montrer leur poing aux chars du général nazi Blaskowitz.

Ces chars mettaient un point final à l'obscurité traitée de Munich, considérée à une certaine époque, par une diplomatie à tout le moins naïve, comme un rempart de la paix. La logique des démocraties est nécessairement différente de celle des totalitarismes armés. A l'époque, on ne prenait pas au sérieux les quelques idées frustes exprimées pour tant avec netteté dans *Mein Kampf*. On les tenait pour exagérées. Beaucoup plus tard, un ne se rend tout pas compte que la mort d'ordre et l'effacement de tous les peys, unissez-vous ! » ne signifiaient rien d'autre qu'un appel à la création d'un empire universel. Un empire envisagé par ses promoteurs avec un sang-froid que l'Occident a tort de négliger. Selon Staline, le formateur véritable de l'Union soviétique, la communiste était un être particulier. En acier trempé.

Aujourd'hui, l'épreuve tchécoslovaque ne fait plus les « unes » des journaux. Tout au plus, apprend-on que tel ou tel autre signataire de la Charte 77 se heurte aux tracasseries d'une police politique tatillonne. En effet, les « chardistes », soucieux uniquement de la préservation des droits de l'homme et du citoyen, ne se sont jamais targués de représenter une quelconque opposition politique, au sens strict du terme. Les textes du philosophe Jan Patocka, de Václav Havel, de Jiri Hajek, n'ont jamais réclamé au pouvoir en place autre chose que le respect des valeurs inscrites dans la Constitution du pays. L'étranger, peu ou courant de l'expérience historique tchèque, s'étonne même parfois du calme apparent qui règne dans le pays.

C'est qu'on ignore la façon dont les Tchèques ont su, à travers les siècles, préserver leur identité. Aux temps les plus durs, c'est toujours leur culture, leur façon de concevoir la question tchèque, qui les fait survivre, en un lieu géopolitique que se disputent les grandes empires.

Un récent sondage publié par un chercheur du CNRS nous apprend des choses particulièrement instructives sur l'opinion tchécoslovaque. Non seulement, il témoigne du courage des enquêteurs autant que des personnes interrogées, mais encore, il révèle un consensus remarquable. D'autant que ses organisateurs ont soigneusement évité les personnalités par trop connues pour leur refus de l'oppression. Ainsi apprend-on que seulement 12,8 % des interrogés pensent que l'Union soviétique n'est pas une puissance impérialiste et que 61,6 % estiment que le parti au pouvoir ne recueillerait que 10 à 15 % de voix si, par miracle, des élections libres pouvaient avoir lieu.

Listy, revue de l'opposition socialiste paraissant à Rome, publie cet été un volumineux numéro rassemblant des textes d'auteurs vivant à l'intérieur du pays ou en émigration. Cinquante auteurs y expriment cet état d'esprit sous une forme plus poignante. Le soi-disant « mardisme-léninisme » a été définitivement transformé en un vase creux ne renfermant plus que quelques épaves.

Evidemment, chacun peut se demander, face à un présent particulièrement désolant, si quelques manifestations d'ordre culturel sont en mesure de modifier la moindre chose. Cette question, qui est généralement celle de toutes les époques de l'histoire, et de l'histoire tchèque en particulier, trouve cependant une réponse, donnée justement par l'histoire elle-même. A savoir qu'une civilisation qui n'a pas perdu la conscience de sa propre valeur n'est jamais ensevelie. Les empires disparaissent, la liberté jamais.

Ainsi, en dépit de toutes les misères, fussent-elles consécutives aux mauvais calculs, aux lâches soulèvements ou encore aux simples faiblesses intellectuelles, il est toujours permis d'espérer que l'Europe ne sera pas privée à jamais d'une de ses cultures les plus anciennes.



## Afrique

### SOUDAN

## Les rebelles annoncent une offensive imminente contre les principales villes du Sud

Dans une déclaration radiodiffusée, le ministre de l'Information soudanais a qualifié, mardi 19 août, le colonel John Garang de « criminel » et a affirmé que le gouvernement de Khartoum n'engagerait plus de négociations de paix avec lui. L'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), pour sa part, a annoncé son intention de

s'emparer des quatre villes principales du Sud (Juba, Wau, Malakal et Bentin) et a exhorté la population civile à les évacuer pour ne pas être prise au piège des combats. Le porte-parole de l'APLS a ajouté que l'offensive était « imminente », mais que des combats seraient réservés aux civils pour quitter les villes menacées.

## Dans Wau assiégée

Wau (sud du Soudan). — Le spectre de la famine plane sur Wau, ville située à un millier de kilomètres au sud-ouest de Khartoum, sur la Nil Blanc. Le dernier gros convoi de céréales à avoir atteint Wau par la voie terrestre est arrivé au mois d'avril. « Notre seul espoir repose sur la Croix-Rouge. Les écoles de notre disposition sont presque épuisées aujourd'hui », a déclaré à l'envoyé spécial de Reuters Mr Joseph Nyakinda. Chaque jour, environ trois cents affamés se présentent devant la mission évangélique dans l'espoir d'apporter les prières et d'obtenir ce qui reste des précieuses vivres fournis par le Canada. Ceux qui possèdent de l'argent peuvent toujours tenter de marchander, à des prix exorbitants, les légumes et les conserves proposés sur les rares étals du marché.

Samedi soir, la nuit a été ponctuée d'échanges de tirs sporadiques d'armes légères et d'artillerie entre l'armée et l'APLS, ainsi qu'entre l'armée et des éléments de l'ethnie Dinka habitant certains quartiers de Wau. Majoritairement dans le sud du Soudan, les Dinkas forment le gros des troupes du

colonel Garang et ont toujours entretenu des relations difficiles avec le pouvoir de Khartoum sous domination nordiste et musulmane. Jeudi soir, les maquisards ont lancé leur première attaque d'envergure aux abords de Wau depuis le début de l'insurrection soudanaise, il y a trois ans. Les combats ont fait au moins dix morts, et, d'après les habitants, les forces de l'APLS ont pillé et incendié plus d'une trentaine de cases.

Le mouvement du colonel Garang a annulé toutes les permissions de ses combattants et sa radio a fait état d'une offensive contre la dizaine de garnisons gouvernementales, dont celle de Wau, éparpillées dans cet immense territoire. Selon la radio de l'APLS, cette offensive avait pour objectif de prévenir une attaque imminente préparée par Khartoum avec l'aide de la Libye et sous le couvert du pont aérien du CICR. Cette accusation est réfutée par le représentant local de l'organisation humanitaire. « Le CICR est totalement neutre et a

pour seule préoccupation de nourrir les populations menacées de mourir de faim », a-t-il dit à Reuters.

Pour le gouverneur de Wau, le général Albino Akol Akol, l'attaque rebelle contre sa ville n'est qu'une simple démonstration de force. « La véritable question est de savoir si Garang est ou non en mesure d'organiser le Sud. En réalité, il n'en a pas les moyens. L'APLS espère que la population civile s'insurre et libérera la garnison isolée, mais les habitants de Wau savent très bien que c'est Garang qui fait obstacle à l'arrivée de vivres », affirme le gouverneur.

A court terme, on voit mal comment la ville pourrait être ravitaillée. La population, qui scrute avec anxiété le ciel dans l'espoir de piques, en est réduite à cacher ses piques, pour les plus affamés, le maïs encore jeune. Après avoir vécu, dans la matinée, à leurs occupations, les habitants se rassemblent dans l'après-midi pour écouter religieusement la radio de l'APLS et, dès le soir tombé, et le couvre-feu décrété, les rues de Wau se vident totalement. — (Reuters.)

## Asie

### PHILIPPINES : Complots, rumeurs et rivalités

## M. Reagan réaffirme son soutien à M<sup>me</sup> Aquino

M. Richard Lugar, président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain, a remis, lundi 18 août, à M<sup>me</sup> Aquino une lettre du président Reagan dans laquelle ce dernier confirme « son soutien marqué à la démocratie philippine », un appui d'autant plus remarqué qu'il intervient moins d'un mois avant le voyage officiel de M<sup>me</sup> Aquino aux États-Unis.

MANILLE correspondance

Le petit aéroport de Laoag, capitale régionale de Ilocos-del-Norte,

province natale de l'ancien président Ferdinand Marcos, vient d'être mis en état d'alerte. Les avions privés n'ont plus le droit d'y atterrir. Les autorités craignent, en effet, que M. Marcos n'utilise cette « petite porte » pour opérer un retour discret dans le pays, moins de six mois après son renversement.

A la veille des premiers déplacements à l'étranger de la présidente Aquino (Indonésie et Singapour, puis États-Unis à la mi-septembre), les rumeurs de putschs et d'attentats en tout genre circulent de nouveau à Manille. Le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, a ainsi révélé dernièrement l'existence d'un complot des plus bizarres.

Selon une lettre envoyée d'un hôtel de Hongkong mais interceptée par les services de renseignements de Manille, des commandos « loyalistes », dévoués à l'ancien président, auraient en l'intention d'enlever une quarantaine de dignitaires civils et militaires du nouveau gouvernement (dont la quasi-totalité du cabinet) et de les retenir en otage jusqu'au retour de M. Marcos. Deux jours plus tard, un grand quotidien de Manille révélait à son tour que la commission chargée d'enquêter sur le coup d'État avait dû le 6 juillet dernier soumettre dans son rapport, encore confidentiel, qu'il y aurait un « fort risque » de coup d'État aux Philippines en cas d'absence de M<sup>me</sup> Aquino. La tentative du 6 juillet avait d'ailleurs eu lieu alors que la présidente était en déplacement en province. De plus, la commission note que cette première tentative avait été « préméditée » et que les éléments sécessionnistes se consacraient à l'œuvre au sein des forces armées.

Ces événements ont apparemment été pris au sérieux. Outre les mesures prises à l'aéroport de Laoag, le commandant en chef des forces armées, le général Fidel Ramos, a adressé une générale mise en garde à ces « officiers et soldats » qui n'intégreraient pas leurs nouvelles unités dans les délais prévus. Cet avertissement a aussi été précédé par des informations selon lesquelles des partisans de M. Marcos seraient en train de recruter, au prix fort, des soldats en prévision de coup de force à venir. Une source proche de l'armée était en possession de renseignements sur d'innombrables mouvements d'armes et d'hommes dans des zones contrôlées par des « seigneurs de guerre » loyaux au président déchu.

### Première crise grave

Alors que les éditeurs locaux s'efforcent d'évaluer la crédibilité de toutes ces rumeurs, le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino se prépare de surcroît à faire face à sa première crise politique interne grave. Quelques semaines avant le départ de la présidente, le vice-président, M. Salvador Laurel, ancien cultist de M<sup>me</sup> Aquino lors des élections de février et ministre des affaires étrangères, a fait savoir qu'il profiterait de la période d'absence de la présidente pour se consacrer à la fonction suprême, pour évincer les « éléments troubles » du cabinet. Il visait, notamment, trois ministres connus pour leur affiliation social-démocratique et à qui M. Laurel, porte-parole des milieux d'affaires conservateurs, reproche une politique en faveur des syndicats de gauche.

## Proche-Orient

### LIBAN

## Reprise du dialogue entre dirigeants chrétiens et musulmans

BEYROUTH de notre correspondant

A la suite de l'appel au dialogue national lancé par le président Aminé Gemayel, le 1<sup>er</sup> août, et de la contre-proposition du chef de gouvernement, M. Rachid Karamé, qui le boycottait, une réunion préliminaire s'est tenue entre ce dernier et deux de ses ministères chrétiens, MM. Camille Chamoun et Joseph Haschem, avec lesquels les points étaient rompus depuis la dernière

séance du conseil des ministres, en octobre 1985.

Les trois hommes, M. Karamé représentant l'alle musulmane du gouvernement et ses interlocuteurs le camp chrétien, se sont entendus sur des retrouvailles avec leurs autres collègues du cabinet. Il a été notamment convenu de réunir prochainement le gouvernement au complet, en « comité de dialogue national », en vue de redéfinir les structures de l'État libanais et de réévaluer ses rapports — privilégiés de toute façon, tout le monde en conviendra, y compris le camp chrétien — avec la Syrie. Si tout va bien, un conseil des ministres couronnerait l'échafaudage.

Les trois hommes ont choisi un lieu de réunion pour le moins original : l'hippodrome, qui possède cette vertu rare d'être à cheval, si l'on ose dire, sur les deux secteurs de Beyrouth. Aucune décision n'a encore été prise sur la date. On estime que la réunion du cabinet promu à la dignité de « comité de dialogue » se tiendra sûrement et qu'il n'y aura pas fait d'obstruction ni par des

prises de positions politiques ni même à coup d'abus. Dans le camp chrétien, l'équilibre des forces lassa de la dernière remise en ordre s'y prête, et le camp musulman ne s'y serait pas fourvoyé sans un feu vert syrien.

### Les propos de M. Joumbilatt à la LBC

M. Walid Joumbilatt, chef de la communauté druze et l'un des piliers de l'opposition intra-gouvernementale, a tenu des propos très conciliants à l'égard des chrétiens, en particulier de ceux chassés en 1983 de la montagne qu'ils partageaient avec les druzes. Ce qui n'est pas nouveau de sa part, mais l'important est que ces propos ont été tenus à une époque de la LBC, la station de télévision de ses ennemis des Forces libanaises, qui avait pu se rendre dans son fief à l'occasion d'un festival culturel.

LUCIEN GEORGE.

### ÉGYPTE

## « Guerre des visas » avec la Tunisie

LE CAIRE de notre correspondant

Neuf ressortissants tunisiens ont été refusés au Caire ces derniers jours par les autorités de l'aéroport international, qui les ont embarqués sur le premier vol en partance pour Tunis. Cet incident marque une nouvelle escalade dans la « guerre des visas » entre les deux capitales. Le 12 août, le quotidien égyptien *Al-Akhar*, qui tire à un million d'exemplaires, a mis le feu aux poudres en publiant un éditorial intitulé : « Non et mille fois non au gouvernement tunisien ». L'article relatait « le refusement éhonté et les mauvais traitements » infligés, selon lui, par les autorités tunisiennes au célèbre chanteur égyptien Mohamed Rouchdy et aux musiciens de l'orchestre l'accompagnant. Le journal, qui précisait qu'il ne s'agissait pas du premier incident au cours duquel des Égyptiens ayant leurs papiers en règle se voyaient « refusés par les autorités tunisiennes », appelait le gouvernement à réagir contre « cette atteinte à l'honneur national ».

La préparation d'un sommet Moubarrak-Férré. — Le président égyptien s'est entretenu mardi 19 août, durant près d'une heure, à Alexandrie, avec un haut fonctionnaire israélien d'une éventuelle rencontre avec le premier ministre Shimon Peres. Ce haut fonctionnaire, M. Avraham Tamir, directeur général de la présidence du conseil, est également le chef de la délégation israélienne aux négociations sur l'enclave de Taba. — (Reuters.)

étrangers, obtenaient jusque là leur visa d'entrée à leur arrivée à l'aéroport du Caire.

Pourquoi cette escalade, alors que plusieurs incidents similaires avec des pays comme le Koweït ou l'Arabie saoudite ont été circonscrits ou même ignorés par les autorités égyptiennes ? La Tunisie n'est pas en odeur de sainteté en Égypte. Tunis a accueilli le siège de la Ligue arabe après la résolution du sommet de Bagdad en 1979 de rompre les relations diplomatiques avec l'Égypte. Depuis octobre dernier, un autre différend est venu alourdir le contentieux. Tunis, qui, selon Le Caire, avait donné son accord pour l'atterrissage du Boeing égyptien transportant les pirates palestiniens de l'*Achille Lauro*, l'a retiré à la dernière minute. C'est ce revirement qui aurait donné à la chasse américaine l'occasion d'intercepter l'avion et d'embarasser le président Mubarak.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

La guerre du Golfe. — Quatre civils ont été tués et un autre blessé, mardi 19 août, lors d'un nouveau pillage de l'artillerie iranienne à longue portée contre la ville de Basorah et ses environs, selon un communiqué militaire publié à Bagdad. Le communiqué indique, d'autre part, que l'aviation iranienne a mené ces derniers vingt-quatre heures quarante-neuf missions de combat en Iran, et infligé à l'ennemi des pertes en hommes et en matériel.

A Téhéran — où le dernier bilan de l'explosion d'une voiture piégée, mardi, en plein cœur de la ville, est de vingt morts, — la présidente, M. Seyf Ali Khamenei, s'est entretenu avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Charrif, qui, selon la presse iranienne, lui a remis un « amical et chaleureux message » du chef de l'État syrien, M. Hafez El Assad.

Explosion dans un magasin iranien à Londres. — Un homme a été tué et trois autres personnes blessées dans l'explosion qui a détruit le magasin d'un vendeur iranien de journaux et d'articles vidéo, mardi, dans Kensington High Street, une grande artère commerçante de Londres. Scotland Yard avait d'abord cru à une explosion accidentelle, mais les responsables du gaz n'ont rien détecté d'anormal dans les installations, et, mardi soir, la police a déclaré qu'elle n'excluait plus « aucune hypothèse ». Le magasin vendait des livres et des cassettes vidéo favorables à l'ancienne monarchie et hostiles au régime islamique. — (AFP, Reuters.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75247 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65972 F  
Télécopieur : (1) 45-23-66-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurent (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des locuteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vermet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 761 F 1 089 F 1 390 F

II - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en

provinces : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres journaux et de ne pas

répondre à nos lettres.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Imprimé

de « Le Monde »

à Paris-IX

(1985)

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration



## Diplomatie

La prolongation du moratoire soviétique sur les essais nucléaires

### Moscou juge « décevante » la réaction américaine au discours de M. Gorbatchev

Moscou  
de notre correspondant

La réaction américaine au discours prononcé lundi par M. Gorbatchev est très « décevante », a déclaré mardi 19 août M. Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. M. Gorbatchev avait annoncé lundi à la télévision que l'URSS prorogait jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier prochain son moratoire sur les explosions nucléaires et exhorté M. Reagan à renoncer à son tour aux essais. La Maison Blanche a presque aussitôt fait savoir qu'elle rejetait cet appel, les Soviétiques détenant selon elle un « avantage » en matière d'essais.

M. Guerassimov a repoussé cette idée d'un « avantage » soviétique et cité les chiffres d'un organisme suédois selon lequel les Etats-Unis ont procédé au total à sept cent quatre-vingt-dix essais et l'URSS à cinq cent soixante-cinq. Washington soulignerait même, selon lui, que Moscou reprendrait son programme de tir pour rendre la position américaine « plus confortable » qu'elle ne l'est actuellement.

Interrogé à propos du prochain sommet entre MM. Gorbatchev et Reagan qui devrait se tenir avant la fin de l'année aux Etats-Unis, le porte-parole a une fois de plus réitéré que les consultations préalables entre experts se poursuivraient et que le sujet serait abordé à fond les 19 et 20 septembre lors de la rencontre entre MM. Chevardnadze et Shultz à Washington.

La presse de ce mercredi 20 août annonce que M. Gorbatchev est parti en vacances, sans préciser la durée de ces dernières, et accorde une large place aux témoignages de soutien à son discours. La Pravda publie ainsi en première page trois

lettres de lecteurs, dont celle d'un « écrivain populaire » biélorusse qui estime que « notre patrie a montré une fois de plus sa politique pacifique ».

#### « L'ingérence grossière » d'Israël

La presse cet, en revanche, muette à propos de la rencontre lundi à Helsinki entre représentants soviétiques et israéliens, la première du genre depuis dix-neuf ans. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères en a établi pour sa part un bilan totalement négatif. « Pulsqu'un langage commun ne peut être trouvé, l'opportunité d'un voyage d'agents consulaires soviétiques à Tel-Aviv a été abandonnée et il n'a pas été décidé de contacts ultérieurs », a déclaré M. Guerassimov.

Ces propos contrastent évidemment avec l'optimisme mesuré exprimé par les Israéliens, mais M. Guerassimov était tout à fait clair. Les Soviétiques avaient fait savoir que ces conversations devaient porter sur des questions « strictement consulaires », telles que les propriétés soviétiques en Israël ou l'assistance aux ressortissants soviétiques demeurant dans ce pays.

M. Guerassimov a estimé que, en mettant en avant le problème de l'émigration des juifs soviétiques, la délégation israélienne est sortie du cadre prévu des conversations et s'est livrée à une « ingérence grossière » dans les affaires intérieures soviétiques. Les Israéliens ont, d'autre part, demandé la réciprocité au cas où des agents consulaires soviétiques effectueraient un voyage en Israël. Une visite de fonctionnaires israéliens en URSS est hors

de question, répond M. Guerassimov. « car il n'y a pas de propriétés israéliennes ni de ressortissants israéliens sur le sol soviétique ».

Le porte-parole s'est indigné des propos tenus par le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, selon lesquels Israël avait des « biens de grande valeur » en URSS, à savoir deux millions de juifs « pris au piège ». « Les deux millions de citoyens soviétiques de nationalité juive n'ont pas mandaté M. Shamir pour parler en leur nom. Israël n'a aucun droit d'intervenir au nom de citoyens soviétiques de nationalité juive », a déclaré M. Guerassimov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

[A Jérusalem, le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a estimé mardi qu'il y aurait certainement une suite à la rencontre israélo-soviétique d'Helsinki, « mais pas dans le proche avenir ». « Si les entretiens d'Helsinki ont été brèves, a-t-il dit, ils n'en restent pas moins importants parce qu'ils prouvent l'attachement porté par l'Union soviétique au Proche-Orient et aux démarches politiques en cours pour l'avenir de la région. »]

La famille Chitchevarenski autorisée à émigrer en Israël. — Cinq membres de la famille de l'ancien « rafuznik » Anatoli Chitchevarenski, dont sa mère, M<sup>lle</sup> Ida Milgrom, ont reçu, mardi 19 août, des visas d'émigration pour Israël, à l'indication des correspondants occidentaux son frère Léonide, bénéficiaire, lui aussi, de cette autorisation, ainsi que sa femme et leurs deux enfants.

Anatoli Chitchevarenski, trente-sept ans, qui avait passé près de dix ans dans des prisons soviétiques, a pu gagner Israël en février dernier, ayant bénéficié d'un échange d'espions entre l'Est et l'Ouest. — (AFP.)

## Pékin dans le sillage de la détente

(Suite de la première page.)

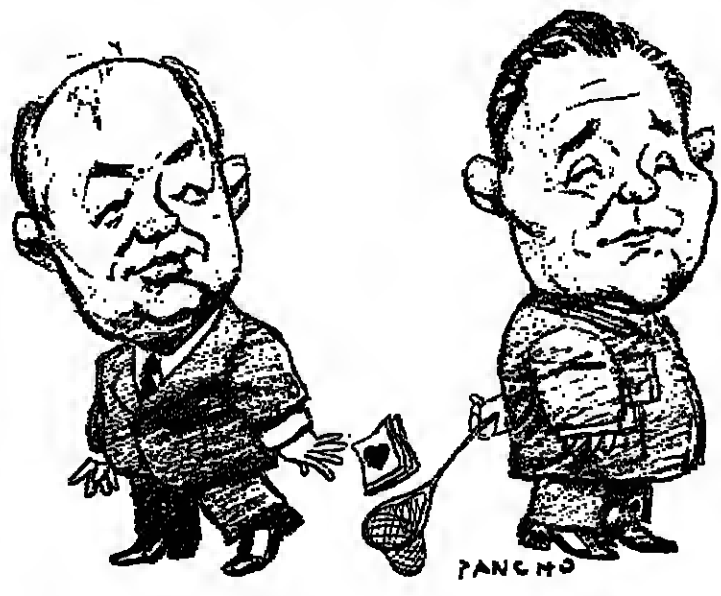
S'agissant du Cambodge, mieux vaudrait en réalité parler d'un problème vietnamien, tant il est vrai que la clé de toute négociation se trouve actuellement à Hanoï. On semble d'ailleurs en être conscient à Pékin, puisque à plusieurs reprises depuis le début de l'année des ballons d'essai y ont été lancés, notamment par l'intermédiaire du prince Sihanouk, pour tenter d'ouvrir la voie à un dialogue. Le dernier en date consistait à proposer une réduction des forces des Khmers rouges au Cambodge (directement soutenus par la Chine) afin de parvenir à un équilibre avec les autres composantes de la résistance anti-vietnamienne.

Empêtrée dans une crise interne dont l'issue ne se dessine pas, les dirigeants de Hanoï ont fait jusqu'à présent la sourde oreille. Il n'est pas sûr que M. Gorbatchev, recevant au début d'août à Moscou le chef du PC vietnamien, M. Truong Chinh, ait été en mesure d'exercer sur ce terrain des pressions très efficaces.

Le plus neuf, dans cette situation, est que, loin de s'effondrer sur les sujets à propos desquels aucun progrès n'est accompli, les essentiels fussent-ils de son point de vue, la Chine ait jugé dans l'ensemble « positive » la politique soviétique à son égard et en Extrême-Orient telle qu'elle a été résumée par M. Gorbatchev. Au point, ce qui est remarquable, de s'abstenir des sarcasmes ou commentaires déshonorants avec lesquels elle accueillait depuis des années la vieille idée, lancée à l'époque de Brejnev et reprise dans le discours de Vladivostok,

### Le Guatemala et la Grande-Bretagne reprennent leurs relations consulaires

Le Guatemala et la Grande-Bretagne ont repris mardi 19 août leurs relations au niveau consulaire après cinq années de rupture due à la proclamation d'indépendance de Belize en septembre 1981, un Etat que le Guatemala ne reconnaît pas. Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, le Guatemala exprime l'espoir que cette reprise « contribuera à la recherche d'une solution négociée » au problème de Belize. Le désir du gouvernement démocrate-chrétien de M. Cerezo de trouver une « solution réelle mais juste » au différend, qui remonte à 1859, constitue une ouverture vers la reconnaissance de Belize par Guatemala. (AFP.)



d'un système de sécurité collective en Asie.

Pékin, en bref, avait le choix entre estimer que le verre tendu par le numéro un soviétique était à moitié vide ou qu'il était à moitié plein... et a opté pour la seconde formule.

Message aussitôt reçu et enregistré à Moscou, et il est normal, dans ce contexte, que les échanges de visites se multiplient entre les deux capitales et que le niveau s'en élève régulièrement.

La prochaine en date sera, début septembre, à Pékin, celle de M. Talyzine, vice-premier ministre soviétique, membre suppléant du bureau politique du PCUS, et surtout grand patron du Gosplan. Une rencontre des ministres des affaires étrangères des deux pays est, en principe, prévue et un sommet Gorbatchev-Deng Xiaoping devient désormais moins inconcevable. L'un des plus proches alliés de Moscou, M. Erich Honecker, chef du parti et de l'Etat est-allemands, n'est-il pas lui-même attendu cet automne en Chine, et saurait-il entreprendre ce voyage sans la bénédiction de ses protecteurs ?

Mais il est au moins aussi frappant de constater que l'activité nouvelle développée par la diplomatie chinoise ne se limite ni aux relations bilatérales avec l'URSS, ni aux problèmes régionaux. Passe encore que Pékin ait pris position — quitte à faire sur ce point cause commune avec Moscou — en faveur d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique sud, mais l'intérêt qu'on y manifeste pour les négociations sur les armements stratégiques est plus inédit.

En témoignent pourtant avec éloquence les entretiens qu'ont eus successivement cet été dans la

capitale chinoise deux des principaux spécialistes soviétiques et américains du désarmement, MM. Victor Karpov et Kenneth Adelman. Le second s'était déjà rendu en Chine. C'est la première fois, pour autant qu'on sache, que son homologue soviétique faisait le voyage.

#### Les grandes manœuvres des superpuissances

Les Chinois ont des raisons qui leur sont propres de suivre de près — comme les Japonais — les conversations américano-soviétiques sur les armements stratégiques. Tout accord éventuel sur les missiles à moyenne portée en Europe qui se traduirait par un renforcement du dispositif stratégique de l'URSS en Asie mettrait en cause leur sécurité. M. Gorbatchev — comme M. Reagan — a été efforcé de les rassurer sur ce point, mais qui sait ?

Il apparaît clairement à travers ces contacts et consultations que la Chine s'insère de plus en plus dans un dialogue Est-Ouest qu'elle n'avait jusqu'alors observé qu'avec distance, voire, il n'y a pas si longtemps, avec le plus grand scepticisme. Comme l'Europe, elle estime ne plus pouvoir aujourd'hui rester à l'écart des grandes manœuvres des superpuissances, particulièrement lorsqu'un nouveau sommet soviéto-américain est en préparation. Elle avait déjà trouvé du bon à celui de Genève en novembre 1985. Ses dirigeants signalent aujourd'hui que si la détente est une chose souhaitable, ils entendent savoir à quel prix elle peut être obtenue — le cas échéant pour y contribuer.

ALAIN JACOB.

### A Stockholm

#### L'URSS précise les conditions de l'inspection sur place de certaines activités militaires

L'URSS a accepté le principe d'inspections de manœuvres militaires par des observateurs d'autres pays, a indiqué mardi 19 août à Stockholm M. Oleg Grinevski, chef de la délégation soviétique à la conférence sur le désarmement en Europe (CDE).

Dans une communication faite à l'ouverture de la dernière session de la CDE (qui regroupe treize-trois pays européens plus les Etats-Unis et le Canada), M. Grinevski a déclaré que son pays était « prêt à prendre en compte les avis émis dans le cadre de la conférence » et à accepter « un compromis » autorisant « un quota annuel strictement limité » qu'il a fixé à « une ou deux inspections par an sur le territoire de chaque pays ». Il a précisé par la suite que la position soviétique avait été définie à l'occasion d'une réévaluation de la politique de l'URSS, la semaine dernière à Moscou.

Depuis le début de la conférence de Stockholm, en janvier 1984, les pays de l'OTAN affirment que ce genre d'inspections sur place est indispensable pour s'assurer que les activités militaires du camp adverse ne risquent pas de devenir une menace pour la paix en Europe.

#### Un certain optimisme

Lors de l'ajournement de la précédente session de la conférence, en juillet, le délégué soviétique avait déjà encouragé un certain optimisme en rappelant que les pays du pacte de Varsovie, à l'occasion de leur sommet un mois plus tôt à Budapest, avaient accepté le principe d'inspections sur place. Mais M. Grinevski avait alors souligné que ces inspections devaient s'inscrire dans le cadre plus large de la réduction des effectifs militaires et des armements classiques en Europe.

La concession annoncée mardi par l'URSS est importante mais elle laisse subsister des divergences notables, notamment sur la nature des activités sujettes à inspections et la fréquence de ces dernières. Le représentant des Etats-Unis, M. Robert Barry, a toutefois accepté de travailler avec les Soviétiques pour parvenir à des accords sur ces différents points. Se déclarant optimiste, il a jugé qu'un accord peut être conclu dans les semaines qui restent (c'est-à-dire d'ici le 19 septembre), car la conférence est enfin sur les rails. Dans un état d'esprit voisin, M. Grinevski a déclaré : « La tâche n'est pas aisée, évidemment, mais elle est tout à fait réalisable ».

### L'ONU demande

#### à Pyongyang les restes des soldats tués pendant la guerre de Corée

Panmunjom. — Le commandement des Nations unies (UNC) en Corée a demandé, mardi 19 août, à la Corée du Nord sa coopération pour retrouver et restituer les restes de soldats des Nations unies et également de Sud-Coréens tués durant la guerre de Corée, en 1950-1953. A une réunion des secrétaires du Comité d'armistice militaire (MAC) tenue à Panmunjom, sur la frontière entre les deux Corées, le délégué de l'UNC, le colonel Donald Boose, a donné à la partie nord-coréenne des cartes montrant les sites où pourraient être enterrés les soldats.

Le délégué nord-coréen, le colonel Kim Ryon-ki, a déclaré que la Corée du Nord rendrait, « pour des raisons humanitaires », les restes des soldats tués s'ils étaient retrouvés, une réponse que le commandement des Nations unies a trouvé encourageante. — (AFP.)

● RECTIFICATIF. — M. Pierre Dabiez, ambassadeur de France au Gabon, nous prie de préciser qu'il n'est pas le directeur de la thèse du général Tlass, ministre syrien de la défense, comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 16 août.

## A travers le monde

### Chili

#### Appel à une journée nationale de protestation

Santiago-du-Chili. — Des mouvements d'opposition ont appelé, mardi 19 août, à une journée nationale de protestation le 4 septembre, traditionnel jour d'élections au Chili. Ce sera la première action de protestation depuis les manifestations du mois de juillet qui avaient provoqué la mort de huit personnes. Au cours d'une conférence de presse, le docteur Ricardo Vazquez, président par intérim de l'Assemblée civique nationale, coalition de syndicats, d'organisations d'étudiants et de représentants des professions libérales, a déclaré que le 4 septembre était le « jour de la démocratie » au Chili.

Le mouvement de gauche, le Front patriotique Manuel-Rodriguez (FPMR) a d'autre part, revendiqué mardi l'enlèvement du colonel Rivedeneiro (le Monde du 20 août). Dans un bref communiqué déposé sous un sac d'ordures dans un quartier de la capitale, les dirigeants du FPMR affirmant avoir enlevé le colonel de l'armée de terre « afin qu'on nous écoute » et ajoutant que le sort de l'officier se trouve « entre les mains du gouvernement », sans toutefois faire état de revendication. — (AFP.)

### El Salvador

#### Entretiens préliminaires entre la guérilla et le gouvernement à Mexico

Mexico. — Des représentants du gouvernement salvadorien de M. José Napoleón Duarte et des guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale devaient en principe se rencontrer ce mercredi 20 août à Mexico pour préparer de nouveaux entretiens destinés à mettre fin à une guerre civile de sept ans qui a déjà coûté la vie à quelque soixante mille personnes.

Une première rencontre au plus haut niveau a eu lieu à La Palma, au Salvador, en octobre 1984, et une seconde, en novembre de la même année, près de la capitale, San-Salvador. En vain. Les délégués du gouvernement et de la guérilla se sont séparés sur un constat d'échec. Les positions réciproques n'ont pas varié et les observateurs n'attendent guère de résultats de la rencontre de Mexico, où le gouvernement salvadorien sera représenté par le ministre des affaires étrangères, M. Rodolfo Castillo. Un porte-parole du gouvernement a déclaré récemment que le « troisième tour » des entretiens avec la guérilla pourrait avoir lieu le 29 août, soit dans la cathédrale de San-Miguel, à l'est du pays, soit dans une ville comme San-Francisco-Gotera, dans le département de Morazan. — (AFP, Reuter, AP.)

### Grande-Bretagne

#### Une revue prenant à parti M. Macmillan est saisie

Londres. — Le Parti conservateur a obtenu, mardi 19 août, de la justice, la saisie d'un numéro de la revue *New Agenda* accusant l'ancien premier ministre Harold Macmillan (quatre-vingt-deux ans) d'avoir envoyé à la mort quarante mille Russes en 1945. Ces accusations ne sont pas nouvelles : l'historien Nikolaï Tolstoï les avait déjà lancées, il y a un an, dans un livre. Selon lui, M. Macmillan, aujourd'hui lord Stockton, aurait, avec le concours d'un général britannique, empêché l'application de directives gouvernementales destinées à protéger les réfugiés et laissé remettre à Staline quarante mille cosaques et Russes blancs qui auraient ensuite été massacrés. La répétition de ces accusations était d'autant plus gênante pour le Parti conservateur qu'elle se faisait dans *New Agenda*, l'organe des jeunes affiliées à ce parti. — (Reuter, AP.)

### Guinée-Équatoriale

#### Un condamné à mort après la tentative de coup d'Etat du 17 juillet

Libreville. — Un des auteurs de la tentative de coup d'Etat du 17 juillet dernier en Guinée-Équatoriale, M. Eugenio Abeso Mondou, diplomate, a été condamné à mort, lundi 18 août, par un tribunal militaire, e-t-on appris mardi de bonne source à Libreville.

Une peine de vingt ans de prison, cinq peines de dix-huit ans, ainsi que plusieurs condamnations de deux ans et quatre mois de prison ont égale-

ment été prononcées lors de ce procès tenu du 14 au 18 août, qui n'avait pas été annoncé par les autorités. Parmi les accusés, figuraient notamment le colonel Fructuoso Mbe Onana, vice-premier ministre et ministre des travaux publics au moment des faits, qui a été condamné à deux ans et quatre mois de prison.

La tentative de putsch avait été déjouée au retour du président Obiang Nguema d'un voyage en France, où il avait assisté aux cérémonies du 14 juillet. — (AFP.)

### Pakistan

#### Le mouvement d'opposition semble s'essouffier

Islamabad. — Le mouvement d'opposition semble marquer la pas après six jours d'affrontements qui ont surtout affecté la province fédérale de Sind et avaient fait, selon un bilan dressé mardi 19 août, dans la soirée, au moins vingt-cinq morts. Selon l'opposition, ce bilan s'élevait, ce mercredi, à quarante morts depuis le 14 août.

Mardi, dans le Sind, province dont est originaire M<sup>re</sup> Shuttu, emprisonnée à Karachi, le trafic ferroviaire a encore été sérieusement affecté par les troubles. De brèves manifestations ont eu lieu dans le quartier pauvre de Lyari. A Lahore, une manifestation pacifique de l'opposition, regroupant quelque mille personnes, a pu se dérouler sans incident. Comme la veille, la police n'est pas intervenue. Dans le Balouchistan (sud-ouest du pays), où le calme règne, presque tous les détenus politiques incarcérés la semaine dernière ont été libérés.

Entre-temps, Islamabad a qualifié d'« ingérences » les communiqués officiels publiés à l'étranger sur la situation au Pakistan. Les Etats-Unis avaient notamment exprimé leurs « regrets » à la suite de l'interdiction de M<sup>re</sup> Shuttu — dont la détention doit durer trente jours — et de plusieurs centaines de cadres de l'opposition. — (AFP, AP, Reuter.)

### Swaziland

#### Raids sud-africains contre l'ANC

Mbabane. — Un commando d'une dizaine d'hommes, venu d'Afrique du Sud, a mené cinq raids à l'intérieur du territoire du Swaziland au cours du week-end dernier dans le cadre de ce qui semble être une nouvelle offensive contre le Congrès national africain (ANC), a annoncé un porte-parole de la police swazie. Selon ce dernier, le commando, parmi lequel se trouvaient des Noirs, a pénétré au Swaziland en passant par une brèche dans une clôture séparant les deux pays, non loin du principal poste-frontière. Le commando a ensuite attaqué des maisons et des bureaux dans les districts de Mbabane, la capitale, et de Manzini, où vivent la plupart des réfugiés sud-africains du Swaziland.

Les attaques ont notamment incendié la maison d'un responsable présumé de l'ANC, un certain Man-caba Thwale, au centre de Mbabane, et l'ont blessé d'une balle dans la jambe alors qu'il s'enfuyait. — (AP.)

### URSS

#### La revue « Novy Mir » change de directeur

Moscou. — L'écrivain russe Sergueï Zalguine, soixante-deux ans, a été nommé rédacteur en chef (directeur) de *Novy Mir*, la plus réputée des revues littéraires soviétiques, a-t-on appris à Moscou de source autorisée.

Auteur de nombreux romans et récits, Sergueï Zalguine n'est pas membre du Parti communiste, cas unique parmi les actuels rédacteurs en chef des journaux et revues soviétiques.

Il succède à Vladimir Karpov, soixante-quatre ans, qui dirigeait le mensuel depuis janvier 1983 et a été élu fin juin au poste de premier secrétaire de l'Union des écrivains d'URSS en remplacement de Gueorgui Markov, soixante-quinze ans, M. Markov, qui passe pour un ultra-conservateur, exerce depuis les fonctions purement honorifiques de président de l'Union des écrivains.

Devant le congrès des écrivains, Sergueï Zalguine avait appelé à une « démocratisation » de l'Union des écrivains et critiqué le « bureaucratisme » de son ancienne direction.

Fondée en 1925, *Novy Mir* (le Monde nouveau) a connu ses heures de gloire sous Alexandre Tvardovski, qui la dirigea de 1950 à 1954, puis de 1958 à 1970. Ce point non conformiste joua un rôle de premier plan dans la désintégration en publiant dans *Novy Mir* de nombreux auteurs marginaux jusqu'à Boris Pasternak, dont Alexandre Soljenitsyne. En février 1970, le comité de rédaction de *Novy Mir* fut dissous et Tvardovski, renvoyé, mourut un an et demi plus tard. — (AFP.)



Les affiches électorales de M. Alain Juppé

« Il n'y a aucune dissimulation », affirme le ministre

Le *Canard enchaîné* publie dans son édition du 20 août l'intégralité d'un relevé de factures concernant des affiches électorales, établies par la Direction nationale des enquêtes fiscales, à l'issue du contrôle effectué en décembre 1985 à l'imprimerie Saint-Martin d'Asnières. Selon ce document, l'agence de publicité Horse Power a non seulement réglé les travaux réalisés pour le compte de M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget (le *Monde* du 13 août), mais aussi ceux concernant M. Patrick Balkany, maire RPR de Levallois-Perret, M. Michel Guillon, candidat RPR aux élections municipales à Créteil (Val-de-Marne) et actuellement chargé de mission au cabinet du ministre de la coopération, ainsi que Dominique Cajas, candidat CN1 à Aix-en-Provence, en 1983.

D'après cette liste, les sociétés Ricard, Pernod-Ricard et Pernod ont également réglé des factures relatives à des opérations électorales, mais aucun nom de candidat n'est précisé même si l'UDF est cité. Au total, ces douze factures, litigieuses

Le découpage électoral

M. Pasqua n'a pas tenu compte de toutes les observations de la commission des « sages »

Le projet de découpage électoral que M. Charles Pasqua s'approprié à transmettre pour avis au Conseil d'Etat tendra largement compte des observations de la commission dite des « sages », a confirmé le ministre de l'intérieur, mercredi 20 août à l'Assemblée nationale. M. Pasqua a déclaré qu'il n'avait pas tenu compte de ces remarques pour une vingtaine de circonscriptions.

Le ministre de l'intérieur note que si M. Mitterrand ne signe pas l'ordonnance, le gouvernement affrontera un problème « pratique » qu'il répondra en passant devant le Parlement. Un refus de signature poserait à cet égard un problème constitutionnel que les spécialistes du droit constitutionnel et les hommes politiques seraient amenés à examiner.

L'accord nucléaire franco-irakien de 1975

M. Dumas craint que la réputation de la France ne souffre de la polémique ouverte par le premier ministre

M. Roland Dumas, député socialiste de la Dordogne, ancien ministre des relations extérieures, vient d'adresser à M. Jacques Chirac une question écrite pour lui demander « de bien vouloir fournir à l'Assemblée nationale toutes précisions de dates et de circonstances concernant les négociations qui ont lieu entre le gouvernement français et irakien et ont abouti (...) à (...) l'accord de coopération entre la France et l'Irak sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, signé le 18 novembre 1975 à Bagdad » puis à la « construction par la France de la centrale nucléaire irakienne en Irak, et à la fourniture d'installations et d'équipements ».

L'ancien ministre socialiste s'efforce ainsi d'entretenir la polémique sur le sujet à l'Assemblée nationale après la divulgation de la fautive interview accordée par M. Chirac à un journaliste israélien, M. Ben Porat (le *Monde* des 17-18-19 et 20 août).

Les principaux acteurs de ces tractations de 1974-1975, MM. Chirac, premier ministre à l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, alors chef de l'Etat, et Michel d'Ornano, qui était alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, ont en effet exprimé des vues ou rappelés des souvenirs divergents sur les responsabilités et le rôle respectif des uns et des autres.

● Nouvelle-Calédonie : M. Ukelevitch, sénateur (RCP), a été réélu, mercredi 20 août, président du congrès du territoire de la Nouvelle-Calédonie. Les élus indépendantistes n'ont pas participé à la session du congrès. M. Ukelevitch a obtenu vingt-neuf voix. En octobre 1986, il avait obtenu vingt-neuf voix contre seize à M. Tjibaou, chef de file du FLNKS.

selon l'hébdomadaire, portent sur 609354 F.

La société Cacharel figure aussi dans ce relevé, pour le règlement d'affiches de son président M. Jean Bousquet, élu ensuite maire de Nîmes. Celui-ci, affirme toutefois avoir été victime d'une escroquerie de la part de l'Agence Horse Power et avoir, en fin de compte, payé deux fois ses affiches.

Selon le *Canard enchaîné*, ces opérations étaient irrégulières. L'hébdomadaire se fonde sur une note de la direction générale des impôts - rédigée après le 15 janvier 1986 - qui fait état des suites devant être données à « l'ensemble des fraudes décelées dans cette affaire ». L'extrait publié par l'hébdomadaire ne mentionne cependant pas sur quelles factures portent ces fraudes.

Dès la parution du *Canard Enchaîné*, M. Alain Juppé a publié un communiqué très détaillé, où il révèle les conclusions de l'enquête administrative qu'il a prescrite, en tant que ministre délégué chargé du budget, après avoir été mis en cause une première fois par l'hébdomadaire, la semaine dernière. Selon cette note, établie par le directeur général des impôts, les factures électorales ne constituent pas l'objet du contrôle fiscal chez l'imprimeur. Le compte-rendu de cette visite, daté du 3 janvier 1986, « n'utilise aucunement le terme de fraude » à propos de ces factures, indique la direction des impôts.

Dans son communiqué, M. Juppé estime que le *Canard Enchaîné* n'apporte, cette semaine, « aucune preuve » de ses accusations. Il réaffirme que la facture le concernant est « authentique », que « son libellé et son montant correspondent exactement à la prestation fournie », qu'elle « mentionne même en clair, comme titre de l'affiche, le nom d'Alain Juppé, ministre suppléant - si besoin était - qu'il n'y a eu, dans l'opération, aucune dissimulation ». Enfin, indique le ministre, la facture « a été régulièrement acquittée par la société de publicité, qui comme c'est de pratique courante en ce domaine, avait conçu l'affiche et en avait commandé l'impression ».

Ce que ne manque pas de rappeler à son tour M. Dumas qui demande à M. Chirac s'il ne craint pas « de telles divergences substantielles entre personnes et dirigeants de la majorité ne portent préjudice à la réputation de la France dans le monde ».

[La chronologie générale des faits à propos de laquelle M. Dumas réclame des précisions s'établit comme suit : fin novembre et début décembre 1974, M. Chirac accomplit une visite officielle de trois jours à Bagdad. C'est le premier voyage officiel d'un gouvernement français en Irak. Au début du mois de septembre 1975, M. Saddam Hussein, vice-président du Conseil de commandement de la révolution irakienne, vient en visite officielle en France. Il communique son séjour par un week-end en Provence avec M. Chirac puis visite les installations nucléaires de Cadarache. Le premier ministre annonce au terme de ce séjour qu'un accord de coopération nucléaire va être signé entre la France et l'Irak. Le 18 novembre 1975, M. d'Ornano signe au effet à Bagdad trois protocoles d'intention - dont un portant sur le nucléaire - fixant un « cadre de coopération privilégiée entre les deux pays ». Le 8 septembre, M. Chirac avait déclaré : « L'Irak est en train de mettre au point un programme nucléaire cohérent. La France veut s'associer à cet effort, dans le domaine des réacteurs à eau, pour l'instant. Les relations politico-commerciales franco-irakiennes seront une des grandes préoccupations de politique étrangère de M. Chirac entre 1974 et 1976. Retour de New-Delhi, au début de 1976, le premier ministre fera encore écouter à Bagdad chez son « ami personnel » M. Saddam Hussein.]

● Précision. — A la suite de nos informations relatives à la préparation des élections sénatoriales dans le Rhône (le *Monde* du 5 août), M. Pierre-Bernard Cousté, ancien député (apparenté RPR), nous précise qu'il constitue une liste dissidente, concurrente de la liste officielle du RPR présentée le 31 juillet dernier par M. Michel Noir et conduite par M. René Trépoüet.

Les communistes, le Front national et un ex-cadre du Parti socialiste se disputent, en Haute-Garonne, le 28 septembre, un siège aux élections législatives partielles sur les huit qui sont en jeu. Chacun espère désigner cette bonne affaire au détriment des socialistes dont la liste est conduite par M. Lionel Jospin. L'élection du 16 mars a été annulée par le Conseil constitutionnel. Ce jour-là, les socialistes avaient obtenu quatre sièges, la liste de M. Baudis trois sièges et le RPR un.

TOULOUSE de notre envoyé spécial

Le huitième siège de député fait beaucoup rêver en Haute-Garonne. Il s'agit de celui que « devrait » perdre M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, on en choisit celui que « ne devrait pas » gagner la famille Baudis, détentrice de la mairie de Toulouse. C'est du moins l'espoir nourri par trois prétendants qui s'y verraient bien assis à l'issue de l'élection législative partielle qui se déroulera le 28 septembre prochain. Jamais siège n'aura été aussi convoité, suivant une règle bien connue qui veut que la priorité des trois protagonistes soit, avant tout, le défaut du PS pour en tirer, sans coup férir, un succès à l'économie. Il s'agit en quelque sorte d'un huitième siège qui serait décroché par un candidat dissident, un candidat communiste ou du Front national, plus par défaut que par victoire.

Honneur à celui qui le retour aux urnes a été provoqué : M. Gérard Houtter, cinquante-cinq ans, député socialiste de Muret depuis 1973. Mécoment de la place indigible qui lui avait été réservée dans l'écure socialiste en mars dernier, il avait constitué une liste dissidente interne de compétition par le préfet car l'un de ses colistiers était déjà en course dans un autre département. Le Conseil constitutionnel, saisi par ses soins, lui a donné raison et a annulé le résultat du scrutin.

M. Houtter y met sa tête à couper

En 1981, M. Houtter n'avait pas pris part au vote sur l'abolition de la peine de mort. Il s'en est tenu pour mûr à l'époque, mais, à l'en croire, M. Houtter a été victime de son indépendance d'esprit par rapport aux dirigeants de son ancien parti (il a été exclu). Aujourd'hui il veut se faire justice. Dans son jardin, il y a des mains en plâtre, et les méchantes langues disent que dans sa tête il y a des petits moulins à vent, ceux-là mêmes contre lesquels partait en guerre le héros de Cervantès. « Je ne veux pas me faire écraser par un parti et il ne m'écrasera pas. Je vais en faire la démonstration », assure-t-il.

L'atout majeur de M. Houtter, c'est son ancienne circonscription de Muret - « elle fait le quart de la Haute-Garonne » - sur laquelle est installée la centrale pénitentiaire du même nom. Et qu'on ne vienne pas lui dire que cela explique sa position sur la peine de mort, car il rétorque que ce ne sont pas les cent cinquante-deux gardiens de la prison

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés un *Journal officiel* du mercredi 20 août 1986 :

DES DÉCRETS

- Du 8 août 1986 portant modification des limites territoriales de communes et de cantons (département de la Seine-Maritime).
- N° 86-970 du 19 août 1986 relatif aux dispositions statutaires applicables à l'emploi de secrétaire général d'académie.

DES ARRÊTÉS

- Du 12 août 1986 relatif au traitement par rayonnements ionisants des matériaux et objets mis ou destinés à être mis au contact des déchets, produits et boues destinés à l'alimentation.
- Du 12 août 1986 relatif aux règles d'hygiène auxquelles doit satisfaire la fabrication des conserves de denrées alimentaires de pH supérieur ou égal à 4,5 autres que celles visées aux articles 258, 259 et 262 du code rural destinées à la consommation humaine.
- Du 8 août 1986 fixant le montant des frais à rembourser par certains élèves et par les auditeurs libres externes de l'Ecole polytechnique pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> septembre 1986 au 31 août 1987.
- Du 30 juillet 1986 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans une vingtaine de départements.

L'élection législative partielle en Haute-Garonne

Un siège pour trois

de Muret qui l'on fait passer au premier tour en 1981. Il se jure bien de devancer les listes du Front national et du PCF.

Il se demande encore pourquoi M. Lionel Jospin, qui « prend les élus locaux pour des quantités négligeables », vient « sauver le siège qu'il va perdre à Paris » tout en allant au-devant de « son premier échec ». Car pour M. Houtter, « il ne fait pas l'ombre d'un doute » que le premier secrétaire du PS fera moins que la liste conduite par M. Alex Raymond en mars dernier. En voix et en pourcentage. Il y met sa tête à couper.

M. Gilbert Melac, trente-neuf ans, benjamin des trois prétendants, ne met pas sa tête dans la balance mais fait part de ses mêmes certitudes qui permettent un avenir sombre à M. Jospin. Le candidat du Front national, tout comme M. Houtter, voit midi à sa portée. Et il espère bien, à force de « travail et de sueur », s'asseoir lui aussi dans le huitième fauteuil.

En attendant, M. Melac, représentant d'une extrême droite gestionnaire (il est président de la commission de l'énergie au conseil régional), est impatient de connaître le score que réalisera M. Jospin dans certains coins du département. « Je voudrais bien savoir combien il va faire à Colomiers », qui est l'ancienne circonscription de M. Alex Raymond, chef de file du PCF - basé d'une voix par le FN - les sous-entendus sont monnaie courante à Toulouse sur les temps qui courent.

M. Melac écarte gentiment d'un revers de pourcentage M. Houtter

de la compétition et considère que son seul vrai rival est le PCF. Pour lui, l'affaire est claire : « Nous rencontrons le Parti communiste mais ce sont deux courbes de sens contraire. Maintenant, on sait que les électeurs populaires ont une autre solution que le PCF. » Il s'emploie à convaincre les électeurs de sa certitude en « faisant les marchés ».

En tout état de cause, le huitième siège devra, selon lui, revenir au FN par un « retournement du vote utile » car « l'électorat de l'UDF et du RPR a compris que la liste Baudis fera quatre sièges et pas un de plus ». A t'en pas douter, il s'agit d'un « test national » pour M. Melac car « on va pouvoir mesurer en vraie grandeur l'impact de la politique RPR-UDF et surtout l'impact de la cohabitation ».

Le PC lance une « campagne qui sent bon »

Test national ? Point du tout. M. René Piquet, membre du bureau politique du PCF, leader de la liste communiste et troisième prétendant au huitième siège, ne veut pas y croire. Selon lui, « aucune élection partielle ne peut être interprétée comme un test national ». Et s'il se bat pour améliorer le score du PCF - basé d'une voix par le FN - il n'en tirera, en cas de succès, aucune conclusion hâtive sur la vie nationale de son parti, ce qui lui permettra aussi de ne point en tirer en cas de recul.

Simple, la campagne de M. Piquet s'articule autour de deux « évidences ». D'une part, « vous avez besoin d'un député communiste », d'autre part, « il ne s'agit pas d'écrire une majorité mais des députés pour la Haute-Garonne ». Au moment où l'affaire du Carrefour du développement semble se mettre en veilleuse, M. Piquet lance « une campagne qui sent bon ». Il promet d'ouvrir ses comptes et de faire « la transparence sur le financement de sa campagne ».

Homme discret, M. René Piquet fait partie de ces membres du bureau politique qui ne sont jamais nommés, publiquement, à l'assaut contre les « renouveaux ». Reste à savoir si cet avantage, ainsi que la présence d'un constataire sur sa liste, lui permettront de mobiliser toutes les voix communistes le 28 septembre. Dans cette bataille de trois hommes pour un fauteuil, M. Piquet n'a pas le rôle du kamikaze qui lui a souvent été dévolu.

Les espoirs de ces trois protagonistes reposent sur une certitude : la perte d'un siège par le PS. Ce n'est encore qu'un postulat.

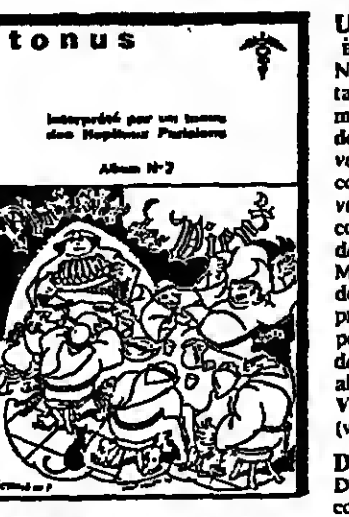
OLIVIER BIFFAUD.

● Rencontre PS-MRG. — La fédération départementale de Haute-Garonne du MRG a accepté le principe d'une rencontre avec les responsables de la fédération du PS. Cette réunion, qui est fixée au jeudi 21 août, ne doit pas, estiment les radicaux de gauche, remettre en cause la décision de présenter une liste aux élections législatives partielles du 28 septembre.

Après l'éclatant succès du BREVIAIRE DU CARABIN Florilège des salles de garde. Voici...

LE PLAISIR DES DIEUX Enregistrement intégral de 89 chansons « musclées »

Un succès sans précédent. Réuni en un seul volume 74 chansons de salle de garde, les plus connues, comme celles dont quelques initiés ont seuls gardé le souvenir, les plus « innocentes » comme les plus sauteuses, était une gageure que l'A.S.G.M.P. (association de salles de garde de médecins et de pharmaciens) a réalisé en éditant il y a deux ans le « BREVIAIRE DU CARABIN ». Un éclatant succès a couronné cette initiative, succès auquel a sans nul doute contribué les 60 illustrations puissamment paillardes dues au groupe des humoristes associés : Avoine, Barbe, Blachon, Bridenne, Fred, Lacroix, Laville, Loup, Mose, Napo, Nicolaud, Sabatier, Serre, Siné, Soulas, Trez et c...



Un tirage limité à 500 exemplaires. Nous avons voulu, pour être certains de la qualité de l'enregistrement, limiter le tirage du *Plaisir des Dieux* à 500 exemplaires. Si vous le désirez, vous pouvez nous commander la cassette témoin qui vous sera adressée avec la liste complète des douze tons au prix de 175,50 Francs (franco de port). Mais si d'emblée vous commandez l'ensemble des 12 cassettes au prix de 1.920 Francs (franco de port), réglable en trois versements de 640 Francs, vous bénéficierez alors de notre cadeau : le « BREVIAIRE DU CARABIN » relié (valeur : 288 Francs).

Droit de retour. Dans tous les cas, vous pouvez commander sans aucun risque, car si vous êtes le moins du monde déçu, il vous suffira de faire retour de notre envoi pour être immédiatement et intégralement remboursé. Mais hâtez-vous, car nous vous le rappelons, le tirage est limité à 500 exemplaires.

Le *Breviaire du Carabin*. Vous êtes peut-être parmi ceux qui n'ont pu encore acquérir le « *Breviaire du Carabin* ». Nous vous rappelons qu'il est édité sur beau papier couché, mat, grand format 18 x 24, qu'il est illustré de 60 créations originales et que la plupart des chansons sont accompagnées de leur partition ; Vous avez le choix entre deux présentations : • édition standard sous couverture rigide illustrée : 168 Francs, plus 21,60 Francs (port), soit 189,60 Francs TTC ; • relié plein cuir : 288 Francs, plus 21,60 Francs (port), soit 309,60 Francs TTC. Le droit de retour sous 10 jours vous est garanti.

BON DE COMMANDE A RETOURNER A A.S.G.M.P. 107 rue VICTOR HUGO 92270 BOIS COLOMBES

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code Postal ..... Ville .....  
Veuillez noter ma commande :  
☐ Ensemble de 12 cassettes « PLAISIR DES DIEUX » au prix de 1.920 Francs (franco de port) réglables en 3 versements de 640 Francs. Le 1<sup>er</sup> vers - c-est-à-dire, le 2<sup>ème</sup> payable à réception, le 3<sup>ème</sup> à 30 jours.  
Je recevrai en outre gratuitement :  
☐ « BREVIAIRE DU CARABIN » relié plein cuir.  
☐ La cassette extra au prix de 175,50 Francs (franco de port).  
LE BREVIAIRE DU CARABIN  
☐ Edition standard 168 Francs plus 21,60 Francs de port, soit 189,60 Francs.  
☐ Edition pleine cuir 288 Francs, plus 21,60 Francs de port, soit 309,60 Francs.  
Je vous prie de trouver ci-joint le bon de commande à retourner. Je suis bien entendu que je bénéficierai du droit de retour sous 10 jours et que si je suis le moins du monde déçu, je serai immédiatement remboursé.  
Date ..... Signature .....



## Politique

M. Mitterrand dans les Hautes-Alpes

## Hommage à la Résistance

M. François Mitterrand devait effectuer, mercredi 20 août, une visite officielle dans les Hautes-Alpes. Au cours de cette visite, il devait notamment rendre hommage à Antoine Mauduit, personnage insolite, qui a créé pendant la deuxième guerre mondiale l'un des premiers maquis de France et a été cofondateur, avec l'actuel président de la République, du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés, organisation de résistance. M. Mitterrand devait se rendre au château de Montmaur, où il avait séjourné à la fin de 1942 et au début de 1943. Sous couvert d'une maison de repos pour anciens prisonniers, ce manoir était devenu un refuge d'évadés qui cherchaient à rejoindre la Résistance.

L'écrivain Marcel Haedrich, qui avait bien connu Antoine Mauduit dans la Résistance, apporte ici son témoignage.

## TÉMOIGNAGE

## Antoine Mauduit, un fondateur de maquis

par Marcel Haedrich

A Lyon, au début de 1942 (ou était-ce fin 1941 ?), je rencontre, au CAP (Centre d'action des prisonniers), Jacques de Montjoie avec Jean de Fabrigues — qui dirigea la France catholique —, Jean Guillon, le futur académicien, et des chrétiens de gauche, dans l'esprit de l'époque : « Repentance nationale et préparons la Libération parce que le bien doit triompher du mal. Dieu reste français. »

Mais à la plupart des initiatives de la Résistance naissante, Jacques de Montjoie ne fait connaître un personnage étrange, généreux, grandiose et qui va fonder l'un des premiers maquis de France : Antoine Mauduit.

Officier de la légion, fait prisonnier, Mauduit a été libéré pour combattre les Allemands à las gaulloises en Syrie. De la même façon, le futur maréchal Juin et bien d'autres officiers se tirèrent des barbelés pour défendre l'Afrique du Nord. Mauduit ne va pas en Syrie, bien entendu. Avec la bénédiction, et une subvention, de Vichy il ouvre une sorte de pension-sana pour les prisonniers évadés qui ne peuvent regagner leur domicile, en zone occupée.

A ces fins, il a loué le vieux château de Montmaur, pas loin du Gap. Daux tours, une immense salle d'armes, des cheminées qui permettaient de rôti des bœufs. L'intendant lui fournit du ravitaillement (patates, foyots, lardilles, etc.) à des prix « militaires ». Ses pensionnaires font du charbon de bois dans la forêt, vendent à l'administration. On ca-mouffait des juifs sur les chantiers. Bientôt je verrai arriver le premier contingent de réfractaires des usines Berlet.

Mauduit doit avoir entre trente-cinq et quarante ans. Sympathique et rigolo, ça accroche immédiatement avec lui. A Lyon, je l'ai vu, dit-il. A Lyon, je l'ai vu de faim. A Montmaur, c'est l'abondance, et je ramène, de chaque voyage, un agneau dépecé devant moi par un berger, à 2 500 mètres d'altitude. On la découpe au journal Sept Jours, lancé à Lyon par Jean Prouvost, avec Raymond Cartier comme patron de la rédaction.

## Tout quitter pour retrouver l'homme

A Montmaur, en grillant des côtelettes à même le feu, Mauduit m'explique que le mal est entré dans la monde avec le fer. Il a fondé un ordre de chevalerie : la Chaîne. On a besoin de Lancolots, de Percival, Le Graal ! La Table ronde ! Mauduit parle, aussi, de Léon Bloy, de Notre-Dame-de-la-Salette. Afin de retrouver l'homme, explique-t-il, il a quitté, peu avant la guerre, sa famille, et l'usine qu'elle possédait dans le Nord, pour s'engager dans la légion. Il a repassé le peloton des élèves caporaux et me confie

## Décès de M. René Tabourot conseiller général de Melun-sud

M. René Tabourot, maire de La Rochette et conseiller général (UDF-CDS) du canton de Melun-sud, a succombé, samedi dernier, à un malaise cardiaque.

Agé de soixante-trois ans, M. Tabourot avait été élu maire de La Rochette en 1965, mandat qu'il a exercé sans interruption depuis lors. Conseiller général de Melun-sud en 1979, il avait été réélu en 1985 avec l'un des meilleurs scores enregistrés dans le département : 76 % des suffrages. Parallèlement à sa vie politique, M. René Tabourot a fait une carrière au sein des organismes sociaux de la région.

qu'il n'en a jamais autant bavé de sa vie.

Ja l'aime comme un frère. Il dort dans une cellule blanche à la chaux sur un bat-flanc, avec un crucifix de barbelés au mur. Il méprise les bourgeois, les siens, qui ne pensent qu'à sauver leur peau et leur portefeuille et qui « perdent tout ». Les évadés l'intéressent : ils ont pris des risques.

A quoi songe-t-il ? Il recrute pour sa chevalerie. Avant d'être intronisé, on passa une nuit de veille dans la salle d'armes du château ; à l'aube, pèlerinage à Notre-Dame-de-la-Salette. Mauduit parcourt les derniers hectomètres à genoux.

## « Il faut préparer une guerre de Chouans »

Il voudrait me retenir... Ma femme, mon fils, la journalisme, un livre que j'écris ; et puis vraiment, ce « cinéma puéril »...

Mais cela n'apporte rien à mon amitié pour Mauduit. Je lui envoie des juifs qui cherchent à se planquer. Je fais la quête, pour lui. Paris-Sor et le Figaro publient les histoires que je lui consacre, avant l'occupation de la zone sud, bien entendu. Tout évolue très vite.

« Il faut préparer une guerre de Chouans », dit Mauduit. Il multiplie les chantiers, disperse des réserves de vivres. Il se procure quelques armes. Quand l'Italie capitule, la colonie qui commande la zone d'occupation, refuse à Mauduit une partie de son armement pour ne pas la donner aux Allemands.

Mauduit m'expédie à Uriège, où siège « l'université de la révolution nationale », pour proposer à Du-noyer de Segonzac de recueillir les Uriégiens compromis, qui risquent de se faire harponner par les Allemands qui viennent d'envahir la zone sud. Les Uriégiens choisissent de se faire tuer sur les Glières.

C'est à Montmaur, au printemps 1943, que je rencontre François Mitterrand. Il fut très vite photographié, le hasard m'a installé entre lui et Michel Cailliau, un neveu du général de Gaulle, devenu l'ami intime de notre président. Très beau garçon, Mitterrand dispose d'un sourire qui lui livre les plus récents. Pour ma part, je me sens plus proche de Cailliau.

Nous sommes une bonne vingtaine sur la photographie, tous sortis du rang. Chacun parle pour tous, parce que chacun assume la parole malheureuse. Nous avons en commun ce qu'on appelle « l'esprit prisonnier ». Une formidable bonne volonté, un désintéressement total, le désir de servir, et une exigence nouvelle (hélas passagère) d'une égalité nécessaire entre tous les Français. Au diable les privilèges !

Cailliau est plus agressif que Mitterrand. Il demande que c'on passe à l'action. A la vote avec lui (à Tu lèves le bras, comme moi), m'a-t-il soufflé. Mais j'admire Mitterrand : il a été blessé, il a été évadé trois fois. Il estime qu'il faut avant tout rassembler et reconforter les « bien-pensants ». Mais tout, l'insiste, resta individuel. Chacun fait ce qu'il peut, selon sa conscience, selon ses moyens.

J'apprends, début 1944, l'arrestation de Mauduit. Il fut très vite transféré à Bergen-Belsen. Il n'était pas mort à la libération du camp. Nous étions une dizaine à l'attendre, à la gare du Nord, quand débarquèrent les rapatriés de son camp. Pas de Mauduit. Il était resté là-bas, pour soutenir des camarades épuisés. On ne l'a jamais revu. Avec mon vial ami de Montjoie, et d'autres camarades, nous avons assisté au retour des cadres. En 1947, je crois. On attendait Mauduit, face au château, sur une hauteur, dans un paysage sublime.

Réaménagement technique

## M. Chirac complète son gouvernement

Jacques Chirac a complété son gouvernement, mardi 19 août. Les nominations et changements d'attributions ont été annoncés par M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Élysée. Cinq personnes sont concernées : M. Camille Cabana (RPR), qui était ministre délégué chargé de la privatisation, devient ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la réforme administrative ; M. Bernard Bosson (CDS) qui était secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales devient ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères chargé des affaires européennes ; M. Gérard Longuet (PR), qui était secrétaire d'Etat chargé des P et T garde son domaine mais devient ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie ; M. Jacques Boyon (RPR), est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense ; M. Yves Galland (rad.), est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur chargé des collectivités locales.

Trois portefeuilles sont ainsi créés par rapport au gouvernement formé le 20 mars et complété le 25 mars : deux ministères délégués (réforme administrative et affaires européennes) et un secrétariat d'Etat (défense). Un portefeuille disparaît : la privatisation. Deux têtes nouvelles font leur apparition : M. Boyon et Galland. Deux membres du gouvernement obtiennent une promotion : M. M. Longuet et Bosson.

M. Bosson, trente-huit ans, bénéficie de la plus spectaculaire de ces promotions. L'absence d'un titulaire des affaires européennes lors de la formation du gouvernement Chirac avait fait douter, un instant, de la bonne volonté européenne du nouveau pouvoir. Cette lacune et cette exigence sont aujourd'hui comblées. La création d'un secrétariat à la défense répond à une demande du ministre, M. André Girard.

En revanche, la réforme administrative a rarement apporté des satisfactions inoubliables à ses titulaires. La responsabilité de M. Camille Cabana, qui conserve son titre de ministre délégué, sera donc moindre que par le passé. Mais son ancien domaine (privatisa-

tions) était, par nature, appelé à disparaître. Le même phénomène s'était produit en juin 1982 lorsque avait été supprimé le secrétariat d'Etat chargé des nationalisations. Son titulaire, M. Jean Le Garrec, passa à l'emploi puis à la fonction publique et aux simplifications administratives.

L'UDF devrait être satisfaite des « cadeaux » qui lui ont été faits : promotion d'un « libéral » du PR, M. Longuet, et d'un centriste, M. Bosson ; nomination d'un radical, M. Galland. On remarquera cependant que M. Galland, bien que radical, est considéré comme un « chiraquien » grand teint et que M. André Girard, ministre de la défense sans étiquette politique, est aujourd'hui flanqué d'un secrétaire d'Etat RPR.

Ce réaménagement technique porte à quarante-trois personnes les effectifs de l'équipe gouvernementale : le premier ministre, un ministre d'Etat (M. Balladur), treize ministres, treize ministères délégués, quinze secrétaires d'Etat.

Affaires européennes

## M. Bernard Bosson : un prénom

Quand en mars dernier, la composition de la nouvelle équipe Chirac a été rendue publique, le secrétaire général de l'Élysée, M. Jean-Louis Bianco avait mêlé, dans le Bosson, M. Charles Bosson, sénateur centriste de la Haute-Savoie, devenant secrétaire d'Etat aux collectivités locales. L'erreur fut aussitôt réparée. Il s'agissait de Bernard Bosson, le fils.

Cette confusion a peu de chance de se reproduire aujourd'hui. Chez les Bossons, on est centriste de père en fils, mais Bernard a largement mis à profit les quatre premiers mois de gouvernement pour se faire un prénom. Nommé à un poste — secrétaire d'Etat aux collectivités locales — qui a priori ne paraissait pas être de tout repos auprès d'un ministre de l'Intérieur peu passionné par les affaires de décentralisation, ayant à se plonger dans des dossiers d'une singulière complexité, ce jeune avocat de trente-trois ans a réussi néanmoins à se faire une place au soleil. Encouragé par M. Pasqua, il fut l'initiateur à plusieurs reprises par le premier ministre. Car M. Bosson est un « bossuet ».

Avec la même volonté obstinée déployée depuis sept ans sur ses terres de Haute-Savoie pour devenir conseiller général en 1979, maire d'Annecy en 1983, puis député cette année, M. Bosson avait déjà entrepris à Paris un sérieux toilettage des réformes décentralisatrices mises en place par les socialistes, pour donner, disait-il, « quelques bouffées d'oxygène aux élus locaux » et tenter de régler le dossier de la fonction publique territoriale.

Le temps lui aura manqué. Ses amis centristes enregistrèrent avec satisfaction la nomination aux affaires européennes de ce jeune



Szakmann

homme dynamique, qui, pour reprendre l'expression de l'un d'entre eux, « porte la démocratie chrétienne dans le sang ».

Depuis le 16 mars, la création de ce ministère est réclamée par le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Ce poste aurait dû être confié à un autre centriste et ancien parlementaire européen, M. Jean Seillinger, si ce dernier n'avait été récusé par son voisin de Moselle, M. Pierre Messmer, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, qui ne voulait pas voir l'ombre d'un ministre sur ses terres. Le vide est donc enfin comblé par l'arrivée d'un homme qui bénéficie, lui, des encouragements de M. Chirac mais ne cache pas son fidèle soutien à M. Raymond Barre.

DANIEL CARTON.

Collectivités locales

## M. Yves Galland : l'éclectique

Radical, chiraquien et confident de M. Simone Veil, M. Yves Galland, né le 8 mars 1941 à Paris, père de trois enfants, licencié en droit, est éclectique.

Il est certes radical : adhésion en 1969 au vieux parti de la place de Valois, dont il devient vice-président dix ans plus tard et, depuis trois ans, numéro deux derrière le président, M. André Rossinot, au poste de secrétaire général. Sa nomination comme ministre délégué chargé des collectivités locales en fait aujourd'hui le troisième ministre radical de ce gouvernement. Bel avancement.

Mais il est aussi chiraquien ! « C'est globalement exact », avoue-

## COMMUNICATION

● La CFTD prévoit la suppression de 360 emplois dans l'audiovisuel public. — La CFTD radio-télé estime, dans un tract, à 360 le nombre d'emplois supprimés dans ce qui restera du secteur public. Pour le syndicat, les effectifs du service public afficheront en effet une baisse de 2,4 % tandis que ceux de TF1 et de la SFP (Société française de production) ne figureront plus sur la prochaine loi de finances 1987. Une chute qui porterait à 13 982 le nombre d'emplois autorisés en 1987 contre 14 342 en 1986. Les entreprises les plus touchées seraient, selon la CFTD, Télédiffusion de France (100 emplois supprimés), FR 3 (88), Radio-France (80), Antenne 2 (35), l'institut national de la communication audiovisuelle (32) et Radio-France-ouest-mer (20).

Réforme administrative

## M. Camille Cabana : l'organisateur

Né le 11 décembre 1930, à Elne (Pyrénées-Orientales), Camille Cabana a suivi la carrière que lui souhaitait son père agriculteur. Attaché d'administration centrale au ministère des PTT, il intègre l'Ecole nationale d'administration (promotion Blaise-Pascal) par la voie du concours interne.

Deux hommes marquent sa carrière. D'abord, Maurice Doublet, dont il est le chef de cabinet à la préfecture de l'Isère au moment des Jeux olympiques de Grenoble, et qui l'entraîne ensuite à la préfecture de Paris, puis à la préfecture de la région parisienne. Ensuite, Jacques Chirac, qui le trouve secrétaire général de la mairie de Paris lorsqu'il s'installe comme maire en 1977. Le futur premier ministre a l'occasion d'apprécier les talents d'organisateur de Camille Cabana, qui gère avec compétence les quarante mille agents de la ville et qui assure un fonctionnement sans à-coups de la lourde machine parisienne.

Le secrétaire général prend l'initiative, à partir de 1980, de privatiser certains services municipaux comme celui des ordures ménagères, de la distribution de l'eau et des

pompes funèbres, selon le principe que la puissance publique doit restituer au secteur privé ce que celui-ci fait mieux qu'elle. Les succès de ces transferts conduisent Jacques Chirac à confier, le 20 mars dernier, à son collaborateur le poste de ministre délégué à la privatisation.

Depuis cette date, M. Cabana s'est attaché à ce pas paraître doctrinaire tout en se rapprochant le plus possible du projet électoral de la nouvelle majorité. Il a peaufiné le projet d'ordonnance relatif à la privatisation des soixante-cinq banques et des entreprises nationalisées, en cherchant à répondre par avance aux critiques concernant les risques de « bradage » du patrimoine public et de l'entrée de capitaux étrangers dans des entreprises françaises. Il n'est pas parvenu à convaincre le ministre de l'économie et des finances qui le coiffait, M. Edouard Balladur, d'adopter certaines formules qui lui étaient chères, et notamment le maintien d'un droit de veto de l'Etat sur les décisions importantes dans la vie des entreprises privatisées. L'adoption de la loi de privatisation de soixante-cinq entreprises publiques a mis fin à sa mission, le 31 juillet.

P. et T.

## M. Gérard Longuet : libéral-colbertiste

M. Gérard Longuet, membre du Parti républicain, est considéré comme « le plus sérieux de la bande à Léo ». Est-ce parce qu'il est énarque ? Ses propos rassurant à l'adresse des syndicats et ses hommages rendus au « bon fonctionnement » des administrations de la poste et des télécommunications lui ont valu une réputation mêlée de libéral-colbertiste, mais aussi d'habileté.

M. Longuet devait surtout éviter une grave des postes : la consigne de M. Chirac était ferme. Dès lors, la transformation du statut de la direction générale des télécommunications en celui d'une entreprise publique, prévue dans la plate-forme RPR-UDF, a été repoussée sine die. M. Longuet n'a même pas pu obtenir l'introduction d'une TVA sur le téléphone, qui en eût constitué une première étape.

L'Etat « socialiste » avait pris l'habitude de puiser dans la caisse des télécoms : l'Etat « libéral » n'a pas modifié d'un centime cette trop commode facilité. La promotion du secrétaire d'Etat au rang de ministre délégué constitue sans doute une compensation.

Changement, en revanche, conforme aux promesses de « moins d'Etat » sur le rôle des P. et T., qui ont été privées de la tutelle des industries électroniques au profit du ministère de l'Industrie et qui ont perdu leur monopole sur les réseaux de transmissions des données informatiques dans le cadre de la loi sur la communication.

Mais, au total, un seul versant de la « réforme libérale » attendue a été mis en place. C'est trop ou trop peu. « Je suis à la tête de deux grandes entreprises : postes et télécommunications », explique M. Longuet. Reste au PDG-ministre à en définir la stratégie.

E.L.B.

Défense

## M. Jacques Boyon : « chiraquien » avant le RPR

« Moi j'ai été chiraquien avant le RPR ». M. Jacques Boyon parle de ses trente années d'amitié avec M. Chirac comme d'une Légion d'honneur. Même promotion (1952) à Sciences-Po, concours d'entrée à l'ENA en même temps que lui ; une année de guerre d'Algérie avec lui ; entrée à la Cour des comptes au même moment. « Tous les deux, répète-t-il à l'envi, nous avons toujours été dans le même axe. » Preuves complémentaires de cette vieille complicité ? C'est M. Jacques Boyon qui pour la campagne présidentielle de 1981 tenait les cordons de la bourse du candidat Chirac, et son épouse est depuis six ans chargée de mission auprès du maire de Paris pour les affaires culturelles. Autre titre de gloire : M. Boyon peut se prévaloir d'avoir largement contribué au renforcement du RPR dans son département de l'Ain face notamment à une UDF barraitante.

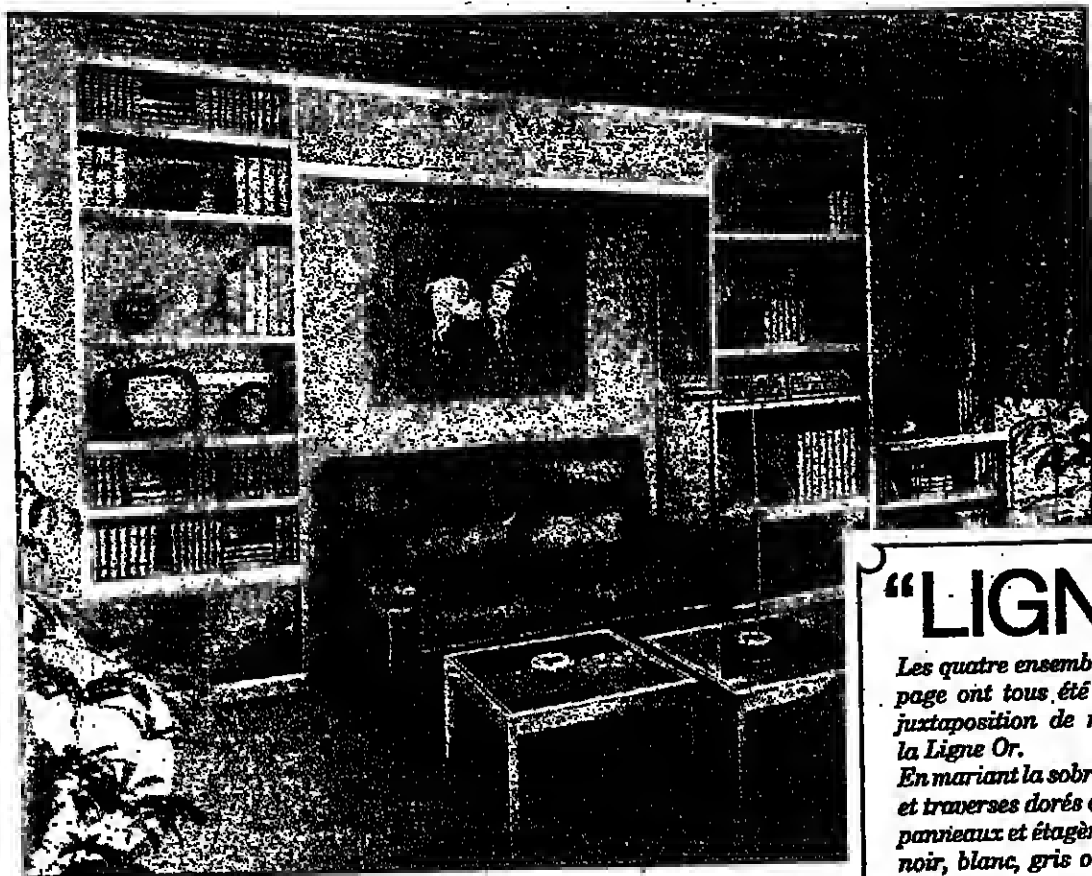
Né le 30 septembre 1934 à Nantes, conseiller général depuis 1970, maire de Pont-d'Ain depuis 1971, député RPR de 1978 à 1981, réélu le 16 mars dernier, président du conseil général depuis 1984 après la démission du sénateur centriste Roland Huret, le nouveau secrétaire d'Etat à la défense, qui occupe également depuis 1984 le siège de président de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte, va désormais bénéficier d'une assise politique encore plus confortable.

En prenant ses fonctions à Paris, M. Boyon ne sera pas trop dépayse. Après plusieurs années passées dans les cabinets de Robert Baubin et de M. Yves Guéna, le nouveau secrétaire d'Etat a travaillé quatre ans au ministère de la défense : en 1974, dans le cabinet du premier ministre de la défense de M. Giscard d'Estaing, M. J. Soufflet, puis au cabinet de M. Yvon Bourges.

D. C.



# LIGNE OR 30 modèles juxtaposables pour composer, vous-même, la bibliothèque adaptée à vos besoins, à votre espace



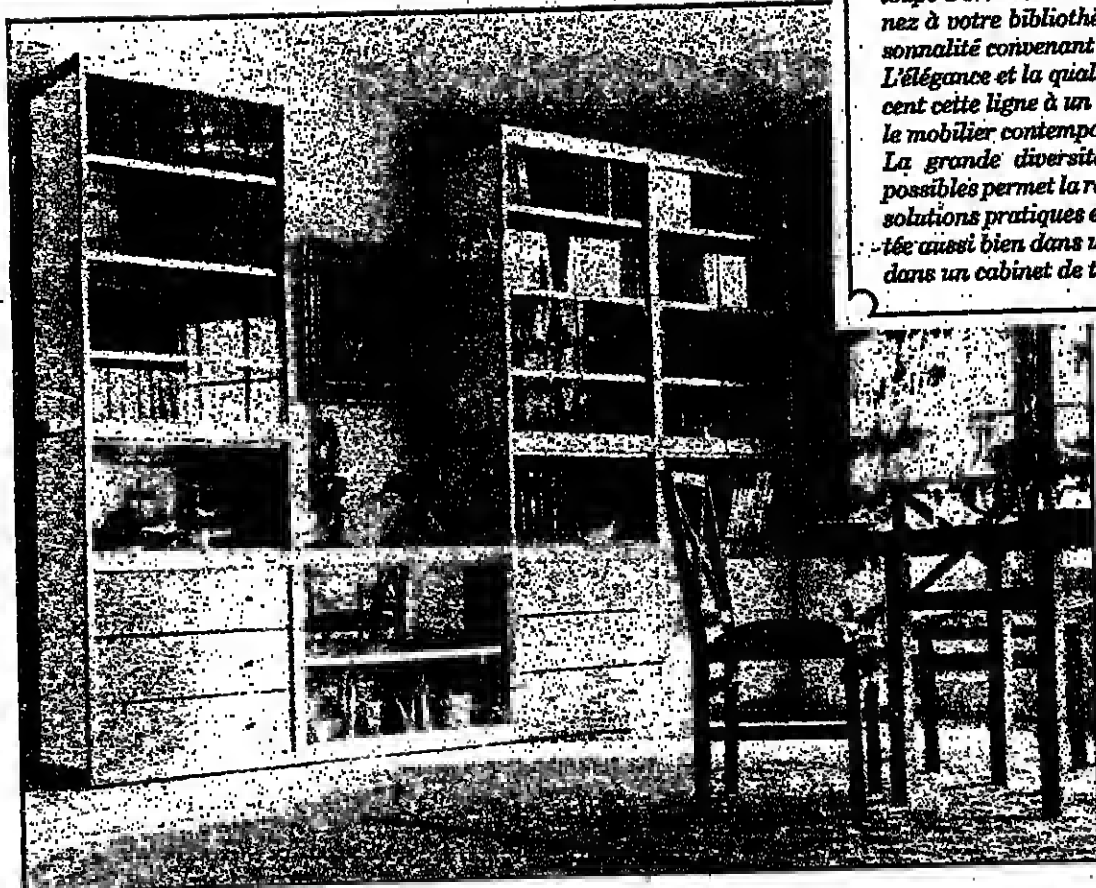
## "LIGNE OR"

Les quatre ensembles présentés dans cette page ont tous été réalisés par la simple juxtaposition de meubles individuels de la Ligne Or.

En mariant la sobre élégance des montants et traverses dorés à l'une des 6 versions de panneaux et étagères (au choix : mélaminé noir, blanc, gris ou bois ; stratifié façon loupe d'orme ou ronce d'acajou) vous donnez à votre bibliothèque la touche de personnalité convenant à votre intérieur.

L'élégance et la qualité des matériaux placent cette ligne à un très haut niveau dans le mobilier contemporain.

La grande diversité des aménagements possibles permet la réalisation de toutes les solutions pratiques et personnelles souhaitées aussi bien dans un living, un salon que dans un cabinet de travail.



## VENEZ VOUS FAIRE UNE IDÉE DANS L'UN DES 20 MAGASINS A VOTRE SERVICE

BORDEAUX 10, rue Bouffard. Tél. 56 44 39 42. • CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clemenceau. Tél. 73 93 97 06. • DIJON 100, rue Monge. Tél. 80 45 02 45. • GRENOBLE 58, rue Saint-Laurent. Tél. 76 42 55 75. • LILLE 88, rue Esquemoise. Tél. 20 55 69 39. • LIMOGES 57, rue Jules-Norjac. Tél. 55 79 16 42. • LYON 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville Louis Pradel). Tél. 78 28 38 51. • MARSEILLE 109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 91 37 60 54. • MONTPELLIER 8, rue Séranne (près gare). Tél. 67 58 19 32. • NANCY 8, rue Piétonne St-Michel (face St-Epvre). Tél. 83 32 84 84. • NANTES 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers). Tél. 40 74 59 35. • NICE 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville). Tél. 93 80 14 89. • POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 49 41 68 46. • RENNES 18, quai Emile-Zola (près du Musée). Tél. 99 79 58 33. • ROUEN 43, rue des Charrettes. Tél. 35 71 96 22. • SAINT-ETIENNE 40, rue de la Montat. Tél. 77 25 81 46. • STRASBOURG 11, rue des Bouchers. Tél. 88 36 73 78. • TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards (près place St-Semin). Tél. 61 22 92 40. • TOURS 5, rue Henri-Barbusse (près des Halles). Tél. 47 38 63 66.

OUVERTS DU MARDI AU SAMEDI INCLUS  
ou dans l'un des "POINTS EXPO" ouverts pour vous conseiller.

## La maison des BIBLIOTHEQUES

A PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX. 14<sup>e</sup>

Avec 450 modèles ; 12 lignes et styles ; 53 coloris, teintés ou essences de bois ; La Maison Des Bibliothèques vous offre un choix incomparable et des prix imbattables pour installer vous-même, une vraie bibliothèque. Une bibliothèque pratiquement à vos mesures grâce aux possibilités infinies que permettent ses meubles juxtaposables et superposables. Une bibliothèque correspondant à vos besoins précis : suivant le nombre et le format des ouvrages à ranger ; la dimension et la disposition des emplacements à aménager ; la décoration de votre intérieur ; le nombre d'appareils audio-visuels que vous désirez y intégrer ; la protection par fermetures de certaines parties de votre bibliothèque ; etc.

La Maison Des Bibliothèques vous offre dans ses magasins, ses "Points-Expo" ou directement par correspondance, tous les conseils et services qui depuis plus de 30 ans ont fait sa renommée de premier spécialiste européen de la bibliothèque : projets d'implantation gratuits et immédiats ; crédits et plan de financement adaptés à votre budget ; expédition franco ; reprise en cas de non convenance.

A PARIS : MAGASINS OUVERTS LE LUNDI DE 14 A 19 H  
ET DU MARDI AU SAMEDI INCLUS DE 9 H A 19 H SANS INTERRUPTION

MARCO - Danfort-Rochereau - Galté - Edgar-Quinet - RBR - Danfort-Rochereau - Auboué 29-39-58-66 - SNCF - Gère Montpellier

## CATALOGUE GRATUIT

Bon à remplir et à envoyer à : La Maison Des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

MO 14

NOM/PRÉNOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

FACULTATIF : TÉL. \_\_\_\_\_

PROFESSION \_\_\_\_\_

DEMANDE PAR TELEPHONE 24 H/24 SUR ENREGISTREUR :

(1) 43.20.73.33



# 31. Les trente ans de Brigitte Bardot

« Un mythe  
c'est abstrait ;  
et moi, je ne suis pas  
abstraite. »



Louis Malle nous parle de son film « Vie privée » :

« Brigitte Bardot me paraît être  
le symbole de l'inadaptation de nos vies »

Voici réalisé, pour la première fois, un film qui non seulement a été tourné par Brigitte Bardot mais qui lui est entièrement consacré. De cette Vie privée, attendue avec autant de curiosité que d'intérêt, l'auteur Louis Malle a bien voulu nous entretenir ici :

« Dès l'origine, nous dit-il, j'ai pensé qu'il fallait éviter de faire un nouveau film avec Brigitte Bardot mais qu'elle pourrait au contraire en être le sujet. Elle apportait tellement à la mythologie qu'elle renversait les valeurs : c'est elle qu'on va voir et non le personnage qu'elle a incarné. »

« Jean-Paul Rappeneau, le scénariste du film, et moi avons donc commencé à « tourner » autour d'elle sur peu à la manière d'entomologistes et nous avons compris qu'il était nécessaire de transposer sa vie, de débarrasser son histoire de toute anecdote, de tout caractère mondain pour lui donner l'apparence d'un mythe antique. Le film est une variation sur un thème connu à partir de quoi nous avons tenté de démystifier le personnage de Brigitte Bardot, d'en faire une héroïne... corrélatrice dans le sens où elle apparaît surtout comme ce qu'elle devrait être. L'intérêt n'était pas de décrire l'existence, les admirateurs et les photographes mais de montrer la façon dont Brigitte Bardot prendrait peu à peu des distances et son personnage jusqu'à ce que recroisant elle parvienne à le bimer. »

Une grande humilité

— Quelles ont été les réactions de Brigitte Bardot ?  
— Elle en est arrivée à un point de saturation qu'elle dit plus, elle se sentait épuisée et d'autant plus tourmentée toujours dans l'effort de l'interpréter, je lui demandais d'interpréter un rôle de ce qu'elle était « avec », comme elle a tendance à se sentir devant la caméra grimaçante. Elle a fait modifier sa coiffure, à la déposition de tout ce qu'elle avait sur la tête et à me :

« marche pas, parce que je n'ai pas envie de vivre dans un pays nazi. »

Dans le même numéro, Jean Cau lui rend un vibrant hommage, opposant cette « jeune fille de vingt-sept ans » à quarante millions de Français, « dans pour le moins vingt millions de mâles », qui tremblent de peur et ne pardonneront pas ce « genre d'affront : paraître moins viril qu'une femme extrêmement « féminine » à tous égards... »

Voilà donc Brigitte Bardot au summum d'une popularité qui ne faiblira pas durant toute la décennie. Comment expliquer ce phénomène ? Son propre est d'échapper à tous les moules de sa profession : elle veut rester elle-même, dans la vie comme au cinéma. Certes, elle est redevable, mais elle n'a pas la beauté lointaine et inimitable d'une Garbo, d'une G. Tierney, voire d'une Anouk Aimée. Son style vestimentaire n'en jette pas. Sans chercher à ironiser sur sa propension à se déshabiller, notons que des magazines mettent un malin plaisir à inventorier ses fautes de goût. Point de bijoux extraordinaires. Une seule fois, elle posera pour *Jours de France* avec au doigt un superbe diamant : rien qui rappelle la fabuleuse collection d'Elisabeth Taylor. Ce n'est pas une étoile à l'ancienne, qui crée la distance, se voile de mystère, se dissimule derrière son mythe. « Un mythe, c'est abstrait, dit-elle à Maurice Chapelin, et moi je ne suis pas abstraite. »

A Gilles Perrault, venu l'interviewer, et qu'elle reçoit pieds nus, elle déclare : « Mais on n'est plus des monstres sacrés ! Vous retardez de vingt-cinq ans. On se balade avec les gens dans la rue. On sort faire ses courses. Vous en êtes resté à Hollywood et aux stars qui vivaient barricadées chez elles. Ça a changé ! »

« Je n'ai pas envie de vivre  
dans un pays nazi »

L'année suivante, Brigitte fait une entrée fracassante dans le drame politique. L'OAS l'a sommée de verser 50 000 francs à l'envoyé de ses « services financiers ». Aussitôt, elle porte plainte pour extorsion de fonds, et adresse à l'Express, en même temps que la demande écrite de l'organisation terroriste, son commentaire personnel : « Je suis persuadée, en effet, que les auteurs et les inspirateurs de ce genre de lettre seront rapidement mis hors d'état de nuire s'ils se heurtent partout à un refus net et public de la part des gens qu'ils cherchent à terroriser par leurs menaces et leurs tentatives. En tout cas, moi, je ne

UN jour, le général de Gaulle confia à Malraux qu'il ne se voyait qu'« un seul rival international, c'est Titin ». Pourtant, dans le monde, il y avait un autre personnage parlant français, tout aussi célèbre mais plus suggestif que le petit reporter belge : c'était Brigitte Bardot. Quand elle débarqua à New-York, en décembre 1965, pour la présentation de *Viva Maria*, de Louis Malle, elle est attendue par une cinquantaine de photographes, huit chaînes de télévision, des futaies de microphones. Après quelques questions anodines, cette meute en vient au principal, à savoir si elle se considère comme le symbole mondial du sexe (*world sex symbol*). A quoi B.B. répond : « Je veux être moi-même. » Trop facile ! On insiste : « Qu'est-ce que cela veut dire, vous-même ? » Alors, superbe dans sa robe de linage rose, avec ses bottes noires jusqu'aux genoux, elle réplique : « Look ! »

On a beau la regarder — et Dieu qui la créa sait qu'on ne s'en lasse pas, — sa personnalité intrigue. L'année précédente, au moment de son trentième anniversaire, Marguerite Duras a écrit un long article dans *Candida* sur cet âge charnière à franchir : « Brigitte Bardot, est-ce la fin de votre éblouissante jeunesse ? » La romancière avoue éprouver « une légère crainte » pour la vedette, la comparaison avec Jeanne Moreau, son aînée de six ans, l'amenant à un bilan sans complaisance : au fond, Bardot n'a pas encore rencontré le grand réalisateur qui associerait son nom à un chef-d'œuvre du septième art.

Bien sûr, elle a tourné avec Louis Malle *Vie privée*, avec Godard le *Mépris*, mais rien de comparable à ce qu'ont été les *Amants*, pour Jeanne Moreau, *Gilda*, pour Rita Hayworth, *Pandora*, pour Ava

Gardner : bref, elle n'a pas encore connu « une vraie aventure cinématographique ». Est-ce un effet du hasard, une question remise ? La cruelle Marguerite assène son diagnostic : « Si, justement, elle n'éclate pas dans ses films, ce n'est pas parce que c'est une comédienne incapable d'éclater mais parce que c'est une femme dans la nature de laquelle il existe une impossibilité à éclater. »

Pourtant, depuis 1960, B.B. est en train de devenir Bardot. Sa vie privée paraît toujours aller à la diable : son mariage avec Jacques Charrier fait long feu et sa récente maternité ne paraît pas l'émouvoir. Autant de perdu pour la France bien pensante qui avait espéré le triomphe de l'amour et de la respectabilité. Autant de gagné pour une eau minérale qui — signe des temps — étale son slogan « B.B. aime Charrier ». Mais cette « sacrée gamine » révèle une nouvelle dimension tragique de *la Vérité*, d'Henri-Georges Clouzot.

AU JOUR LE JOUR

Le médecin  
de son honneur

Lorsqu'on a rendu publique sa lettre par laquelle Brigitte Bardot refuse de se plier aux exigences des collecteurs de l'OAS, j'ai entendu quelqu'un murmurer : « Elle soigne sa popularité. » A vrai dire, je suis certain que des milliers de personnes ont fait le même commentaire.

Eh bien ! pourquoi pas ? Par une lettre de ce genre Brigitte Bardot soigne sa popularité, mais elle la soigne bien. Ce n'est pas là remède de rebouteux ni porteur de bonne femme. C'est la thérapeutique du courage, la seule qui soit efficace contre tous les virus, vibrions et vermines de la pathogénie fasciste.

D'ailleurs on ne saurait bien soigner sa popularité sans soigner aussi le personnage qu'on porte en soi. En l'occurrence, mais d'une façon heureusement moins sanglante que dans la comédie de Calderon, Brigitte Bardot a été « el medico de su honra ».

ROBERT ESCARPIT  
(2 décembre 1961.)

BRIGITTE BARDOT  
SIFFLÉE A ALGER

Alger, 11 décembre (AFP). — Pour la première fois depuis son refus d'accéder aux exigences financières de l'OAS, Brigitte Bardot est apparue samedi sur les écrans algérois.

B.B. n'a fait qu'une apparition de quelques secondes dans un cinéma de la rue Michelet à l'occasion de la présentation du prochain film, les Amours célèbres, dans elle est l'une des interprètes. Cette apparition a suffi pour déclencher dans la salle un immense chahut de sifflets, de vociférations et de huées.

(12 décembre 1961.)

TÉLÉ-OBJECTIF ET VIE PRIVÉE  
ou le cas limite posé par Mme Brigitte Bardot

Les problèmes juridiques posés par le droit de la presse et les atteintes à la vie privée sont à l'ordre du jour. On s'en est déjà soucier dans des colloques, on s'en souciera davantage aux tribunaux, ils s'agissent de cas d'espèce qui ne manquent pas, et c'est parmi eux que nous limitons qu'il faut souligner celui de Brigitte Bardot en assignant devant la chambre de première instance de la Seine les journaux français et étrangers au motif qu'ils publièrent des photographies prises au télex-objetif et la montrant nue dans sa propriété de Bazoche, en Seine-et-Marne, soit dans celle de la Madrague, du côté de Saint-Tropez. L'affaire, qui a été plaidée mercredi devant le tribunal de la Seine, est la seule de ce genre à avoir été jugée en France. Les commentateurs s'agitent et se demandent si elle ne sera pas jugée en France.

(12 novembre 1963.)

Voilà ce qu'elle veut, mais le peut-elle ? Dans cette volonté d'indépendance, B.B. va se heurter à toutes les contraintes du « star system », et devoir se protéger contre les objectifs bonillimiques des chasseurs d'images, leurs télé-objectifs impudents qui la traquent partout où elle va, à Bazoche, en Seine-et-Marne, ou à Saint-Tropez ; à La Madrague, elle se voit contrainte de s'isoler de la mer par un mur qui lui vante la fureur des pêcheurs.

En 1965, elle assigne divers journaux français et étrangers devant le tribunal civil de la Seine. Son avocat plaide avec succès qu'« un modèle qui pose nu à droit, comme n'importe qui, à une vie privée. De la même façon, on ne saurait soutenir que la violation de la sphère d'intimité soit la rançon de la célébrité ». Brigitte obtient le franc symbolique de dommages-intérêts qu'elle réclamait.

En novembre 1986, à l'Académie des sciences morales et politiques, le bâtonnier Arrighi citera B.B. dans l'œuvre de construction progressive par la justice d'un « rempart protecteur » contre les empiètements abusifs d'une certaine presse. Dans ses démêlées même avec les paparazzi, ce n'est pas le caractère sacré d'une diva qui est en cause mais simplement le droit à l'intimité de tout un chacun.

Simplicité d'allure, d'habillement, de propos... Elle n'est pas la beauté inaccessible mais, au contraire, celle qui se prête au plagiat par des milliers de jeunes femmes, qui copient son maquillage, sa coiffure « choucroute », ses robes de

vichy enjuponnées. Du reste, elle entretient de bonne grâce cette modélisation : dans *Marie-Claire*, elle apprend aux lectrices, photo par photo, l'art de se coiffer comme elle. Sans doute sait-elle qu'elle restera inimitable, parce qu'elle est tout en instinct, donc unique.

Dès 1959, Simone de Beauvoir avait parlé de son manque total d'hypocrisie dans *Esquire* : l'article s'intitulait : « The Syndrome of Lolita ». Elle ne s'est pas battue pour s'imposer. Elle n'est pas née, à l'instar de Sophia Loren, dans un milieu modeste, dont elle aurait voulu s'arracher coûte que coûte. Elle n'a pas de plan de carrière ; lucide, elle reconnaît qu'elle a tourné des navets. Dans la vie, elle ne compose pas de rôle, se moque du qu'en-dira-t-on, ne singe pas une tendresse maternelle qu'elle n'éprouve pas... C'est précisément ce refus de verser tribut aux convenances sociales qui fait scandale.

Le 14 juillet 1966, à Las Vegas, Brigitte se marie pour la troisième fois. L'heureux élu se nomme, cette fois, Gunther Sachs, (« le dernier des princes charismatiques », dit-elle à sa mère). Ultime illusion. Vers la fin des années 60, elle ne cache pas son ennui à tourner ; elle ne peut tout de même pas jouer éternellement son personnage. Elle chantera... fera trois petits tours encore avant de dire adieu au cinéma, en 1973, restant fidèle à cette morale sans compromission qu'elle s'était faite et qui avait si souvent rebuté la morale officielle. Cela s'appelle la sincérité.

MICHEL WINOCK.

Demain : « Vive le Québec libre ! »







## CINÉMA

Le premier film-opéra de Claude d'Anna

## Lady Macbeth chez Godefroy de Bouillon

La vague des films-opéras continue. Claude d'Anna tourne le Macbeth de Verdi, en Belgique, en décors naturels.

Depuis la fin juillet, Claude d'Anna tourne à Bouillon un film-opéra, d'après le Macbeth de Verdi. L'équipe comprend quatre-vingts techniciens, plus les acteurs et figurants, répartis dans les hôtels de la ville. Le quartier général se trouve au château, dressé sur un éperon rocheux dans une boucle de la rivière Semois. On est aux portes des Ardennes belges, au pays d'où jadis le duc de Lotharinge, connu sous le nom de Godefroy de Bouillon, partit pour la première croisade d'où il ne revint pas.

Le film devait être réalisé à Rome. Henry Lange, producteur habituel de Claude d'Anna, devait tra-

vailer avec Cannon-Italie, qui s'est désisté, et a trouvé une coproduction avec Unifilm, département spécialisé dans l'opéra filmé de la Beta Films de Munich. Sur quoi s'est greffé un apport de la SFP (la SFP des Buttes-Chaumont) sous forme de services techniques. En définitive, le budget est assez élevé, mais pas autant qu'aux États-Unis, constate Claude d'Anna. Des grèves ont perturbé les studios romains et provoqué l'émigration en Belgique.

« On ne pouvait pas risquer un dépassement de date. Les limites de temps chez les chanteurs sont très strictes. Au cours des répétitions, j'ai découvert ces décors naturels, dont on peut tirer un parti formidable. Alors, j'ai renoncé au studio. J'ai recommencé le découpage à partir des lieux. »

L'opéra a été enregistré à Bouillon, sous la direction de Riccardo

Chailly, avec Shirley Verret, Lady Macbeth, Leo Nucci, Macbeth. On retrouve la plupart des chanteurs sur le plateau, à l'exception de Samuel Ramey (Banquo) et Veriano Luchetti (Macduff) remplacés par des comédiens. La mise en place est réglée à partir de la bande sonore. Les chanteurs fredonnent pour le synchronisme. Les comédiens jouent comme s'ils chantaient. Les figurants, sous la direction d'un chef des éboueurs, ont dû attraper le rythme musical. L'équipe chante en italien dès que la bande son est lancée. Verdi réalise l'unité de cette armée de campagne.

Bouillon, ville de deux mille cinq cents habitants, qui voit passer pendant la « saison » deux cent mille touristes, regarde avec pas mal d'étonnement tout ce cinéma, ressemblant comme insolite, même s'il est relégué au château, dans une partie provisoirement interdite aux visiteurs.

pour le synchronisme, mais ce n'est pas difficile, je peux jouer de l'intérieur, avec les regards... »

Leo Nucci, qui a déjà tourné un *Barbier de Séville*, reconnaît au cinéma les mêmes avantages. Il croise un personnage conçu pour la caméra, et à qui la dramaturgie de l'image apporte beaucoup.

Vision  
félinienne

Claude d'Anna répète longuement pour chauffer ses interprètes. Il n'a pas besoin de multiples prises. La pellicule pour les rushes revient régulièrement du laboratoire en France, à la suite d'un arrangement avec les douanes. Là, il tourne la fin du premier acte. Après l'assassinat de Duncan, on emporte le cadavre sur une litière qui descend l'escalier. Le bras ensanglanté du mort pend entre les rideaux, ballotté. Il a fallu recommencer plusieurs fois, jusqu'à ce que les porteurs attrapent le rythme solennel et funèbre voulu. Entre les prises, l'accessoriste étend les torches, vaporise de l'eau sur les pierres, range les hallebardes...

Le dimanche, Claude d'Anna a emmené la troupe en excursion aux grottes de Han-sur-Lesse, où auront lieu les scènes des sorcières. Vision félinienne, on débouche dans une vaste salle où est installée une cafétéria. Les touristes silencieux boivent sous un éclairage fantomatique, au son d'un juke-box. Vision mythologique, un adolescent, saisi dans le faisceau d'un pale projecteur, surgit de l'ombre et descend, torche en main, une pente escarpée. Au bout du parcours, une cathédrale de stalactites offre, avec sa voûte haute et ses parois d'où dévalent des entassements de pierres, le décor pour l'antre magique.

A Bouillon, la camionnette, camouflée en locomotive d'autant, grands tuyaux, ornements de cuivre, cloche tintant dans les tournants, continue à tirer ses « wagons » du pont de Semois jusqu'en bas du château. C'est la visite touristique. Elle dure quarante-cinq minutes. Des cassantes racontent l'histoire du dachshund, en français et en flamand. Ajoutera-t-on un jour que, ici, fut réalisé un film intitulé *Macbeth*.

JACQUES SICLIER.

## CROQUIS



Le rendez-vous des amoureux illégitimes  
La boîte aux lettres des amoureux en vacances

Ambiance  
de ruine

La salle de Godefroy de Bouillon a été meublée par le décorateur Eric Simon de tables, de sièges aux formes bizarres, en fer rouillé. La rouille rouge également le trône et les torchères où brûlent des flammes bleues. L'ensemble doit dégageur une ambiance de ruine, de corruption, et doit annoncer l'écroulement proche de ce qui semble être le plus haut moment du règne criminel. Les hommes ont des têtes d'assassins, ils sont couronnés de cicatrices hideuses : les femmes, en robes de tissus grossiers, adoptent des attitudes hardies. C'est une cour des miracles pour un couple d'assassins royaux. A partir de peaux d'échecs, Didier Saindrehin a inventé des fourrures barbares. Le manteau de Lady Macbeth est orné de loup. Pour cette scène — le banquet où apparaît le fantôme de Banquo-Shirley Verret — est en lambeaux et gris qui rappelle les cottes de maille. Un diadème de fer et de pierres sombres coiffe sa chevelure, dont une tresse pend sur l'épaule. Lady Macbeth est l'un de ses rôles fétiches.

« A la scène, dit-elle, c'est toujours un peu le même chose : on marche un peu, on regarde le public, on pense au travail de la voix. Avec le film, elle est enregistrée, il y a juste le souci de l'articulation

Pologne et URSS primées à Locarno

## Le nouveau réalisme socialiste

Comme celui de Cannes, le Festival de Locarno va avoir quarante ans... mais accueille des films qui ne vont pas à Cannes.

Cannes et Locarno vont en commun, l'an prochain, célébrer leur quarantième anniversaire, avec une petite longueur d'avance pour nos voisins belges qui ont créé leur manifestation le 23 août 1946, une quinzaine de jours avant la nôtre. Saisi d'une émotion inquiétante, Locarno 1986 vient de rendre des points à Cannes 1986 en couronnant le film le plus imprévu, le plus discuté aussi, *Le Lac de Constance*, *prima opera* cinématographique d'un metteur en scène formé à la télévision, Janusz Zaorski !

Il est certainement difficile d'être Polonais et de faire des films polonais aujourd'hui en Pologne. Janusz Zaorski a concocté une sorte de parabole pirandellienne, un pur jeu de l'esprit, avec un groupe de gens de toutes nationalités détenus près de la frontière suisse, sur le lac de Constance, dans l'attente d'un échange imminent avec les Allemands, pareillement arrêtés en terre étrangère à la déclaration de guerre, en 1939.

Mais nous sommes déjà à l'automne 1940, la France, la Pologne, sont tombées. La liberté semble proche et irréaliste. Le personnage principal vit tout un imaginaire polonais en même temps qu'il se trouve confronté à la mesquinerie quotidienne, au jeu social caricatural de cette assemblée cosmopolite réunie par la seule langue polonaise. Le réalisateur s'en donne à cœur joie pour passer au crible les mythologies nationales. Il fait grincer les dialogues, met bas l'héroïsme légendaire, bref moque la « polonité ». Il aurait fallu plus de nerf, moins de virtuosité pour enlever la partie.

La nostalgie  
de la révolution

L'attribution du Léopard d'or aurait moins choqué si elle n'allait à rebrousse-poil de l'attente générale et ne légitimait le film, imparfait mais capital, d'Aleksiej Guerman, *Mon ami Ivan Lapchine*, qui appartient déjà à l'histoire du cinéma.

L'action se situe très exactement en 1935, en pleine ère stalinienne. Dans une petite ville de province au bord d'un grand fleuve, Ivan Lapchine, commissaire de police, traque un certain Soloviev, un bandit qu'on a laissé échapper une première fois (Andrei Boltnev donne à Lapchine des allures de « privé », de flie qui n'en fait qu'à sa tête et règle ses comptes à sa façon, avec une morale personnelle très affirmée). Contrairement à ce qui se passe d'ordinaire dans le cinéma soviétique, les auteurs du film, Aleksiej Guerman et son

père Yuri, dont les nouvelles ont fourni le point de départ, n'oublient pas le contexte, l'époque, la pauvreté crasse, la rudesse des rapports sociaux, la contrainte permanente. En même temps qu'ils nous restituent la nostalgie de la révolution et des années de construction du socialisme, encore proches. La bande sonore donne le ton, où l'on recueille aussi bien les échos du *Solidarité* de Brecht que les flonflons d'une rengaine de Tino Rossi.

Les comparses ont leur importance. Une compagnie de province joue du théâtre militant, une comédienne cherche à bien entrer dans son rôle en parlant à un putain qu'on va envoyer en camp de rééducation. Lapchine se lie d'amitié avec un journaliste, Khanine, venu suivre son boulot. Vient la chabasse à l'homme. Les complices de Soloviev sont de pauvres héros et lui-même un bruto. La surprise de *Mon ami Ivan Lapchine* vient non seulement de la franchise du regard, mais aussi de la manière de raconter : un style tout en sautes de récit et d'humour.

Les gens haussent le ton, crient, comme des écorchés vifs. Acteurs et actrices créent ce passé lointain et familier pour en extraire une attitude face à la vie : l'enthousiasme, confronté au choc d'une réalité sordide, n'a pas encore tout à fait disparu, comme subsiste parallèlement le souvenir du grand cinéma des années héroïques. La FIPRESCI (critique internationale) a corrigé l'avarice du jury, qui s'était contenté d'un troisième prix, en lui attribuant sa distinction suprême.

Hors compétition, hors catégories, un autre film polonais méritait d'être remarqué. *Une femme soignée* d'Agneszka Holland, achevé juste avant le coup de force de 1981 et vu pour la première fois en janvier 1986 à Rotterdam. Une postière, mère d'une fillette, aime un mineur handicapé et devenu un déclassé social. Elle-même vit très mal l'arbitraire politique, les mesquineries quotidiennes. Elle décide de fuir un jour à l'étranger avec son ami en gardant l'argent qu'elle devait distribuer au cours de sa tournée. L'échappée s'achève tragiquement. L'intrigue a moins d'importance que la pression du milieu ambiant et le comportement des deux paumés. Rarement, jamais peut-être depuis le film tchèque d'Ewald Schorm, *Du courage pour chaque jour*, on avait dénoncé avec tant de rigueur et de force l'échec moral du régime, quitte à pousser un peu au noir le tableau. Etablie en France depuis 1982, Agnieszka Holland admet avoir été trop pessimiste : « Il y a aujourd'hui des raisons d'espérer, concède-t-elle. Mais je n'ai jamais été aussi cohérente dans mon propos. »

LOUIS MARCORELLES.

## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

QU'EST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? Jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie.

MAGNETTE. Arbre et collages. Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphique.

DEBORAH TURBVILLE. Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum.

ENZO CUCCHI - TONI GRAND - LA REVUE PARRETT. Jusqu'au 24 août. Galerie contemporaine.

LE GRAND PARIS. Un projet de la Mission Bouillonne 89. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. - CRÉER DANS LE CRÉE. Jusqu'au 8 septembre. - LIEUX ? DE TRAVAIL. Jusqu'au 13 octobre. CCL.

IMAGES DE TRAVAIL. Jusqu'au 29 septembre. BFL.

REGARD COMPLÈTE. Photographies de châteaux par M. Courcier. Jusqu'au 8 septembre. Foyer de la salle Garance.

SENS DESSUS DESSOUS. Atelier des enfants. Entrée libre. Jusqu'au 30 août.

## Musées

PRUD'HON. La Justice et la vengeance divine poursuivent le crime. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. - LES MOTS DANS LE DESSIN. Aquarelles et dessins récents. Jusqu'au 29 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F. (gratuite le dimanche).

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Collection Girardin. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

1968. LES NOUVEAUX RÉALISTES - JEAN-LOUP SIEFF. Photographies 1953-1966. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 septembre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

REBECCA HORN. Naïf et pour sur le dos du serpent à deux têtes - FRANÇOIS REBERDIN - REINER RUTHENBECK. Entre chien et loup. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

MARINETTE CUECA. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 octobre.

GEORGES MÉLIÈS - KEIICHI TAJIARA. Images de la fin du siècle - MARC TRIVIER. Jusqu'au 26 septembre. ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS, XVIIII-XIX<sup>es</sup> siècles - ANIMAUX PÉDÉS. Fonds Carmichael, 1871-1872. Musée Carmichael, 7, avenue Velasquez (45-63-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

LE SAUVAGE LAURENT ET LE THÉÂTRE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 septembre.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de création. Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 octobre.

PAUL POIRET ET NICOLE GROULT. Maîtres de la mode art déco. Musée de la mode et de costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sérbie (42-60-45-21). 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUDT V. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

BENNY. Photographes et vitraux de Paris. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 octobre.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Sureau (45-55-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée : 20 F. dim. : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Béthénay (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

L'ART DE LA PLUME AU BRÉSIL. Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-87-00-28). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'en septembre.

LISZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS. Musée Renoir-Schœffer, 16, rue Chaplal (48-74-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

BIJOUX, TABLEAUX ET MÉDAILLONS EN CHEVEUX. Dumasius A. Chantot. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma Gandhi (Bois de Boulogne) (47-67-67-80).

Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'en octobre. Paris 12.

SUR L'EAU, SOUS L'EAU. Imagination et technique dans la Marine 1680-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (43-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (48-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

PAUL BAUDRY. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-22-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

L'ATELIER DE RAYMOND CORBIN. Sculptures, dessins, médailles. Monnaie de Paris, 11, quai de Conti (42-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

HISTOIRE DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (43-50-15-30). Sauf dimanche et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

L'ENCYCLOPÉDIE VIVANTE. Arts, sciences et techniques à la fin du XVIII<sup>e</sup> et de XIX<sup>e</sup> siècles. Espace Diderot. Entrée : 20 F. Sauf dimanche et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 11 octobre.

MAQUETTE DE L'ENTREPRISE. Espace Entreprise, niveau S2. Entrée libre. Jusqu'au 31 août. LES LIVRES SCIENTIFIQUES POUR LES JEUNES A TRAVERS LE MONDE. Médiateur. Niveau S1. Entrée libre du mardi au dimanche inclus, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 août. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou (42-41-33-88). Sauf le lundi, de 14 h à 22 h. Les samedis, dimanches et jours fériés, de 12 h à 20 h.

## Centres culturels

GEORGES GROZ. Les années de Berlin. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 24 août.

LUSINE ET LA VILLE 1834-1986. 150 ans d'urbanisme. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (46-33-90-30). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 11 octobre.

TREASORS D'ART DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE. Collection Witter. Centre culturel Walloon-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 septembre.

KAREN BLIXEN. Maison du Danemark, 142, Champs-Élysées (47-23-54-20). Tous les jours de 13 h à 19 h. Dimanches et fêtes, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

DOTREMONT ET LA PEINTURE COBRA. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (42-36-27-53). Tj. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

LIBERTES DE LA PEINTURE. Union de banquiers et Peintres. Malesherbes (42-68-33-33). Jusqu'au 30 août.

BIÈRES ET BRASSERIES DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard de la République (42-46-18-14). Sauf sam. et dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 4 octobre.

LES MONUMENTS HISTORIQUES ET LEUR PROTECTION EN REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE. Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-76-22-22). Sauf les jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 septembre.

## En région parisienne

BÈVRES. Montagnes, photographies d'Edith Gier. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-10-60). Tous les jours, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 août.

BRETAGNE - SUR - ORGE. Dessins/Dessins/Propositions V. C. Blanc, C. Chaplain (sculpture). Centre culturel communal, rue Henri-Dunard (60-48-38-68). Jusqu'au 27 septembre.

JOUEUX-EN-JOUEUX. Les années 60. Fondation Cartier, 3, rue de la Harpe (39-56-46-46). Sauf lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

NEMOURS. Liliase Emilie Croa. Château-musée, rue Gautier-1<sup>er</sup> (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre.

1800 ans av. J.-C. en Europe « barbare ». Musée de préhistoire, avenue de Stalingrad (69-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Art Moderne par Jean Dubouffet/Art brut. Musée l'Aracine. Château Gaillard 19, avenue du Général-de-Gaulle, nationale 34 (43-08-82-35 : 43-09-62-75). Les mardis et jeudis, de 14 heures à 18 heures en permanence.

PONTOISE. Hommage à Albert Gleizes, 1881-1953. Jusqu'au 21 septembre. - MONSIEUR ET MADAME TAVET. Collections et documents. Musée Tavei-Delaunay, 4, rue Lemaître (30-18-02-40). Sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Archéologie des lieux et des rituels. Musée des Antiquités nationales (34-51-57-45). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

## En province

ADEN-PROVENCE. Théâtre Club et sa poésie : la tapissière. Musée des Tapisseries, 28, place des Martyrs-de-la-Résistance (42-21-05-76). Jusqu'au 15 septembre.

ALBI. Gery Van Velde. Musée Toulouse-Lautrec, Palais de la Berbe (43-54-14-09). Jusqu'au 3 septembre.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. : prix moyen des repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS	
<p><b>SAADA</b> 48-87-29-23 37, rue Beaunbourg, 3<sup>e</sup> Tous les jours</p> <p><b>PALAI DU TROCADÉRO</b> 47-27-05-02 7, avenue d'Eylau, 16<sup>e</sup> Tous les jours</p> <p><b>TIEMO</b> 46-33-12-12 3, rue Champollion, 5<sup>e</sup> Fermé le lundi</p> <p><b>2 RESTAURANTS AÏSSA</b> (spécialités MAROCAINES)</p>	<p><b>CADRE RAFFINÉ</b> Spécialités MAROCAINES. Couscous. Méchoui. Tagines. Barcha. Déjeuners et dîners d'affaires. Banquets. Mariages. Ambiance typique avec danseuse.</p> <p>Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Service et livraison à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.</p> <p>Nouveaux dîners. Cuisine russe traditionnelle : spécialités OKROCHKA, SMARODNNIK, caviar « OHOYNIK ». Menu : 75-110 F et carte. Grand choix de VODKA. Dîners aux chandelles. Musique.</p> <p>AU ROI DU COUSCOURS MAROCAIN, 83, av. D-Rochereau, 14<sup>e</sup>, T.J. 43-54-99-86.</p> <p>LE MALIK, 15, r. des Grands-Augustins, 6<sup>e</sup>, fermé le dim. 46-33-43-50. Pastilla.</p>
SOUPERS APRÈS MINUIT	
<p><b>DESSIRIER</b> 42-27-82-14 9, place Perrier LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE OUVERT EN AOUT, et sam. dim.</p>	







## ARTS ET SPECTACLES

**PAUL VERHOEVEN**, Salle Escurial, 13<sup>e</sup>  
(47-07-28-04), 22 h 15 : la Chair et le

Sang; 15 h 30 : Soldier of Orange (in-  
dit); 13 h 45, 20 h 30 : 1c Quatrième  
Trimestre (1-4 Tr); 18 h 15 : Enneters

**LES 21 JOURS DE STARFIC (v.o.)**  
dolby stéréo, Escorial Panorama, 13<sup>e</sup>  
(47-07-28-04) : Schwarzenegger : mer,  
sam, dim, 14 h : Kalidor ; 16 h + sam.  
24 h : Conan le Barbare ; 18 h : Cactus  
Jack - 20 h + sam. 24 h : Terminator :

**22 h 30 + sam. 24 h : Commando.**  
**ROMERO ARGENTO, jeu., ven., 14 h :**  
 The Last Man of Earth (avant-  
 première) ; 16 h : Crazies (version inté-  
 grale) ; 18 h : La femme qui en savait  
 trop ; 20 h : Six jours pour un assassin :

22 h 30 : les Cinq Jours de Milan.  
**ROGER CORMAN**, lun. 12 h + ven. 24 h :  
 Capone ; 14 h : Du rouge pour un  
 truand ; 16 h : Massacre de la Saint-  
 Valentin ; 18 h : Capone ; 20 h : Du rouge  
 pour un truand - 22 h 30 + ven. 24 h :

**Massacre de la Saint-Valentin** : Clôture du Festival, mar. 14 h : projection surprise ; 16 h : Adèle n'a pas encore dîné (inédit) ; 18 h : Pee Wee's Big Adventure (inédit) ; 22 h 30 : Down By Law (en avant-première) ; ven. 24 h : Intra-

**Les séances spéciales**  
L'AME SŒUR (Suisse, v.o.) ; 3 Luxem-

**L'AMOUR A MORT** (fr.) : Grand-Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85), mer. 17 h ; jeu. 16 h ; lun. 18 h.

**APOCALYPSE NOW** (A., v.d.) : Grand-Pavois, 15° (45-54-46-85), jen. 17 h; sam. et mer. 22 h; mar. 14 h; lun. 22 h 20.

**LE Baiser de la Femme-Araignée** (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77), 12 h + Saint-

**LES COPAINS D'ABORD (A, v.o.) :**  
Grand-Pavuls 15<sup>e</sup>, (45-54-46-85),  
jou. 20 ; ven. 16 h 15 ; mer. 22 h 15.

**CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.) :** Temp-  
piers 3° (42-72-94-56), sam., 15 h 55 ;  
dim., lun. 13 h 45 ; mar. 19 h.

**CHINA BLUE (\*\*) (A., v.o.) :** Répub-  
lic Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33), sam.  
11 h.

**LUDWIG, REQUIEM POUR UN RO-**  
**VIERGE (All., v.o.) :** RépubliCinéma

**M. LE MAUDIT** (AIL, v.o.) : République  
Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33), ven. 22 h.  
**MACARONI** (IL, v.o.) : Cinoches 6<sup>e</sup> (46-  
33-10-82), 13 h 50.  
**MASTROPIRE** (AIL, v.o.) : Grand

**MORT A VENISE** (I., v.o.) ; Studio  
Galaide, 5<sup>e</sup> (43-54-72-71), 11 h 50.  
**NOCES DE SANG** (Esp., v.o.) ; Denfert

**PINK FLOYD THE WALL (A, v.o.)**  
Boite 3 films, 12<sup>e</sup> (46-72-44-71), lun

**LE PROCÈS (A., v.o.)** : 3 Luxembourg, 6 (46-33-97-77), 12 h.

**LA RÈGLE DU JEU** (Fr.) : Châteller

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

**Église Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30**  
voir le 20.  
**Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars An-**  
**qua de Paris (l'amour courtois au Moyen**

**Jazz, pop, rock, folk**  
**BAISER SALE, (42-33-37-71), 23 h**  
**M. Vallois (dern. le 24).**

**BATEAU IVRE**, (43-25-25-40), 22 h 30 : L. Sistia, N. Dadier.  
**BILBOQUET**, 20 h 30 : Coco verte.  
**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (43-26-65-05), 21 h 30 : M. Saury Ja.

**MUSIC.**  
**CHAPELLE DES LOMBARDS** (42-36-26-44), 22 h 30 (D., L., Ma.) Kassir et son orchestre. Le mar. : soirée Zouk.  
**MAGNETIC TERRACE** (42-36-26-44), 22 h : Incom's 23 : Spunky Wilson Quintet.

**MÉRIDIEN**, (47-58-12-30), 22 h : S. Gw  
lard (dern. le 23).

**MONTGOLFIER** (45-54-95-00), 22 h  
Irakli (dern. le 23) : J. Dondelle (à na

**MONTANA** (45-48-93-08), (D  
20 h 30 : R. Urteger, R. Galeazzi.  
**PEITT OPPORTUN** (42-26-01-3  
(Me.), 23 h : G. Ferris, O. Hutma

**PINTE** (43-26-26-15) le 26 à 21 h 30  
C. Desbrières.

**SUNSET** (42-61-46-60) 23 h : A. Illo Quintet (du 20 au 23).

**VIEUX-CHENE** (43-37-71-51) le 21  
21 h 30 : Trio M. Saulnier.

Opérettes,  
*comédies musicales*

**DÉJAZET, TLP (48-87-97-34)** (1)  
20 h 30, dim. 16 h : la Petite Boutique  
des horreurs.

**GYMNASE MARIE-BELL** (1)

RENAISSANCE (42-08-18-50) (D., l.  
soir), 20 h 45, mat. mer. à 15 h : le Ca  
taine Fracasse.

[illegible]







## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 20 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Tous en boîte.

Et que ça saute ! Réal. Charles Nemes, avec Jean-Pierre Sentier, Gabelle Legrand, Roland Blanche, Fabrice Lucchini, Alain Douy...

Deuxième épisode : Bons baisers, à bientôt ! L'inauguration d'un musée, le le « Phénix » est devenu « la Galère ». Un concours de baisers, organisé pour attirer la clientèle, tourne à la catastrophe...

21 h 30 Théâtre : Le baiser de la veuve. Pièce d'Israel Horowitz. Réal. Eric Kahane. Mise en scène Philippe Lefebvre, avec Catherine Gandoa, Olivier Gravier, Christian Rault.

Deux hommes et une femme évoquent leurs souvenirs dans une atmosphère de tension croissante. Revient à la surface un événement tragique de leur passé commun. La soirée tourne au drame.

23 h 56 Photos de vacances. 23 h 10 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier. Raymond Devos en liberté (rediff.). Emission de Jacques Chancel. Réal. André Flérick.

Autour de Raymond Devos, qui interprète quelques-uns de ses sketches les plus connus, on verra et entendra Jacques Weber, Jean Birkin, Michel Legrand, Pierre Louki, Jean Lapointe, Barbara Hendricks, l'Orchestre philharmonique du monde, dirigé par Carlo-Maria Giulini, l'Orchestre philharmonique de Berlin, dirigé par Herbert von Karajan...

23 h 45 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Gala Music Awards : Prestige. Gala international enregistré au grand auditorium du Palais des festivals de Cannes. Réal. R. Pradines, avec Cock Robin, et remise des trophées pour les meilleurs clips vidéo. Présentation : Naguy et Jane Manson.

Pour souffler les vingt bougies du MIDEUM 86, les groupes Yellow, Dire Straits, Simply Red, Rita Mitsouko, Talking Heads et King.

21 h 30 Thalassa : Fou l'espion. Reportage de Lise Blanchet, Patrick Boileau, Benito Merino.

Sur des bateaux intensifs, qui semblent défier toutes les lois de l'architecture navale, des hommes, des Siciliens, défendent obstinément le pêche au harpon. Tradition, rituel, magie, connaissance.

21 h 50 Boîte à mots. 21 h 55 Série : Dallas (rediff.). 21 h 40 Boîte à mots (suite).

21 h 45 Scoop à la Une. 21 h 40 Boîte à mots (suite). 21 h 35 Quart à Vincennes.

21 h 30 Croque-vacances. 21 h 25 Série : Les Biskitts : variétés : Joe Dessin : hricolage ; Le roi Arthur : Crack-vacances ; Jack Holborn : variétés show ; Catherine Ferry.

21 h 20 Boîte à mots (suite). 21 h 15 Mini-vacances. 21 h 10 La vie des Botes. 21 h 40 Le masque et les plumes, de Patrick Sébastien. Avec Charline Couture.

20 h 30 Journal. 20 h 35 Série : L'homme à poigne. Coproduction franco-allemande. Réal. Wolfgang Staudte, d'après le roman de Hans Fallada. Avec Gustav Knuth, Michael Kausch, Volker Lechtenbrink.

Cinquième épisode : un mélo historique... 21 h 30 INA nuits d'été. Graffiti, par Michael Gammur.

Voyage sentimental : la ville d'Hugo, de Jacques Deschamps. Pudeur et émotion. Un très beau film. 20th Century Blues, de Robert Manthouls : Black Power.

La chambre des mots, de Yves Breuil : le sort du héros. 22 h 56 36, photo de vacances. 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

5 h 45 Télématin.

8 h 30 Journal : Fortunata et Jacinta.

9 h Antipode.

9 h Informations et météo.

12 h 10 Récit A 2.

Les Schtroumpfs : Super Doo : Les mondes engloutis.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Série : La conquête de l'Ouest.

La famille MacArthur.

14 h 20 Documentaire : L'aube de l'histoire (rediff.). Les Celtes aux vides coupées, de René Chanas. Six siècles avant notre ère, les Celtes sont déjà installés en France. Les derniers d'entre eux, les Gaulois, seront soumis par les Romains...

15 h 15 Sports été.

Billard : championnat d'Europe ; golf : Tournoi de Toledo (Etats-Unis) ; natation : championnat du monde.

18 h 25 Série : Capitot.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Affaire suivante.

Le tribunal pour rire, présidé par Jean-Pierre Foucault. Invité : Annie Cordy.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Les vieux de la vieille ■

Cycle Jean Gabin.

Film de Gilles Grangier (1960). Dialogues de Michel Audard. Avec Jean Gabin, Pierre Fresnay, Noël-Noël.

Un cheminier à la retraite retrouve deux amis d'enfance, dans son village natal, et les persuade de se retirer comme lui, à l'hospice. Ils y sèment une joyeuse pagaille. Le scénario est un peu indigent, la réalisation mollesonne et le comique simpliste, mais il y a suffisamment de bonne humeur, de joie de vivre, de saine paillassade pour qu'on apprécie (avec modération) ce petit film.

## 22 h 10 Soir 3.

22 h 35 Cinéma sans visa : La maison tragique. ■

Film du Bangladesh, de Masbuddin Shaker et Sheikh Niamat Ali (1980) avec Dolly Anwar, Lemn, Karamat Molla, Elora.

► L'odyssée d'une famille, dans la région du Bengale, qui, après avoir survécu à la famine, tente d'exploiter un petit lopin de terre. Difficile de juger ce film inédit en France, drame rural vers d'une cinématographie mal connue, celle du Bangladesh. La Maison tragique a été tournée près de Dacca ; c'est le premier film des deux metteurs en scène, ainsi que leur première approche du cinéma.

0 h 50 Témoignages, avec Bernard-Henri Lévy.

CANAL PLUS

20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 21 h, Cinéma : Êtes-vous fiancée à un mari grec ou à un pilote de ligne ? Film français de Jean Aurel. Avec J. Yanna, F. Fabian, F. Blancher, N. Callan (1970) ; 22 h 40, Cinéma : The Rose ■■ film américain de Mark Rydell. Avec B. Midler, A. Bates, F. Forrest (1979) ; 0 h 50, Cinéma : L'amour breque ■■ film d'Andrzej Zulawski. Avec F. Huster, S. Marceau, T. Karyo (1985) ; 2 h 30, Jazz à Juan-les-Pins The Carla Bley Band.

LA 5

20 h 30, Football : finales pour la 1<sup>re</sup> et pour la 3<sup>e</sup> place (tournoi de Barcelone).

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Le roman du cinéma ; 21 h, Les inconnus de l'histoire : Ousama Ibn Moum Quidh ; 22 h, Festival d'Avignon 1986 : Perceval le Gallois, de Florence Delay ; 23 h 50, Les films d'un pays qui change : Salvador de Bahia ; 0 h 05, De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 5, Concert (donné le 25 juillet 1986). Festival de Bayreuth : Tristan et Isolde, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Festival, dir. D. Barenboim. Chef des chœurs : N. Belutsch, solistes : P. Hoffmann, M. Salminen, J. Altmeyer, Contraltos : Neumann et 12, de Chopin, A. Rubinstein, piano : Le Cygne de Tuonela, de Sibelius, Orch. phil. de Berlin, dir. : H. von Karajan ; 24 h, Les soirées de France-Musique : Contre Tristan.

## Jeudi 21 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 45 Antipode.

11 h 15 Croque-vacances. Bomber X : L'arche de Noé ; G. Schmidt.

11 h 45 La Une chez vous.

12 h Tournées... menages.

Invités : Annie et José Villamor.

13 h Journal.

13 h 50 Boîte à mots.

13 h 55 Série : Dallas (rediff.).

14 h 40 Boîte à mots (suite).

L'écrivain public.

14 h 45 Scoop à la Une.

Invité : Patrick Sébastien. Clip de Ken Laszlo.

15 h 35 Quart à Vincennes.

15 h 45 Croque-vacances. 15 h 40 Boîte à mots (suite). 15 h 35 Série : Les Biskitts : variétés : Joe Dessin : hricolage ; Le roi Arthur : Crack-vacances ; Jack Holborn : variétés show ; Catherine Ferry.

17 h 5 Série : Léonard de Vinci (rediff.). Réal. Renato Casali ; adap. A. Gedevis et J.-D. de La Rochefoucauld. Avec Philippe Leroy-Beaulieu.

La vie du célèbre peintre italien, né en 1452, près de Florence. Le premier épisode évoque ses débuts dans l'atelier de Verrocchio.

18 h 25 Mini-vacances. 18 h 35 Feuilletton : Danse avec moi (rediff.). 19 h 10 La vie des Botes.

19 h 40 Le masque et les plumes, de Patrick Sébastien. Avec Charline Couture.

20 h Journal.

20 h 35 Série : L'homme à poigne. Coproduction franco-allemande. Réal. Wolfgang Staudte, d'après le roman de Hans Fallada. Avec Gustav Knuth, Michael Kausch, Volker Lechtenbrink.

Cinquième épisode : un mélo historique... 21 h 30 INA nuits d'été. Graffiti, par Michael Gammur.

Voyage sentimental : la ville d'Hugo, de Jacques Deschamps. Pudeur et émotion. Un très beau film. 20th Century Blues, de Robert Manthouls : Black Power.

La chambre des mots, de Yves Breuil : le sort du héros. 22 h 56 36, photo de vacances. 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

5 h 45 Télématin.

8 h 30 Journal : Fortunata et Jacinta.

9 h Antipode.

9 h Informations et météo.

12 h 10 Récit A 2.

Les Schtroumpfs : Super Doo : Les mondes engloutis.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Série : La conquête de l'Ouest.

La famille MacArthur.

14 h 20 Documentaire : L'aube de l'histoire (rediff.). Les Celtes aux vides coupées, de René Chanas. Six siècles avant notre ère, les Celtes sont déjà installés en France. Les derniers d'entre eux, les Gaulois, seront soumis par les Romains...

15 h 15 Sports été.

Billard : championnat d'Europe ; golf : Tournoi de Toledo (Etats-Unis) ; natation : championnat du monde.

18 h 25 Série : Capitot.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Affaire suivante.

Le tribunal pour rire, présidé par Jean-Pierre Foucault. Invité : Annie Cordy.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Les vieux de la vieille ■

Cycle Jean Gabin.

Film de Gilles Grangier (1960). Dialogues de Michel Audard. Avec Jean Gabin, Pierre Fresnay, Noël-Noël.

Un cheminier à la retraite retrouve deux amis d'enfance, dans son village natal, et les persuade de se retirer comme lui, à l'hospice. Ils y sèment une joyeuse pagaille. Le scénario est un peu indigent, la réalisation mollesonne et le comique simpliste, mais il y a suffisamment de bonne humeur, de joie de vivre, de saine paillassade pour qu'on apprécie (avec modération) ce petit film.

22 h 5 Variétés : Girls de Saint-Tropez. D'André Halimi.

► Ni tout à fait un reportage ni tout à fait une fiction : un divertissement de vacances, avec de jeunes modèles plutôt jolies et plutôt démodées. Gags pauvres et esthétique de bazou.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 30 Série : Cheval mon ami. Huit millions d'années, et leurs huit millions de cavaliers aux États-Unis.

18 h 00 Feuilletton : Les peupliers de la préhistoire. Quatrième épisode : La lumière qui passe. Le couple continue de mener son enquête au domaine.

19 h 12 Juste ciel, petit boroscope. 19 h 15 Actualités régionales. 19 h 55 Dessin animé : Les entrecœurs.

20 h 5 Les jeux à l'aveugle. 20 h 30 Cinéma : La peau douce. ■■ Film de François Truffaut (1964). Avec Jean Desailly, Françoise Dorléac, Nelly Benedetti, Daniel Ceccaldi.

Le directeur d'une revue littéraire tombe amoureux d'une jeune et jolie hôtesse de l'air. L'histoire leur paraît fade et vulgaire, mais abandonne-t-on facilement une famille, une vie ? Un Truffaut assez rare, pas souvent diffusé, ce qui est une erreur. Un réaliste assez juste, obtenu par le romantisme du metteur en scène. Et puis il y a la merveilleuse Françoise Dorléac, dont chaque apparition est un plaisir.

22 h 25 Soir 3. 22 h 50 Série : Cortes d'Italie. L'histoire d'un photographe, d'après Italo Calvino, réal. Francesco Maselli, avec Fabio Falco, Numsia Greco, François Martorel.

A force d'élaborer des théories sur son art, un photographe finit par laisser la femme qu'il aime, et photographe des... photos. Description romanesque et cruelle d'après une nouvelle d'Italo Calvino adaptée à la télévision par le scénariste d'Antonioni et Visconti.

CANAL PLUS

15 h 45, Cinéma : Les trente-neuf marches ■■ film anglais de Don Sharp. Avec R. Powell, D. Warner (1978) ; 18 h, Série : Dancin'Days ; 18 h 35, Top 50 ; 19 h 5, Série : Rawhide ; 20 h, Les trépassés ; 20 h 15, Les affaires sont les affaires ; 20 h 35, Cinéma : Strictement personnel ■■ film policier français de Pierre Jolivet. Avec F. Arditi, J. Penot, C. Chanolleau (1985) ; 22 h, Cinéma : Houellebecq 2000 ■■ film italien d'Alberto de Martino. Avec K. Douglas, S. Ward, A. Belli (1978) ; 23 h 40, Cinéma : Le concours ■■ film américain de Jacques Couvreur. Avec R. Dreyfus, A. Irving, L. Roemick (1980) ; 1 h 45, Série : Explor : à la mode.

LA 5

7 h 20 à 18 h 50 Rediffusions : 7 h 20, 14 h 20, Série : Terre mécanique ; 8 h 30, 12 h 40, 17 h 15, Téléfilm : Le justicier solitaire ; 10 h 20, Série : Star Trek ; 11 h, Football : match pour la 3<sup>e</sup> place (tournoi de Barcelone) ; 15 h 35, Football : match pour la 1<sup>re</sup> place (tournoi de Barcelone) ; 18 h 50, Feuilletton : Flammig Road ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Chups ; 21 h 20, Série : Kojak ; 22 h 10, Magazine musical : Clap sur clap ; 23 h 10 à 2 h 40 Rediffusions.

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6, avec Lio (rediff.) ; 19 h, NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 ; 23 h, Profil 6, avec Madonna ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Le roman du cinéma ; 21 h, Les inconnus de l'histoire : Nigélus Figulus ; 22 h, Un parfum de miel, d'Eric Westphal. Avec D. Ceccaldi, M. Sarcey, C. Salvati, M. Vallée ; 22 h 50, Lettres d'un pays qui change : la Réunion ; 0 h 5, Du jour au lendemain.

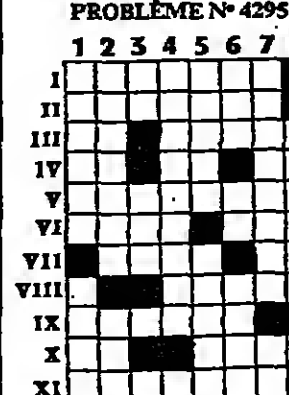
FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 27 juin 1986 à la Grosses Festspielhaus). Festival de Salzbourg 1986 : Concerto pour piano et orchestre n° 27, de Mozart. Symphonie n° 6, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. : R. Muri, sol. R. Lupu, piano : 23 h, Les soirées de France-Musique : Petite histoire du piano-jazz ; 24 h, Disques de chevet.

## Informations « services »

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 4295



## HORIZONTALEMENT

I. Cas de force majeure. — II. Plus elles sont carrées et plus on peut les faire rouler. — III. Note. Qualifie un squelette. — IV. Négation. Dans le pire comme dans le meilleur. Note. — V. Assurance pour bons conducteurs. — VI. Table de travail. Dévidoir de soie. — VII. Père de Jasson. Pléide. — VIII. Comme des sauteurs marins. — IX. Est ferme et rugueuse. — X. Personnel. Se trouve dans les airs ou sous terre. — XI. Frappés par un droit terrible.

## VERTICALEMENT

I. Peut obliger à changer de chambre ou à le garder. Peut se mettre au placard. — 2. Homme de fer. Saint homme. — 3. Dieu. Sigle. — 4. Est indispensable pour une coupe de fruits. — 5. Pas tiède. Musique militaire ou bombe dans le civil. — 6. Devises. Possessif. Carte à jouer. — 7. Une manière de croquer avant de lécher. Personnel. — 8. Mauvaise vue. Manière d'être. — 9. Mot « d'esprit ». Figure mythologique.

## Solution du problème n° 4294

## Horizontalement

I. Spectacle. — II. Pétrarque. IV (Henri IV). — III. Éléphant. — IV. Ce. Épire. — V. Tel. — VI. Léopard. — VII. Te. Ling. — VIII. Épaisseur. — IX. Ut. Et. Xi. — X. Regrets. — XI. Sauce.

## Verticalement

1. Spectateurs. — 2. Pelée. Epte. — 3. Été. LL. Gè. — 4. Cag. Elie. — 5. Trapézistes. — 6. Adm. Ans. Ta. — 7. Cierge. Su. — 8. Lier. Deux. — 9. EV. Ère. Rire.

## GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 21 AOUT

« La basilique Saint-Desis », 15 heures, devant entrée (AICC).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, et 11 h 30, entrée principale et de Thiers à Dalmat ; histoires de la Troisième République au Père-Lachaise, 14 h 45, porte principale (V. de Langlade).

« L'assassinat d'Henri IV, la rue Quincampoix, le banquier Law... », 14 h 30, métro E-Marcet (Vieux Paris).

« Le Marais : de l'auberge de l'Aigle d'or aux hôtels de Soubise et des ambassadeurs de Hollande », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville (devant porte) P.-Y. Jassier.

« Les catacombes », 15 heures, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« On Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, office du tourisme, 7, rue des Réservoirs.

« La France-magasin, des origines à nos jours », 15 heures, devant entrée 16, rue Cadet (M. Ragueneau).

« Les salons de l'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou. Tél. : la veille au 42-57-06-77 (Arts et Curiosités).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Filineries).

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Bouteau).

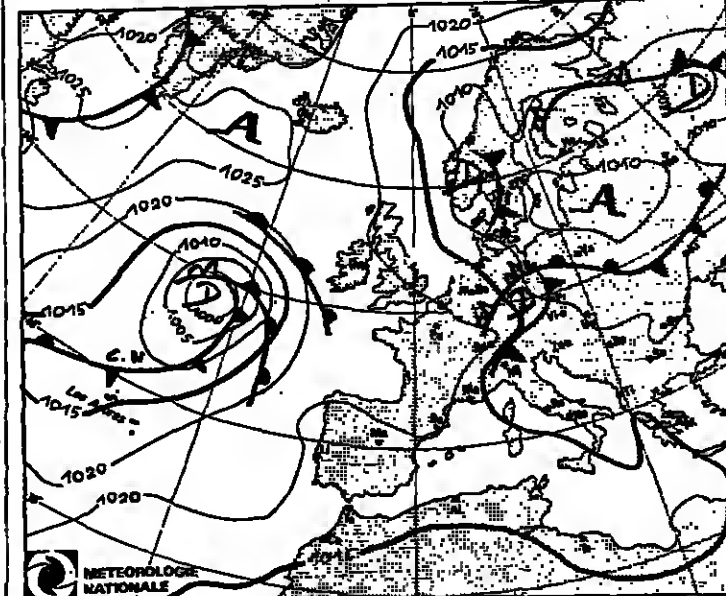
« Le Marais, la vie sous Henri IV. Évoquant de Victor Hugo et de Mme de Sévigné », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (I. Haullier).

« De la place des Vosges à la Maison parisiennaise de Jacques Couvreur », 15 heures, 17, quai d'Anjou. Tél. : la veille au 42-57-06-77 (Arts et Curiosités).

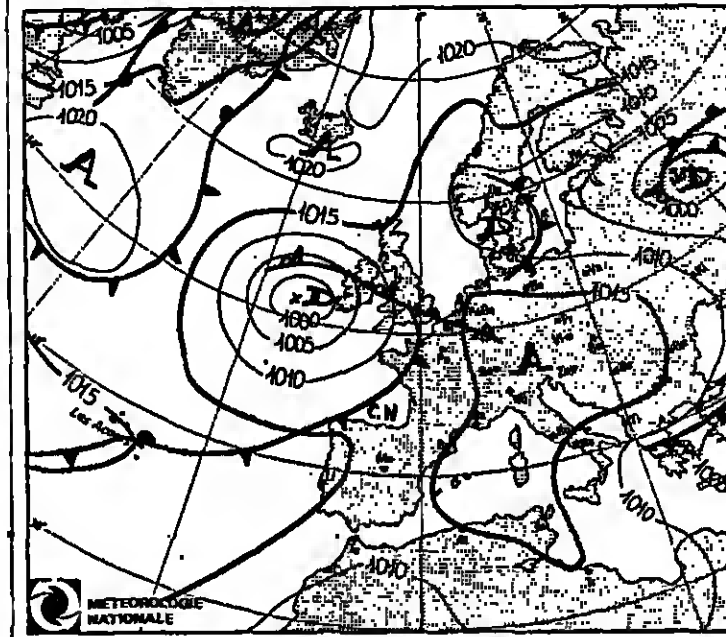
« Paris : fleurs de Champs. — Du 10 au 22 septembre, les Champs-Élysées seront un véritable champ de fleurs : trois cent cinquante oriflammes ornées de fleurs stylisées remplaceront les traditionnelles banderoles réservées aux chefs d'État en visite, solennelles vasques de 2,50 mètres de diamètre garnies de fleurs orneront l'une des plus célèbres avenues du monde. Le 73 septembre, les promeneurs sont invités à venir « fleurir » : chapeaux, robes, boutons, etc... Les dix passants les mieux parés recevront un cadeau surprise. Les plus belles vitrines fleuries seront également récompensées.

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 20 AOUT 1986 A 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 22 AOUT A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 20 août à 0 heure et le jeudi 21 août à minuit.

L'anticyclone qui s'est établi sur la France commencent à s'affaiblir jeudi, laissant approcher une nouvelle perturbation atlantique.

Judi, le matin, des brouillards seront encore observés du Nord-Est au Massif central à Rhodé-Alpes et au Sud-Ouest. Toutefois, ils devraient être généralement moins denses.

Par ailleurs, les nuages s'éclairciront sur le Nord-Ouest. Ils donneront un peu de pluie en soirée et la nuit suivante sur le nord de la Bretagne et sur le Cotentin. La couche nuageuse associée au front chaud s'étendra l'après-midi jusqu'aux régions du Nord-Est mais en permettant encore des éclaircies.

Ailleurs, sur le sud du pays, après rapide dissipation des brouillards, la journée sera bien ensoleillée. Le vent faiblira en Méditerranée. Le matin, il sera modéré de secteur nord en vallée du Rhône et de l'Hérault au Var. Il s'orientera au sud en étant modéré sur les côtes bretonnes.

Les températures minimales seront en hausse sur l'Ouest, avec 10 degrés à 13 degrés sur les côtes. Elles atteindront 14 degrés à 16 degrés sur les côtes méditerranéennes, 12 degrés à 14 degrés du sud de la Garonne aux régions méditerranéennes, 8 degrés à 10 degrés dans les Alpes, 6 degrés à 10 degrés ailleurs. Les maximales seront de 18 degrés à 20 degrés près des côtes de la Manche, 22 degrés à 24 degrés ailleurs en moitié nord, 23 degrés à 26 degrés des Charentes aux Alpes, 28 degrés à 31 degrés dans les régions méridionales.

« Le Marais : de l'auberge de l'Aigle d'or aux hôtels de Soubise et des ambassadeurs de Hollande », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville (devant porte) P.-Y. Jassier.

« Les catacombes », 15 heures, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« On Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, office du tourisme, 7, rue des Réservoirs.

« La France-magasin, des origines à nos jours », 15 heures, devant entrée 16, rue Cadet (M. Ragueneau).

« Les salons de l'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou. Tél. : la veille au 42-57-06-77 (Arts et Curiosités).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Filineries).

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Bouteau).

« Le Marais, la vie sous Henri IV. Évoquant de Victor Hugo et de Mme de Sévigné », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (I. Haullier).

« De la place des Vosges à la Maison parisiennaise de Jacques Couvreur », 15 heures, 17, quai d'Anjou. Tél. : la veille au 42-57-06-77 (Arts et Curiosités).

« Paris : fleurs de Champs. — Du 10 au 22 septembre, les Champs-Élysées seront un véritable champ de fleurs : trois cent cinquante oriflammes ornées de fleurs stylisées remplaceront les traditionnelles banderoles réservées aux chefs d'État en visite, solennelles vasques de 2,50 mètres de diamètre garnies de fleurs orneront l'une des plus célèbres avenues du monde. Le 73 septembre, les promeneurs sont invités à venir « fleurir » : chapeaux, robes, boutons, etc... Les dix passants les mieux parés recevront un cadeau surprise. Les plus belles vitrines fleuries seront également récompensées.

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



SCIENCES

Le budget de la recherche sacrifie l'aide à l'industrie

(Suite de la première page.)

En clair, cela signifie que les grands organismes, notamment, dépendant directement de M. Devaquet, devraient voir leur crédits augmenter (le monde daté 3-4 août), alors que les établissements et agences de recherche, eux aussi inscrits dans le BCRD mais qui sont du ressort d'autres ministères, ont les leurs en très légère hausse ou en baisse.

Bucre faut-il préciser, lorsqu'on analyse les évolutions par rapport à l'année précédente, que le budget de 1986 avait été amputé de quelque 3,2 milliards de francs par les services du ministère du budget, en avril dernier. Les sommes initialement prévues « avaient été surévaluées », estime l'entourage de M. Devaquet qui considère que les seules comparaisons significatives sont à faire avec le budget 1986 « rectifié ».

On constate alors que les crédits qui devraient être affectés aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (CNRS, INRA, INSERM...) (voir tableau) connaissent une progression notable (près de 10 % en moyenne). Ce qui « rattrape » en quelque sorte les coupes que ces organismes avaient subies au printemps. En revanche, les établissements publics à caractère industriel et commercial (CEA, CNES, IFREMER...) — peu touchés par les annulations d'avril — accusent une progression plus faible, voire négative. Le CNES pourrait cependant bénéficier d'un rallongement de quelques centaines de millions de francs si de nouveaux programmes spatiaux européens (Hermès, Columbus) étaient engagés en 1987.

Quant aux « agences », elles ne sont pas particulièrement gâtées. C'est le cas de l'ANVAR, qui avait souffert cette année d'une forte rectification de crédits et qui « devrait se recentrer et accroître ses recettes propres ». C'est surtout celui de l'AFME, dont on attend qu'elle se consacre surtout « à la recherche à long terme ». Enfin les crédits affectés à la filière électronique — sous forme de dotation en capital pour l'industrie de ce secteur — devraient passer de 1 milliard de francs en 1986 à 500 millions de francs en 1987. Il est vrai, comme on le souligne au ministère, qu'« il ne s'agit pas là véritablement de recherche ». Globalement, c'est malgré tout l'ensemble de la recherche industrielle qui est touché d'autant que les crédits incitatifs du Fonds de la recherche et de la technologie (dont 40 à 45 % devraient être orientés vers cette recherche industrielle contre 50 % auparavant) avaient été très sévèrement amputés par la loi de finance rectificative (-40 %).

Un solde global négatif

Les créations de postes ne diminuent « que » de 0,5 % dans les organismes sous tutelle du ministère de la recherche, alors que la directive du gouvernement du 30 avril demandait une baisse de 1,5 % des effectifs des administrations et établissements publics. On arrive même, précise-t-on dans l'entourage du ministère, « à une érosion nette de deux cent quatre-vingt postes de chercheurs » qui seront essentiellement utilisés pour accueillir de jeunes scientifiques. Ainsi, le nombre de postes de chercheurs est en légère hausse (+1,47 %), alors que celui des ingénieurs, techniciens et personnels administratifs (ITA) baisse dans les mêmes proportions (-1,54 %). Au CNRS, par exemple, il y aura création de 203 emplois de chercheurs (mais suppression de quelques 320 ITA), à l'INSERM de 35, et à l'INRA de 40.

Il reste que, compte-tenu de la directive d'avril, quelque 900 postes de chercheurs et d'ITA avaient dû être supprimés. M. Devaquet a réussi, quelques mois plus tard, à obtenir de nouvelles créations, mais le solde global reste négatif (-373).

« C'est la première fois dans l'histoire de la recherche française d'après-guerre, que l'on assiste à des suppressions de postes », souligne M. François Kourilsky. Le vice-président du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT) — « groupe des sages » qui conseille le ministre sur l'orientation de sa politique — s'inquiète aussi de la suppression des postes d'ITA. « qui risque d'avoir des conséquences très nocives sur le fonctionnement des laboratoires ».

M. Kourilsky juge d'ailleurs plutôt sévèrement l'ensemble de ce projet de budget. « Les années

1986 et 1987, nous a-t-il dit, marquent une rupture inquiétante dans la politique de recherche et de développement par rapport à celle des années précédentes. » Ce projet de budget témoigne certes « de la volonté du ministre chargé de la recherche de corriger certains effets des annulations de budget 1986 », note M. Kourilsky, mais il souligne « le fléchissement de l'effort global français de recherche et de développement ». La recherche fondamentale est, selon lui, « insuffisamment soutenue » et il exprime son « inquiétude » pour le devenir de la politique de relance de la recherche industrielle.

ELISABETH GORDON.

Budget 1987 pour les organismes de recherche (Dépenses ordinaires + autorisations de programme.)

	BUDGET 1987 (en millions de francs)	ÉVOLUTION EN % par rapport à 1986 (budget rectifié)
CNRS (Centre national de la recherche scientifique) .....	8 812	+ 10
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) .....	1 576	+ 14
INRA (Institut national de la recherche agronomique) .....	2 196	+ 8,9
ORSTOM (Institut français de la recherche scientifique pour le développement en coopération) .....	693	+ 9
CNES (Centre national d'études spatiales) .....	5 822	+ 3,6
CEA (Commissariat à l'énergie atomique) .....	6 730	- 4,3
IFREMER (Institut français de recherche et d'exploitation de la mer) .....	777	- 4,3
AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie) .....	163	- 36
ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) .....	650	+ 10

SPORTS

Les championnats du monde de natation

Les écailles d'argent de Stephan Caron

Un monumental 100 mètres nage libre, remporté par l'Américain Matt Biondi, devant le Français Stephan Caron, avec trois nageurs sous les 50 secondes, a constitué le clou de la troisième journée des championnats du monde de natation à Madrid. Ce 100 mètres a éclipsé la performance des nageurs du relais féminin quatre fois 100 mètres nage libre de RDA, qui ont établi un nouveau record du monde en 3 mn 40 s 57, la première relayeuse, Kristin Otto, battant le record du monde du 100 mètres en 54 s 73.

MADRID de notre envoyé spécial

Les gros poissons ne sont rares dans l'aquarium de la natation française. En voici un, Stephan Caron, qui sait mordre à l'hameçon des médailles, en vrai prédateur des bassins. Il sort ruisselant d'écailles argentées de la piscine madrilène, l'un des plus formidables 100 mètres nage libre de tous les temps à dévaler la tempeste, mardi 19 août. Trois hommes en moins de 50 secondes dans la même course, cela ne s'était jamais vu. Derrière l'intonable Américain Matt Biondi, gagnant à sa première médaille d'or en 48 s 94, à 20 centièmes seulement de son propre record mondial, le Rouennais Stephan Caron a arraché de haute lutte la deuxième place en 49 s 73 (nouveau record de France), devant un autre Américain, Tom Jager, troisième en 49 s 79.

Il y a treize ans qu'un nageur français ne s'était pas hissé si haut sur un podium mondial. Depuis, une autre médaille d'argent, arrachée en 1973 lors des premiers championnats du monde à Belgrade par Michel Rousseau, dans le 100 mètres nage libre en 52 s 8. La réussite de Caron, long et houlette fausement désinvolte, qui

sont encore un peu l'adolescence, c'est le mariage durable d'un tempérament de gagnant, le sien, et de la foi d'un entraîneur papa-poule, Guy Boissière, qui couvra d'ailleurs Michel Rousseau aux championnats du monde de Belgrade en 1973.

L'œil du maquignon

Une histoire de famille, en somme, dans une ville de moins de cent mille habitants. Rouen, où le jeune Stephan Caron a pu continuer à vivre chez ses parents et à fréquenter l'école presque normalement en faisant son apprentissage de champion. A cinquante-sept ans, Boissière n'est pas de la génération des entraîneurs, de la biomécanique et de l'entraînement scientifique. S'il pioche dans l'arsenal des techniques nouvelles, la force de ce jovi petit homme rondlet, c'est un flair d'artisan et un œil de maquignon, une sorte de sixième sens, en voie de disparition devant les exigences du sport de compétition moderne.

On se demande aujourd'hui si Stephan Caron aurait pu cultiver ses dons en suivant une autre filière. Sans doute. Car le bonhomme, devenu étudiant en sciences économiques, e l'effluve de ceux qui savent se surpasser, même sous la pression des grands événements. Lui qu'on avait trouvé si peu en train pour le 200 mètres nage libre et le relais des premiers jours, au point de sculpter de grosses rides inquiètes sur le front de Guy Boissière, e su ramener pour le 100 mètres, épreuve qui semble tellement faite pour son tempérament de battant. « Le grand n'avance plus », répétait Boissière sous pression. A peine rasséréné le matin par les temps réalisés en série du 100 mètres par son élève, il analysait prudemment, avant la finale : « C'est un bon Caron, mais pas le grand Caron ».

C'était pourtant le grand Caron. Mauvais partant, comme d'habitude, quatrième au virage des 50 mètres, mais nageant dans le deuxième et dernière longueur de bassin avec une

humeur de finisseur sûr de lui et allant quérir du bout des doigts, pour six petits centimètres de seconde, sa médaille d'argent.

« Le 100 mètres, reconnaît Stephan, c'est 65 % de mental. L'important, c'est de se battre. Et au réveil, le matin, j'avais retrouvé l'envie de gagner. Arriver deuxième derrière un phénomène comme Biondi, cela fait plaisir. Je crois qu'il était imbattable ce mardi ».

Maintenant, cap sur Séoul, capitale de la Corée du Sud, où auront lieu les Jeux de 1988. Stephan Caron aura deux ans de plus et quelques kilos de muscles supplémentaires à jeter contre Matt Biondi.

MICHEL DESFONTAINES.

RÉSULTAT DES FINALES

MESSIEURS

• 100 mètres libre. — 1. Biondi (E-U), 48 s 94 ; 2. Caron (Fr.), 49 s 73 (nouveau record de France) ; ancien record : 49 s 97 par lui-même ; 3. Jager (E-U), 49 s 79.

• 200 mètres dos. — 1. Polianski (URSS), 1 mn 58 s 78 ; 2. Bahrsch (RDA), 2 mn 1 s 11 ; 3. Hofmeister (RDA), 2 mn 2 s 42.

DAMES

• 400 mètres libre. — 1. Friedrich (RDA), 4 mn 7 s 45 ; 2. Strauss (RDA), 4 mn 9 s 16 ; 3. Hardcastle (G-B), 4 mn 9 s 85.

• 100 mètres dos. — 1. Mitchell (E-U), 1 mn 1 s 74 ; 2. Zimmermann (RDA), 1 mn 2 s 17 ; 3. Shibaeva (URSS), 1 mn 2 s 25.

• Relais 4x100 mètres. — 1. RDA, 3 mn 40 s 57 (nouveau record du monde ; ancien record : 3 mn 42 s 41 par la RDA). Lors du premier relais, Kristin Otto a nagé en 54 s 73, améliorant ainsi le record du monde détenu en 54 s 79 par sa compatriote Barbara Krause ; 2. États-Unis, 3 mn 44 s 4 ; 3. Pays-Bas, 3 mn 46 s 89.

• FOOTBALL : la Suisse bat la France 2 à 0. L'équipe de France a été battue 2 à 0 par celle de Suisse, mardi 19 août, à Lucerne. Les deux buts ont été marqués par Heinz Hermann et Beat Suter à la soixante-troisième et à la soixante-quinzième minute.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Monsieur Olivier MURON, Madame Olivier MURON, née Christine Gonnella, et Héloïse ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas

Paris, le 1<sup>er</sup> août 1986.

Noces d'or

— Deux inconditionnels du Monde. Franck et Geneviève HERVÉ, ont atteint le kilomètre 50 d'une longue course avec obstacles en dépit de leurs cinq handicaps.

En leur château cévenol, Eyz 1986.

Décès

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Lanchamp, M. Louis Agnietant, M. et M<sup>me</sup> Robert Agnietant, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Mouly, de Fontgalland, Roussel, Agnietant, font part du rappel à Dieu de

Madame Louis AGUETTANT née Marcelle Mouly, survenue le 13 août 1986, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu le 19 août à Saint-Amour (Jura), où elle repose auprès de son mari, dans l'attente de la Résurrection.

« Pour le chrétien, la vie débouche sur la joie. L'art et la poésie sont des lueurs qui passent sous la porte, sous les portes éternelles. Il faut les recueillir au sursaut. » (Louis Agnietant, 1931)

5, rue Descartes, 92190 Mondouin, 2, rue des Petits-Carreaux, 75002 Paris, 1, avenue Montaigne, 94170 Le Perreux.

CHALON S/SAONE

MUSÉE

NICÉPHORE-NIÉPCE

Bureau de la photographie

— M. et M<sup>me</sup> Raymond Bois, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Bois et leur fils, M<sup>me</sup> Jacqueline Bois, Les familles Bois, Sarthou et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BOIS

leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent, survenue le 4 août 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Ses cendres seront déposées au cimetière de Malous (Gard), où il est enterré sa femme.

Raymonde, née Sarthou

décédée le 20 septembre 1980.

Un service religieux sera célébré au Cimetière de Malous (Gard) le samedi 20 septembre 1986 à 15 heures.

12, boulevard Espinoza, 13009 Marseille, 25, rue Aristide-Brion, 64000 Pau, 7-9, allée Fleuriot, 92260 Fontenay-sous-Bois.

— M. Roger Claude, Franklin, Isabelle, Yves, Sabine, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Guy Pillet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Madame Lise CLAUDE née Lise Pillet survenue le vendredi 15 août 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Pissy, vendredi 22 août à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Vous êtes priés d'assister aux obsèques de

Professeur Guy FONTAINE professeur de pédiatrie à la faculté de médecine de Lille, chef de service de clinique pédiatrique au centre hospitalier universitaire de Lille, président de la Société française de pédiatrie 1980-1981, officier des Palmes académiques,

décédé à Lille le 18 août 1986, ainsi des sacrements de l'Eglise,

lesquelles auront lieu à Lille, le vendredi 22 août à 10 heures en l'église Saint-Michel, sa paroisse.

de la part de : M<sup>me</sup> Guy Fontaine-Froilly, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel Chailion

Fontaine-Dubin, Marie et Alice, M. et M<sup>me</sup> Pierre Chailion

Fontaine-Polnet, Céline et Thomas, M<sup>me</sup> Catherine Fontaine, M. et M<sup>me</sup> Pascal Fontaine-Lemaire, ses enfants, et petits-enfants, et toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

276, rue de Solferino, 59000 Lille.

94 le 28 juin 1928 à Valenciennes (Nord), Guy Fontaine a fait ses études de médecine à la faculté de Lille, titulaire du diplôme de Lille, chef de clinique puis médecin assistant, il est en 1962 nommé professeur agrégé de pédiatrie et pédiatrie. En 1965, il devient professeur de clinique pédiatrique. La profession Guy Fontaine était l'auteur de plusieurs ouvrages de pédiatrie et de vulgarisation de la discipline. Il avait en 1967 et 1981 présidé la Société française de pédiatrie.

— M<sup>me</sup> Michel Julien, son épouse, Jean-François et Brigitte, Laurence, Pascale, Anne et Olivier Coust, Marion et Frédéric de Turckheim, Catherine, ses enfants, Nicolas, André et Caroline, ses petits-enfants M<sup>me</sup> France Julien, sa sœur, ses enfants et son arrière-petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel JULIEN chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, ancien député à Buchenwald,

survenue le 18 août 1986 à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 21 août à 14 heures en l'église réformée de Versailles, rue Hoch.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés au service du docteur Robinson, hôpital Saint-Joseph, Paris (14<sup>e</sup>).

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, rue Albert Joly, 78000 Versailles.

— Pierre et Jeanine Largier, Thibaut et Betty Moulin, Antoine et Sabine Largier, Dominique et Noëlle Largier, André et Brigitte Kientzler, Bruno et Françoise Largier, ses enfants.

Sylvie et François-Carol Lamougeon, Catherine, Sandrine, Pierre-Emmanuel, Matthieu, Marine Largier, Anne-Dominique et François Polletier, Pascale, Frédéric, Grégoire Moulin, Vincent-Bruno, Marie et Isabelle Largier, Stéphane, Christophe, Sophie Largier, Florence, Thierry, Eric Kientzler, Erwan, Ronan, Solène Largier, ses petits-enfants, Mathieu, Raphaël Polletier, ses arrière-petits-enfants, et leur famille ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Maurice LARGER

piquètement survenue le 19 août 1986 à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 21 août à 15 h 30 à Orchamps (Jura).

6, rue de la Résistance, 39700 Orchamps.

— M<sup>me</sup> Bernard Ould-Ferhat, née Marchini, Ses enfants Carole, Don Jacques et Antoine, Les familles Ould-Ferhat et Marchini, Ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard OULD-FERHAT

survenue le 17 août 1986.

Une bénédiction aura lieu, le jeudi 21 août à 8 h 30, à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, 25, quai de Corne, 75004 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 22 août à 16 heures, en l'église de Saint-Gervais-de-Carbi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Publicité)

FABRICANT SPORTSWEAR BOSANOVA

51, bd Saint-Martin, 75010 PARIS Ouvre ses portes au grand public à des prix de fabrication. (Pantalons, ensembles, jupes, blouses, etc.)

— On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

Lacke RAUZIER-FONTAYNE

veuve du pasteur Pierre Raugier

Ses obsèques ont eu lieu au temple de Vialas le samedi 16 août 1986.

De la part des familles Ranzier, Pillod, Will, Lévy, Jaeger, Jutcau, Fontayne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chantouren, 48220 Vialas, 45, rue Jacques-Decour, 92150 Suresnes.

Ricardo REVALENDORF

né le 25 juin 1944 à Concepción-del-Uruguay en Argentine

est décédé le dimanche 17 août à Copenhague.

Hélène et ses proches

invitent ses amis à l'unir spirituellement à eux lors de la cérémonie religieuse qui aura lieu ce jeudi 21 à Copenhague.

Remerciements

— M<sup>me</sup> Pierre Gicquel, Jean-Pierre, Françoise et Etienne Gicquel, Anne, Pierre, Olivier et Raphaël, Janick Gicquel et Jacques Treiner, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Pierre GICQUEL.

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Il y a un an,

Albert DIATO

nosquittait.

Sa femme, sa famille, ses amis rappellent sa mémoire et signalent que le Comité des manifestations internationales pour la céramique d'art de Faenza (Italie) présente jusqu'au 28 septembre une exposition de ses œuvres, « Omaggio a Diato ».

M<sup>me</sup> F. Diato, 12, rue Marie-de-Lorraine, MC 98000 Monaco.

Aristide FREREAU

nos a quitté, il y a cinq ans, en laissant un grand vide.

Mais son souvenir vit dans nos cœurs.



# Economie

## REPÈRES

### Café : Forte hausse des cours

Les rumeurs selon lesquelles l'Institut brésilien du café annoncerait prochainement une baisse significative de son estimation de la récolte de café pour la campagne 1986-1987 (près de quinze millions de sacs de 60 kilos chacun) ont entraîné une forte hausse des cours sur les marchés mondiaux, le 19 août. A Londres, l'échéance du mois de novembre a passé le barre des 2 000 livres par tonne, pour s'élever à 2 020 livres, soit son plus haut niveau depuis trois mois, en hausse de 200 livres (10 % environ) sur le semestre précédent. A Paris, la même échéance a été traitée à 2 023 F, en hausse de près de 200 F en l'espace de quelques jours. Cette période de la mi-août est généralement considérée comme une époque « sensible » aux informations en provenance du Brésil, où l'on craint souvent l'annonce de gélées. Mais, cette fois-ci, aucun « coup de froid » susceptible de faire flamber les cours n'a été signalé dans ce pays, et il semble bien que ce soient les propos de M. Paulo Graciano, le président de cet institut, actuellement en tournée d'inspection dans le pays – et, notamment, dans l'Etat de São Paulo, où les effets de la sécheresse se font cruellement sentir, – qui ont déclenché cette forte hausse des cours de café.

### Marchés boursiers :

#### Singapour serre la vis

Les autorités de Singapour ont mis en application depuis le 18 août le contenu de deux textes de loi visant à mieux réglementer d'une part les activités de la Bourse de Singapour, sérieusement ébranlée depuis octobre 1985 par le scandale Pan-Elctric Industries (un important

conglomérat qui avait fait faillite), et d'autre part le Singapore International Monetary Exchange (SIMEX), le marché à terme local qui a vu le jour au début de cette année. Le premier, appelé Securities Industries Act, avait été adopté par le Parlement au mois de mai, mais ce n'est que tout récemment qu'il a pu entrer en vigueur en raison des nombreuses consultations qui se sont déroulées ensuite avec la communauté financière. Cette nouvelle réglementation prévoit notamment que les firmes de courtage locales devront constituer un fonds de réserve éliminé par une partie de leurs bénéfices. Par ailleurs, tout agent de change dont les dettes auraient dépassé l'équivalent de douze fois le montant net de son capital se verra retirer sa licence. Le même traitement lui sera appliqué si ce capital social tombe au-dessous du seuil de 250 000 dollars de Singapour et ce pendant quatre semaines consécutives. Quant au SIMEX, il vient de se doter d'un arsenal juridique prévoyant notamment des amendes de 100 000 dollars au maximum et une peine d'emprisonnement de sept ans pour toute manœuvre frauduleuse qui se serait produite sur ce marché à terme.

### Secteur privé :

#### Cent fois plus de salariés en dix ans en Chine

Comptant actuellement 17 millions de personnes, les salariés du secteur privé sont aujourd'hui cent fois plus nombreux qu'il y a dix ans en Chine, annonce le bureau d'Etat à l'industrie et au commerce. Le secteur privé, devenu « une composante indispensable de l'économie nationale », a rapporté à l'Etat 2,1 milliards de dollars de recettes fiscales au titre de l'impôt sur le revenu entre 1981 et 1985. Selon la presse chinoise, les dirigeants de Pékin escomptent que 60 millions de Chinois travailleront dans le privé d'ici à 1990.

## ITALIE

### Le principal syndicat va réduire de 10 % le nombre de ses permanents

ROME  
de notre correspondant

Ce fut presque la nouvelle de l'été : la CGIL, principal syndicat italien, à dominante communiste, allait profiter du fait que tout le monde était sur les plages pour restructurer sérieusement son organisation, renvoyant à leur administration ou entreprise d'origine un tiers de son personnel, soit quatre mille personnes. L'information, d'abord donnée par l'hebdomadaire *Il Mondo*, ne pouvait pas ne pas faire de gros titres ! La Confédération, pourtant, tend aujourd'hui à donner l'affaire des proportions beaucoup plus modestes – tout en reconnaissant qu'il existe bien un problème.

Ce problème, nous explique M. Edoardo Guarino, secrétaire confédéral, c'est une évolution préoccupante des effectifs syndiqués : même si le nombre des adhérents à la CGIL est en augmentation par rapport aux « années d'or » (4,5 millions actuellement contre un peu plus de 4 millions en 1978), le nombre des actifs dans ce total diminue constamment au profit des retraités ; ces derniers représentent à présent un tiers des effectifs. En second lieu, la chute des adhésions est plus précisément préoccupante dans les deux secteurs qui ont été traditionnellement les forteresses de la CGIL : l'agriculture et surtout la grande industrie. Quant au tertiaire, il stagne désespérément à des niveaux qui font figurer le premier syndicat d'Italie comme un parent pauvre par rapport à son principal concurrent, la démocrate-chrétienne CISL (3 millions d'adhérents).

La baisse des actifs se traduit d'abord, évidemment, par une chute des cotisations, qui oblige à resserrer les budgets – et ce d'autant que l'informatisation, en cours depuis trois années, en cours de l'organisation coûte très cher. Selon M. Guarino, c'est donc à terme à une diminution d'un peu plus de 10 % des effectifs des permanents (1 500 sur 12 000) qu'il faudra parvenir en ne pourvoyant pas au remplacement d'une notable partie des départs, à la retraite ou autres, qui surviendront. Ce mouvement

s'était lentement engagé dès 1980. Il faudra sans doute l'accélérer quelque peu. Des décisions en ce sens devraient être prises dès la fin de septembre.

La CGIL dont les effectifs ont de quoi, malgré tout, laisser encore rêver la plupart de ses homologues hors de la péninsule, n'entend pas cependant se contenter d'ajuster passivement le nombre de ses permanents à la chute de ses effectifs d'actifs. « Nous comptons bien profiter des évolutions inévitables pour requalifier notre appareil et le redonner à la nouvelle réalité productive italienne », déclare M. Guarino. Nous nous efforçons donc, lors des mouvements à venir, de renforcer qualitativement et quantitativement notre encadrement dans les secteurs concernés : en gros le tertiaire, public et privé. En outre, nous souhaitons nous attacher les services, fut-ce à temps partiel et fut-ce en versant des salaires sensiblement plus élevés que ceux prévus par nos grilles, de cadres de haut niveau notamment dans le domaine de l'informatique. Cette opération est d'ailleurs commencée.

#### Une saine gestion

Après les années lyriques, le syndicalisme italien redécouvre donc aujourd'hui les vertus de la saine gestion ! La CGIL se préoccupe ainsi d'établir son premier bilan consolidé. Elle travaille aussi à une rationalisation de l'utilisation de son important patrimoine immobilier.

M. Antonio Pizzinato a été porté à la tête de la Confédération au début du mois de mars dernier, après seize années de gestion de M. Luciano Lama – un secrétaire général si identifié à son organisation qu'on l'appelle « Monsieur CGIL ». Dès avant son élection, M. Pizzinato avait répété : « La mairie de Rome emploie aujourd'hui davantage de personnes que FIAT. Nous devons en tenir compte. » Il n'aura donc pas tardé à mettre sur rails la partie de son programme prévoyant une accélération du recrutement dans le tertiaire. Ce qu'il avait peut-être moins imaginé, c'est qu'il utiliserait pour ce faire des critères de gestion somme toute plus proches de ceux de M. Giovanni Agnelli, président de la firme automobile turinoise que de ceux de M. Nicola Signorello, maire de Rome – une ville dont, il est vrai, la faillite est désormais unanimement dénoncée en Italie !

JEAN-PIERRE CLERC.

## ÉTRANGER

Pour faire face à la baisse des cours des matières premières

### L'Australie contrainte à l'austérité

SYDNEY  
de notre correspondante

« Dur, mais pas terrible », « Pas mal pour un gouvernement travailliste », « Étonnamment peu de mauvaises surprises », « Un acte de courage politique » : le ton des manchettes et des bulletins de journaux mercredi 20 août à Sydney, du conservateur *The Australian* au plus libéral *Sydney Morning Herald*, fait bien écho au tout premier effet qu'en Australie le quatrième budget du gouvernement travailliste, présenté au Parlement par M. Paul Keating, ministre du Trésor, le 19 août.

Une sorte de soulagement général, avec cette surprise – même les milieux d'affaires et les marchés des changes n'en espéraient pas tant – d'un déficit budgétaire ramené de 7,5 milliards de dollars australiens l'an dernier à 3,5 milliards de dollars pour l'année fiscale 1986-1987.

Effet justifié et durable que ce soulagement, ou conséquence naturelle d'une campagne prébudgétaire du pire, soigneusement orchestrée par le premier ministre, M. Hawke ? L'Australie s'attendait à un « budget d'épouvante », comparable à celui des années 30. Elle s'y était préparée, cinglée dans son amour-propre par l'événement, au mois de mai, de son ministre du Trésor (« Si l'Australie ne se discipline pas, si elle se désintéresse à ce point de son salut, alors, il ne restera qu'une seule solution : réduire la croissance au point zéro, et tout le monde sait ce que cela voudra dire : que vous êtes devenus une République bananière... »), et prévenu par son premier ministre, M. Hawke : « La crise économique actuelle requiert de l'Australie un effort comparable à celui qu'on requiert d'une nation en état de guerre ».

Si le gouvernement travailliste entend démontrer au pays qu'il maîtrise une situation économique pour le moins volatile, il s'agitait avant tout de rassurer les marchés des changes et les investisseurs étrangers, inquiets de l'ampleur de la dette extérieure australienne – 90 milliards de dollars, ce qui devrait représenter en 1986-1987 30 % du produit national brut. Cette dette, l'Australie est néanmoins

capable de l'honorer. Au mois de juin 1986, le déficit de la balance des paiements était de 14,3 milliards de dollars. Le pays, en effet, continue d'importer beaucoup, mais la chute des cours mondiaux des matières premières (soit 80 % de ses exportations) a cassé ses revenus. A cause de ce déséquilibre, on dit souvent du pays-continuité qu'il a une économie du tiers monde avec un niveau de vie et des dépenses publiques dignes d'une grande puissance.

C'est donc en essayant de limiter à 3,5 milliards de dollars le déficit budgétaire pour l'année 1986-1987 que M. Keating a choisi de redresser cette situation « inacceptable si l'Australie veut rester maîtresse de sa propre destinée ». M. Keating, en redonnant ainsi confiance aux investisseurs et au marché des changes, espère une reprise du dollar, qui s'est déprécié de 40 % depuis la décision, en 1983, de le laisser flotter. Cette mesure devrait permettre aussi, après une période que le ministre du Trésor n'hésite pas à qualifier de sombre (une inflation de 8,4 % et un taux de chômage de plus de 8 %, qui devrait encore augmenter), de relancer la croissance économique et de lutter pour l'emploi. En attendant, M. Keating, dans ce budget, prévoit une réduction de la croissance économique relativement forte, 2,5 % contre 4,1 % en 1985-1986.

### La levée de l'embargo sur l'uranium vendu à EDF

Le gouvernement australien a levé l'embargo aux ventes d'uranium à EDF imposé il y a trois ans en signe de protestation contre la poursuite des essais nucléaires français dans le Pacifique sud.

M. Keating, le ministre du Trésor, a souligné que l'embargo n'avait pas atteint son but et qu'il a en fait constitué une perte de recettes pour l'Australie « en permettant à la France d'acheter ailleurs de l'uranium à des prix inférieurs ».

En 1985-1986, le gouvernement a payé 42,9 millions de dollars australiens (175 millions

de francs) aux producteurs d'uranium. Les prévisions établies par le Trésor montrent que l'Etat gagnera quelque 60 millions de dollars dans le cadre de ce programme, en cessant ses achats d'uranium et en revendissant ses stocks aux mines du Queensland.

Le ministre du commerce, M. John Dawkins, a estimé probable que le France procède à de nouveaux achats dans les années à venir. « Il est évident qu'un refus de vente de l'Australie n'a eu pour résultat que de permettre à nos concurrents commerciaux d'occuper le marché ».

Voilà qui déçoit les milieux d'affaires, qui reprochent par ailleurs à M. Keating de ne pas avoir éboisi plutôt de recourir à un blocage des salaires. Mais, en 1986, alors qu'un sondage récent révélait que la coalition d'opposition aurait remporté d'un point de pourcentage, une élection fédérale si elle s'était

tenue en juillet, le gouvernement travailliste, qui joue sa survie sur ce budget d'austérité, ne peut se couper complètement de son électoral syndical : la capacité de ce gouvernement à contrôler le mouvement syndical et à assurer une rare paix industrielle est considérée comme l'une de ses grandes victoires : en 1983, les syndicats et le gouvernement passaient un accord garantissant l'indexation des salaires, quoi qu'il arrive, sur l'augmentation du coût de la vie. Dans un contexte économique difficile, le gouvernement travailliste a déjà dû opérer une brèche dans cet accord : demander au conseil des syndicats de réduire de 2 % l'augmentation prévue des salaires. M. Keating a éboisi d'accepter, lors des prochaines négociations salariales, le principe d'une augmentation des salaires, mais celle-ci sera bien inférieure au taux de l'inflation.

Curieusement, c'est la France qui semble avoir provoqué le seul désordre lors de la lecture de ce budget : des membres de l'aile gauche du Parti travailliste ont bué le ministre du Trésor lorsqu'il a annoncé la levée de l'embargo sur les ventes d'uranium à la France.

Avec ce budget 1986-1987, l'équipe de M. Hawke et Keating confirme, comme d'habitude, mouvement travailliste ou socialiste avant elle, qu'elle est bien sur la voie du rationalisme économique, et n'hésite plus à fouler aux pieds certains principes chers aux travaillistes, même si elle a choisi de préserver une fois encore l'originalité de ce gouvernement des Antipodes : son audace politique salariale. Mais seul un redressement spectaculaire de l'économie dans les prochains mois pourra permettre à un gouvernement travailliste de sauver ce que beaucoup aujourd'hui, même en Australie, considèrent comme le dernier bastion à secouer si l'Australie veut enfin s'aligner sur l'économie internationale : « L'Australie, disait M. Keating juste après la lecture de son budget, a toutes les bases désormais pour obtenir une économie compétitive. Venez piculer ? Ce budget 1986-1987, austère et méritoire, est en tout cas un pas dans cette voie ».

SYLVIE CROSSMAN.

### La dévaluation du dinar

## Tunis veut favoriser les exportations pour sortir des difficultés économiques

TUNIS  
de notre correspondant

Le dinar tunisien est dévalué de 10 % à compter de ce mercredi 20 août par rapport aux principales devises utilisées dans les paiements extérieurs du pays. Il s'élèvera donc désormais à 7,93 FF et 1,18 dollar.

En annonçant la mesure, mardi 19 août, devant la Chambre des députés, le premier ministre, M. Raedid Sfar, a expliqué qu'elle était de nature à favoriser la promotion des exportations, « moteur principal de la croissance et de l'emploi », objectif auquel le gouvernement donne la priorité. Une dépréciation modérée et continue du dinar est en fait intervenue depuis un an ; mais, en dépit d'un taux de glissement que l'on peut évaluer entre 15 et 20 %, ses répercussions directes sur l'exportation étaient demeurées limitées. « Aussi, a déclaré le premier ministre, est-il apparu nécessaire de renforcer cette opération par une dévaluation nette et franche compte tenu des impératifs de la conjoncture économique, de la réalité de nos échanges commerciaux et des nouvelles contraintes pesant sur la balance des paiements ».

Décidée après de longues hésitations, la dévaluation est aussi dictée par la nécessité de mettre fin aux spéculations et aux attermoiements qui risquaient d'entraver l'activité économique en permettant l'établissement de programmes d'exportation et d'importation de façon claire et sûre, a rajouté le premier ministre.

La promotion des exportations sera d'autre part aidée par un allègement progressif des droits de douanes sur les importations de

façon à aboutir à une libéralisation totale du commerce extérieur au début des années 90, exception faite de certains produits de luxe. Il a d'ores et déjà été décidé, dans un premier temps, de lever toutes les barrières à l'importation des matières premières et des produits semi-finis destinés aux entreprises exportant au minimum 25 % de leur chiffre d'affaires.

### La libération des prix

Traçant les grandes lignes du programme que son gouvernement entend appliquer avec le démarrage à la fin de cette année du VII<sup>e</sup> Plan de développement (1987-1991), M. Sfar a également ouvert la voie à la privatisation d'une partie du secteur public dont l'Etat ne peut continuer à supporter les pertes. Il a annoncé qu'à l'exception des secteurs stratégiques et sensibles le gouvernement a décidé de céder au privé certains secteurs compétitifs. Les opérations de cession totale ou partielle de ces entreprises publiques s'effectueront au profit des banques, des entreprises mères ou des particuliers sur la base de conditions « garantissant la poursuite de l'activité des entreprises et la sauvegarde des intérêts publics ». La mise en vente interviendra par adjudication publique et les travailleurs relevant des institutions concernées seront encouragés à acquérir des actions. Le cas échéant, la priorité leur sera donnée.

Cette libéralisation progressive de l'économie devra s'accompagner d'une rationalisation de la demande intérieure. La libération des prix est déjà engagée et va s'accentuer, principalement dans les secteurs où les conditions de la concurrence sont

réunies. Dans ce contexte va se poser à nouveau le problème de la compensation accordée aux produits de première nécessité (pain, pâtes, sucre...). Les dotations allouées à la caisse de compensation ont dépassé, au cours de ces cinq dernières années, le milliard de dinars, et il va falloir, tôt ou tard, se rapprocher de la vérité des prix. Le souvenir de la « révolte du pain » de janvier 1984 est encore trop présent pour que soient décidées de brutales augmentations. Mais, a déclaré M. Sfar, « l'intérêt immédiat et futur du pays exige que la question soit débattue avec tout le courage et l'honnêteté souhaités ».

Le programme qui tend à rétablir les équilibres financiers fondamentaux et à assurer plus de souplesse et d'efficacité aux rouages de l'économie prévoit également une réorientation des investissements vers les secteurs prioritaires en tenant compte des exigences de la balance des paiements. En matière de revenus, toute augmentation des salaires sera liée directement à la croissance annuelle réelle de la production nationale. Cette démarche faite à la fois de libéralisme et d'austérité qu'impose la situation économique et financière grave que traverse la Tunisie va dans le sens des recommandations de la Banque mondiale.

Le sixième plan quinquennal, qui s'achève, n'a pas tenu, loin de là, toutes ses promesses. Le taux annuel moyen de la croissance du PIB ne dépassera pas 3 % en prix constants pour l'ensemble de la période, alors que l'objectif était de 6 %. D'autre part, les pressions exercées sur la balance des paiements courants se sont accentuées et son déficit a atteint en 1985 490 millions de dinars, soit 7,2 % du PNB.

A cette situation sont venues s'ajouter, ces derniers mois, les répercussions de la chute des prix du pétrole qui se traduisent par une diminution de 116 millions de dinars de rentrées en devises et par un déficit de 70 millions de dinars des

recettes du budget général de l'Etat, la régression du tourisme avec une moins-value de 80 millions de dinars, la diminution des transferts effectués par les travailleurs tunisiens émigrés et une récolte céréalière catastrophique ne dépassant pas les sept millions de quintaux, qui va nécessiter de doubler le volume initialement prévu des importations.

Ces nouvelles données nécessitent le vote d'une loi de finances complémentaires pour laquelle la Chambre des députés a été convoquée mardi en session extraordinaire jusqu'au 29 août. Le premier ministre a déclaré qu'il va s'agir de dégager 201 millions de dinars pour couvrir les besoins nouveaux du budget pour l'année en cours.

M. Sfar n'est pas entré dans le détail des dispositions de la future loi dont il s'est borné à indiquer les principaux chapitres : compression des dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'Etat pour 60 millions de dinars, mobilisation de ressources propres (augmentation de certains prix notamment) pour 51 millions de dinars, émission d'un emprunt national (qui sera probablement obligatoirement au-delà d'un certain revenu) pour 18 millions et mobilisation de ressources extérieures (emprunts divers) pour 72 millions de dinars.

MICHEL DEURE.

**DROIT SCIENCES ECO.**

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

**IPEC** Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.63.71







## Marchés financiers

## Augmentation du chômage en juillet

ALAIN LEBLAIRE

**ALAIN LEBAUDE.**

---

aujourd'hui Jean Voge : le coût de

## Le futur

## L'autre futur

es énergies doivent  
être mises à la dispo-

Toutes les énergies doivent donc être tendues vers la chasse au parasitisme, à l'«entropie» (moins de 10 % de l'information produite est réellement utilisée) aux mauvais schémas d'organisation, ou remplacement des structures pyramidales par les réseaux. Quand les cols blancs cesseront d'étouffer les cols bleus, on sera sans doute bien près de remonter la pente économique.

(2) *Le Monde* du 11 décembre 1985.  
(3) *Annales des mines*, 4<sup>e</sup> trimestre 1985. 35, rue des Peûts-Champs, 75001. Paris. Téléphone : 46 34 40 00.

tion. Lire l'article de Jean Voigt dans la revue *Futuribles* (numéro de juillet-août 1985).

## Manifestation en gare d'Hazebrouck

**deux prélèvements  
1987 et en 1988  
Journal officiel »**

L'article 7 précise que « la contribution sur les revenus de 1985 est mise en recouvrement ».

La deuxième contribution - celle qui s'appliquera aux revenus de 1986 - « sera mise en recouvrement le 31 décembre 1987 et acquittée en même temps que le premier acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu dû en 1988 », soit le 15 février 1988.

Pour les contribuables ayant choisi le prélèvement mensuel, les contributions de 0,4 % seront prélevées « en même temps que la première mensualité suivant la date du premier acompte provisionnel de 1987 et de 1988 », soit en mars 1987 et mars 1988.

### Fléchissement

Le ralentissement de la croissance a été compensé en partie avec un PNB révisé en hausse de 0,6 % seulement n'a pas eu d'effet majeur sur le marché, qui y a vu surtout une raison supplémentaire d'espérer une détente prochaine des taux d'intérêt. En fait, ce repêchage a été surtout l'œuvre d'une technique. Pour le reste, il a une origine fiscale. Les investisseurs tiennent pour acquis l'adoption définitive de la réforme des impôts. Si, à terme, le nouveau code doit se révéler favorable pour le marché, des problèmes vont surgir. Les bénéfices imposables des sociétés ont été restreints faiblement avec 109,31 millions de titres échangés contre 112,80 millions la veille.

VALUES	Cours du 18 août	Cours du 19 août
Alcoa	32 3/4	38 1/2
A.T.T.	26 1/2	26 1/2
Bearing	60 1/8	58 5/8
Chemie Manhattan Bank	400 1/8	40 1/2
De P. et F.	60 1/2	60 1/2
Eastman Kodak	57 1/8	56 3/8
Exxon	85 7/8	86 1/2
Ford	80 1/2	82 3/4
General Electric	75 5/8	75 5/8
General Motors	71 5/8	72 7/8
IBM	136 3/4	138 1/2
I.T.T.	53 1/8	52 7/8
Metall Oil	34 7/8	34 1/4
Phillips	87 1/2	87 1/2
Schlumberger	31 7/8	31 1/2
Tenneco	31 5/8	32 1/2
U.S.A.I.	52 1/2	52 1/2
Union Carbide	213 1/4	217 1/8
U.S. Steel	17 3/4	17 3/8
Westinghouse	40 1/2	40 1/2
Xerox Corp.	55 5/8	56 1/2

VALEURS	Cours du 18 août	Cours du 19 août
Alcoa .....	37 3/4	38 1/2
A.T.T. ....	23 5/8	23 1/8
Boeing .....	60 1/8	59 5/8
Chase Manhattan Bank .....	40 5/8	40 1/2
Du Pont de Nemours .....	80 1/8	79 1/2
Eastman Kodak .....	57 1/8	56 3/8
Exxon .....	65 7/8	66
Ford .....	59 1/2	60 3/4
General Electric .....	76 5/8	75 5/8
General Motors .....	71 5/8	72 7/8
Goodyear .....	33 1/8	33 3/8

Le marché obligataire s'est raffermi. Il anticipe une baisse concertée des taux d'intérêt. Les investisseurs paient cher les « fiscalisés » et commencent à s'intéresser aux

Sur le MATIF, les cours ont progressé d'une à trois variations.

## INDICES BOURSIERS

**PARIS**

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

Valeurs françaises ..	148	150
Valeurs étrangères ..	167,2	168,5
<b>C* des agents de change</b> (Base 100: 31 déc. 1981)		
Indice général ...	388	391,4

FRANCFORT	19 août	20 août
Dollar (en DM) ..	2,8705	2,04
TOKYO	19 août	20 août
Dollar (en yens) ..	154,15	153

**MARCHÉ MONÉTAIRE**  
(effets privés)

Paris (20 août) . . . . . 7  
New-York (19 août) . . . 6 1/4

## TIF

**Notionnel 10 %.** — Cotation en pourcentage du 19 août  
Nombre de contrats : 4 627

COURS	ECHÉANCES				
	-	Sept 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier .....	-	112,35	113,50	113,65	113,60
Précédent ...	-	112,20	113,20	113,40	113,40

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**BOUYEVES : AUGMENTATION DE 6 % DES VENTES.** Pour le premier semestre, le chiffre d'affaires du groupe augmenté de 6 % par rapport à la période correspondante de 1985 pour atteindre 12,43 milliards de francs. Celui de la société mère a diminué de 13,7 % à 3,47 milliards.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haute	Resp. + ou dép.	Resp. + ou dép.	Resp. + ou dép.
E.-U. ....	6,6649	+ 48 + 68	+ 100 + 125	+ 325 + 40
Can. ....	4,7987	- 59 - 63	- 124 - 96	- 440 - 3
Ind. (100) ..	4,5697	+ 80 + 97	+ 154 + 179	+ 518 + 5
M. ....	3,2384	+ 65 + 79	+ 132 + 153	+ 398 + 4
Ind. (100) ..	3,2446	+ 37 + 48	+ 76 + 91	+ 251 + 2
Ind. (100) ..	15,7207	+ 17 + 38	+ 61 + 91	+ 123 + 2
S. ....	4,0511	+ 73 + 95	+ 162 + 190	+ 482 + 8
Ind. (100) ..	4,7313	- 193 - 169	- 341 - 299	- 898 - 8
	10,6293	- 241 - 217	- 464 - 413	- 1176 - 10

## TAUX DES EUROMONNAIES

E.U.	6	3/8	6	5/8	6	1/8	6	1/4	6	3/8	6	1/8	6	7/16	6
IM	4	3/8	4	5/8	4	7/16	4	9/16	4	1/2	4	1/2	4	5/8	4
IM	5	1/2	5	3/4	5	7/16	5	9/16	5	5/8	5	5/8	5	1/4	5
E.U.	6	3/4	7	1/4	7	7/16	7	5/8	7	1/16	7	7/8	7	1/16	7
S	1	1/2	1	3/4	4	3/8	4	1/2	4	3/8	4	1/2	4	5/16	4
(1000)	11	12	11	11	11	3/4	10	7/8	10	7/8	11	3/8	10	5/8	11
S	9	7/8	10	1/8	9	7/8	10	9	9/4	9	9/4	9	9/4	9	9/4
E. Franc.	6	7/8	7	1/8	6	15/16	7	3/16	6	15/16	7	3/16	7	1/8	9

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de matinée par une grande banque de la place.



## Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

19 AOUT Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel										Règlement mensuel										Règlement mensuel									
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cours	Préc.	Dern.	%	+	Cours	Préc.	Dern.	%	+	Cours	Préc.	Dern.	%	+	Cours	Préc.	Dern.	%	+	Cours	Préc.	Dern.	%	+					
1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670							
4386	4386	4386			4386	4386	4386			4386	4386	4386			4386	4386	4386			4386	4386	4386							
1136	1136	1136			1136	1136	1136			1136	1136	1136			1136	1136	1136			1136	1136	1136							
1753	1753	1753			1753	1753	1753			1753	1753	1753			1753	1753	1753			1753	1753	1753							
1308	1308	1308			1308	1308	1308			1308	1308	1308			1308	1308	1308			1308	1308	1308							
936	936	936			936	936	936			936	936	936			936	936	936			936	936	936							
740	740	740			740	740	740			740	740	740			740	740	740			740	740	740							
1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360							
916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916							
1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070							
1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230							
316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316							
430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430							
1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440							
1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670							
486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486							
1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080							
52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52							
980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980							
636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636							
1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360							
916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916							
1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070							
1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230							
316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316							
430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430							
1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440							
1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670							
486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486							
1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080							
52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52							
980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980							
636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636							
1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360							
916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916							
1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070							
1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230							
316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316							
430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430							
1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440							
1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670							
486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486							
1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080							
52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52							
980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980							
636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636							
1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360							
916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916							
1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070							
1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230							
316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316							
430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430							
1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440							
1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670							
486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486							
1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080							
52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52							
980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980			980	980	980							
636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636			636	636	636							
1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360			1360	1360	1360							
916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916			916	916	916							
1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070			1070	1070	1070							
1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230			1230	1230	1230							
316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316			316	316	316							
430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430			430	430	430							
1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440			1440	1440	1440							
1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670			1670	1670	1670							
486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486			486	486	486							
1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080			1080	1080	1080							
52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52			52	52	52							
980	980	980			980	980	980			980	98																		



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Tribune internationale, par Ivo Fleischmann : « Praga, dix-huit ans après ».	5 L'élection législative partielle de Haute-Garonne. — Les affiches électorales de M. Juppé.	15 Sciences : le budget de la recherche sacrifie l'aide à l'industrie. — Sports : les écaillies d'argent de Stephan Caron.	9 Musique : rencontre avec Jorge Bolet à La Roque-d'Anthéron.	16 L'Australie contrainte à l'austérité. — Tunisie : dévaluation du dinar.	Radio-télévision ..... 14
3 Soudan : les rebelles annoncent une offensive contre les principales villes du Sud.	6 M. Mitterrand dans les Hautes-Alpes : hommage à la Résistance. — M. Chirac complète son gouvernement.		10 Cinéma : le premier film-opéra de Claude d'Anna.	17 Ralentissement de la croissance aux États-Unis. — Nouveaux allègements fiscaux en RFA.	Annouces classées ..... 17
4 La prolongation du moratoire soviétique sur les essais nucléaires.			11 Exposition : Calder au château de Biron.		Météorologie ..... 14
					Mots croisés ..... 15
					Carrel ..... 15
					Programmes des spectacles 12-13

Lié à la moindre croissance de l'économie américaine

## L'affaiblissement du dollar renforce l'hypothèse d'une baisse des taux d'intérêt

L'annonce d'une révision en baisse de la croissance du produit national brut américain (0,6 % en rythme annuel au deuxième trimestre 1986 alors que l'administration Reagan prévoyait initialement un taux de 1,1 %) (lire page 17) a contribué à affaiblir le dollar et, par ricochet, à ramener le mark.

La devise ouest-allemande qui continue à tirer profit d'une bonne conjoncture économique illustrée par un taux de croissance de 3 % cette année, a notamment entraîné le deutschemark au-dessus de son taux-pivot par rapport au franc français (3,25617 F) le 19 août en fin d'après-midi lors des échanges de banques à banques. Et ce pour la première fois depuis le réajustement des parités intervenu au sein du système monétaire européen (SME) le 7 avril dernier.

La baisse du dollar sur le marché des changes internationaux a été particulièrement sensible à Tokyo où le cours de la devise américaine enregistrerait le 20 août son plus bas niveau face au yen depuis la fin des années 40 avec un cours de 152 yens pour un dollar à l'ouverture de la séance.

Pour les spécialistes, il est clair que cette glissade continue du billet

vert allié à la série de déconforts économiques, qui se sont allumés récemment aux États-Unis, va inciter le gouvernement américain à accentuer ses pressions auprès de ses partenaires afin d'obtenir une baisse concertée des taux d'intérêt seule susceptible de relancer la machine économique.

Selon l'agence de presse japonaise Jiji, le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, aurait fait une démarche directe en ce sens auprès des autorités nipponnes. Citant des sources gouvernementales, cet organe de presse affirme que M. Baker a utilisé les services du secrétaire américain au commerce, M. James Baldrige, en visite officielle au Japon à la fin juillet, pour demander aux autorités nipponnes un effort en faveur de la baisse des taux. Tout en sachant que la Banque du Japon a déjà abaissé, à trois reprises depuis le début de l'année, son taux d'escompte pour le ramener à 3,5 %, soit l'un des plus bas niveaux dans le monde.

Aux États-Unis, où s'est tenue le 19 août la réunion traditionnelle de l'Open Market de la réserve fédérale (dont le compte rendu officiel

est toujours publié avec quelques semaines de retard), l'on attend avec impatience les premières « fuites » sur les entretiens qui se sont déroulés au sein de cet organisme qui donne le « la » en matière de politique monétaire outre-Atlantique.

Les opérateurs escomptent dans les prochains jours une baisse du taux d'escompte américain (lequel a été, lui aussi, réduit à trois reprises depuis janvier 1986 pour être ramené à 6 %). Mais il est clair que les États-Unis, avant de prendre cette décision, seule susceptible de relancer la croissance et l'investissement qui a reculé de 2,3 % au deuxième trimestre 1986, après une chute de plus de 1,5 % au cours des trois mois précédents, veulent s'assurer de la solidarité du Japon et de la République fédérale d'Allemagne.

Toutefois, ces deux pays se font encore tirer l'oreille et certains observateurs en viennent à exclure toute baisse concertée des taux avant la réunion du « groupe des cinq » (États-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne) à la mi-septembre sur le sol américain.

S. M.

Au conseil des ministres

### M. Juppé reste porte-parole du gouvernement

M. Alain Juppé a annoncé à l'issue du conseil des ministres réuni ce mercredi 20 août, à l'Élysée, que le premier ministre lui avait demandé de conserver, « malgré sa charge budgétaire », la fonction de porte-parole du gouvernement qu'il avait manifesté l'intention d'abandonner (1).

Au cours de ce conseil des ministres a été adopté un projet de décret relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'État.

D'autre part, sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Bertrand Fragonard s'est vu confirmer dans ses fonctions de directeur de la Caisse nationale des allocations familiales. Sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution de trois conseils municipaux : Locquénol (Finistère), Les Fourgs (Doubs) et Sourzac (Dordogne).

(1) En rendant compte des travaux du conseil des ministres du mercredi 6 août, M. Juppé avait indiqué qu'il avait demandé à être déchargé de ses fonctions de porte-parole en raison d'un programme de travail qui allait être « particulièrement chargé à l'automne », du fait de la dissolution budgétaire. En fait, M. Juppé n'était pas satisfait de rendre compte des travaux du conseil des ministres sans être responsable de la communication gouvernementale, fonction assumée par M. Denis Baudouin.

La lutte contre la drogue

### 63 kilos de cocaïne saisis à Roissy et à Orly

Une très importante saisie de cocaïne a été opérée, le vendredi 15 août, par les douaniers des aéroports de Roissy et d'Orly. Elle porte sur 63 kg de cocaïne colombienne, d'une valeur de 50 millions de francs. Quatre trafiquants ont été arrêtés.

C'est M. Alain Juppé, ministre du budget, qui a révélé cette saisie, le mardi 19 août, lors d'une conférence de presse à l'aéroport de Roissy. Le ministre a insisté sur le fait que les prises de drogues dures (héroïne, cocaïne) sont, en très grande partie, réalisées en France par les douaniers.

Résultat d'un simple contrôle sans renseignement préalable, les interpellations du 15 août ont eu lieu en deux temps : deux jeunes femmes colombiennes, dont les valises à double fond contenaient de la drogue, sont arrêtées le matin par les douaniers de Roissy ; un Américain et un Marocain sont interpellés quelques heures plus tard à l'aéroport d'Orly.

La saisie du 15 août confirme l'arrivée en force de la cocaïne en Europe, constatée depuis 1983. Cette drogue est déjà très répandue aux États-Unis où elle compterait cinq millions d'usagers.

● Trois ressortissants néerlandais ont été arrêtés, le 15 août, à bord

d'un voilier au large de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), dans lequel les douaniers ont découvert 640 kg de cannabis.

Le bateau avait chargé le baschich au Maroc. Ses occupants projetaient de débarquer leur cargaison dans le port d'Amsterdam.

● Le tribunal correctionnel de Strasbourg a condamné, le mardi 19 août, à des peines allant de douze mois avec sursis à cinq ans d'emprisonnement ferme, dix-huit personnes impliquées dans un trafic portant sur 150 kilos de haschich et 300 grammes d'héroïne.

Les trafiquants, âgés de dix-neuf à vingt-sept ans, achetaient de l'héroïne à Paris, ainsi que du haschich à Perpignan et à Nîmes. Ils revendaient ces drogues à Strasbourg après en avoir consommé une partie.

● Escroqueries à la clinique du Belvédère de Boulogne-Billancourt. — Medelina F., comptable adjoint à la clinique du Belvédère à Boulogne-Billancourt, a été recherchée pour avoir détourné 2 millions de francs. M. Sebba, directeur de la clinique, a porté plainte. L'enquête a été confiée au service départemental de police judiciaire de Nanterre.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 août

### Progression ralentie

Pour la septième journée consécutive, les cours ont progressé mercredi matin à la Bourse de Paris. Mais le mouvement, cette fois, s'est ralenti. A la clôture, l'indice de la cote, qui avait enregistré une avance de 0,28 %, a baissé de 0,08 % à 1.887,50. L'indice Lefèvre (+1,8 %), Pernod-Ricard (+1,5 %), Synthelabo (+1,3 %), Total (+1,2 %), Alstom et Redoute (+1,1 %), Repil de Valco (+1,8 %), L. Vuitton (-1,6 %), Eurochem (-1,3 %), Bouygues (-1,1 %).

Valeurs françaises	Cours	Premier	Dernier
Accor	472	470	474
Agencia Hervas	1811	1815	1820
Air Liquide (L)	759	762	765
Alcatel	1259	1262	1265
Banque Paribas	1270	1270	1270
Bouygues	2000	2010	2040
Bouygues	1467	1460	1460
B.S.R.	4140	4140	4140
Carrefour	3358	3360	3360
Chargem S.A.	1453	1470	1460
Club Méditerranée	846	845	848
Danone	1485	1485	1485
Elf (Glf)	1298	1298	1298
Elf-Aquitaine	310	312	313
Esso	3155	3155	3155
Leclerc	1370	1370	1370
Michelin	3485	3485	3480
Midi (Glf)	1740	1740	1745
Multi-Mediam	2325	2310	2320
Navig. Méditerranée	1211	1205	1205
Oréal (L)	3530	3530	3535
Pernod-Ricard	1025	1030	1040
Pinget S.A.	1080	1080	1080
Sonel	700	695	695
Suzanne Ferme	765	768	768
Télécom	3140	3140	3140
Thomson-C.S.F.	1899	1890	1895
Total-C.F.P.	410	413	415
T.T.T.	3020	3040	3050
Vallo	480	480	481

### 300 litres de pyralène sur la nationale 75

GRENOBLE de notre correspondant

Un accident électrique survenu le mardi 19 août dans un transformateur de l'usine Atocbem, installée à Jarrie (Isère), dans la banlieue grenobloise, est à l'origine d'une fuite de plus de 300 litres de polychlorobiphényles (PCB) ou « pyralène ». Ce produit, hautement toxique, s'est répandu à la suite de l'ouverture du clapet du vase d'expansion du transformateur électrique.

Surtout brutalement, le pyralène a éclaboussé l'automobile et la caravane de vacanciers qui roulaient sur la nationale 75, mais s'est également répandue dans un canal qui longe l'usine et dont les eaux se déversent dans le Romanche, affluent du Drac, qui réunit quelques kilomètres en aval ses eaux à celles de l'Isère.

« Une partie non négligeable de pyralène », selon le directeur de la Protection civile de l'Isère, M. André Fausen, a été recueillie par les canaux en circuit fermé qui ceinturent l'usine Atocbem. Le canal de dérivation de la Romanche a été fermé aussitôt après l'accident.

Les examens effectués par le service de toxicologie de l'hôpital de Grenoble sur les quatre touristes aspergés par le produit dangereux ont montré qu'il n'y aura aucune conséquence sur leur santé.

C. F.

Le numéro du « Monde » daté 20 août 1986 a été tiré à 440 505 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

## Un Mercure dans l'orage

### « L'avion faisait ce qu'il voulait »

Les passagers du vol Air Inter 623 se souviennent longtemps de leur voyage du 17 août entre Paris et Grenoble. En effet, leur Mercure a pénétré dans l'orage, qui provoquait au même moment à La Chertre-sur-Loire (Nièvre) des dégâts importants et la mort d'une jeune femme (le Monde du 20 août). Le radar météo de l'appareil ne semble pas avoir permis à l'équipage d'apprécier l'intensité de la perturbation.

Pendant une vingtaine de minutes, l'avion a été pris dans un maelstrom, bombardé par des blocs de glace et environné d'éclairs. Les cent neuf passagers et les six membres d'équipage ont bien cru que l'appareil ne résisterait pas aux contraintes qui lui étaient imposées. Comme l'a dit l'un d'eux : « L'avion faisait ce qu'il voulait ». La panique a gagné certains passagers. L'un d'eux a même commencé à rédiger ses dernières volontés.

En définitive, l'équipage du Mercure est parvenu à sortir de l'orage en perdant de l'altitude. Il a rejoint l'aéroport de Lyon, où il s'est posé. L'atterrissage a été effectué par l'un des pilotes qui avait passé la tête par une fenêtre latérale du cockpit. Les hublots ayant été brisés par les impacts de glace. Les passagers ont gagné Grenoble en autocar.

Les dégâts sont en cours d'évaluation. Ils concernent les hublots du cockpit dont les dalles de verres ont été cassées, le radôme éventré du nez de l'appareil, les bords d'attaque des ailes et de la dérive qui ont été copieusement cabossés. La compagnie Air Inter pense pouvoir remettre en service l'appareil le dimanche 24 août.

## En Corse

### Deux truands de la « Brise de mer » arrêtés au cours d'un hold-up

Après plusieurs mois d'enquête, la PJ de Bastia a arrêté, le mardi 19 août, en flagrant délit au cours d'un hold-up, deux membres de la bande dite de la « Brise de mer », du nom d'un ancien café-terrasse de Bastia (devenu depuis Le Méditerranée) où se réunissaient un groupe de truands spécialisés dans les meurtres et le racket (le Monde du 10 juillet). Les deux hommes, Dominique Chiapalone, dit « Nick », trente-deux ans, actionnaire du Palais des glaces à Bastia, et Jacques Castellani, vingt-quatre ans, dit « Coco », sans profession, ont été appréhendés alors qu'ils venaient de commettre un hold-up dans une agence du Crédit agricole de Macinaggio (Haute-Corse).

L'un, déguisé en femme, et l'autre, portant perruque et fausse moustache, avaient, en compagnie de deux complices, grimpés eux aussi, pris en otage, avant l'ouverture de la

banque, deux employés, un homme et une femme, qui se rendaient à leur travail. Tandis que les complices restaient à l'écart avec la jeune femme, Chiapalone et Castellani pénétraient dans la banque avec l'employé et, sous le menace d'un 11,43 mm et d'un pistolet 7,65 mm, dérobaient 600 000 F en argent français et en devises.

Les deux hommes attachaient alors l'employé avec une paire de menottes et quittaient la banque pour rejoindre leurs complices quand ils ont été arrêtés par les policiers. Les deux autres malfaiteurs, qui avaient observé la scène, ont libéré aussitôt leur otage et pris la fuite. Mercredi en fin de matinée, ils n'avaient pas été retrouvés, malgré un important dispositif de police et de gendarmerie composé d'une centaine d'hommes aidés de chiens et d'un hélicoptère.

### Un théologien américain est révoqué par le Vatican

Le Père Charles Curran, titulaire d'une chaire de théologie morale à l'université catholique de Washington, a été déchargé de ses fonctions par le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Dans une lettre du Vatican adressée à l'intéressé le 25 juillet, et rendue publique le 19 août par la conférence épiscopale américaine, le cardinal Ratzinger estime que le Père Curran « ne mérite plus d'exercer les fonctions de professeur de théologie catholique ».

Dans ses cours à l'université de Washington, le Père Curran soutenait que l'avortement, l'euthanasie, la masturbation, la contraception, l'homosexualité et les rapports sexuels avant le mariage étaient admissibles dans certaines circonstances.

En 1967, le Père Curran avait été révoqué une première fois pour avoir combattu l'encyclique de Paul VI contre les moyens artificiels de contraception. Il avait été réintégré, cinq jours plus tard, sous la pression de ses étudiants, qui s'étaient mis en grève. — (UPI, Reuters, AFP.)

## Après l'explosion de Toulon

### Le MRAP demande la dissolution de SOS-France

Dans un communiqué publié le mardi 19 août, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) estime que « l'explosion à Toulon d'une voiture dont les quatre occupants se préparaient, selon toute vraisemblance, à commettre un attentat raciste, doit être l'occasion de frapper un grand coup contre les terroristes qui poussent jusqu'à la plus extrême violence une xénophobie attisée en France depuis plusieurs années ».

Le MRAP demande « la dissolution immédiate du groupement provocateur SOS-France auquel appartenaient les quatre hommes tués par l'engin qu'ils transportaient ».

Interrogé mercredi matin sur cette affaire à Europe 1, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a assuré que les auteurs des attentats terroristes seront poursuivis « quels qu'ils soient », indiquant que les services de police des Bouches-du-Rhône et du Var avaient déjà reçu pour instructions d'enquêter sur les attentats racistes dans le midi de la France.

● La Ligue communiste révolutionnaire considère, pour sa part, que « la campagne sécuritaire et anti-immigrés poussée, aujourd'hui, des racistes à passer des paroles aux actes. Tous ceux qui, dans le pays, de Pasqua à Pandraud en passant par Le Pen, ont aidé ou suscité une telle campagne sont moralement responsables de ce terrorisme d'extrême droite », estime la Ligue.

● Le Comité lyonnais d'action nationaliste (CLAN), qui se demande si les quatre morts de Toulon ne sont pas « les victimes d'une ignoble machination perpétrée dans le but de décapiter l'organisation SOS-France », souligne que « Claude Nobilia et ses trois camarades luttaient pour une France une, grande et libre de toute occupation étrangère et qu'ils sont morts au champ d'honneur du nationalisme ».

## INSTITUT DE PRÉPARATION AUX GRANDES ÉCOLES

reentrée 1986

### Ouverture d'une nouvelle terminale B

orientée grandes écoles de gestion, études internationales et Sciences Po.

Une pédagogie de la réussite fondée sur la motivation, un entraînement intensif en langues, en mathématiques, en expression orale, des apports méthodologiques, des stages en entreprises.

IPGE : l'ambiance et la rigueur d'une prépa des la terminale

25, rue François-I<sup>er</sup> 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

établissement privé d'enseignement

Admission immédiate sur dossier et entretien

Pour tous renseignements : IPGE, 25, rue François-I<sup>er</sup> 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

Nom ..... Tél. ....

Adresse ..... série

● Accident d'un camion militaire. — Vingt et un militaires du 45<sup>e</sup> régiment de transmission de Montélimar (Drôme) ont été blessés, le mardi matin 19 août, dans la collision entre leur véhicule et un camion. Deux d'entre eux, grièvement atteints, ont été transportés par hélicoptère à l'hôpital militaire Desgenettes à Lyon. Leurs jours ne sont pas en danger. — (AP.)

● Le cadavre de femme retrouvé dans une gravière du Bas-Rhin a été identifié. — Le cadavre retrouvé le 5 août dans une gravière du Bas-Rhin (le Monde du 9 août) est bien celui de l'épouse d'un ancien magistrat alsacien portée disparue depuis la nuit du 17 au 18 mai 1979. L'examen dentaire a confirmé, sans équivoque possible, que la victime était bien Marcelle

Lutz-Gross, épouse de M. Jacques-Antoine Gross, inculpé en 1984 de trafic d'influence et de corruption alors qu'il était président de chambre à la cour d'appel de Colmar. Il faut attendre maintenant les résultats de divers examens, en particulier toxicologiques, et les conclusions de l'enquête, confiée au SRPJ de Strasbourg, pour connaître avec précision les causes de la mort.

● Fermeture de l'usine anglaise de retraitement nucléaire. — L'usine de retraitement de combustibles nucléaires de Sellafield (ex-Windescale) — l'équivalent anglais de La Hague — a été fermée, le mardi 19 août, après la découverte d'un taux de radioactivité anormal dans des déchets qui devaient être rejetés à la mer. Selon British Nuclear Fuels Limited, la compagnie d'État

qui gère l'usine, aucune fuite radioactive ne s'est produite et ne menace donc la population environnante. Le mois dernier, un des bâtiments de l'usine avait été évacué parce qu'un taux de radioactivité anormal y avait été relevé. — (Reuters, AFP.)

● Un pyromane arrêté dans la région aixoise. — Michel Marchesi, trente-neuf ans, habitant à Faveau, près d'Ab-en-Provence, arrêté le lundi 18 août, a reconnu avoir allumé dix incendies en un mois.

● Sud-Radio en modulation de fréquence. — Un nouvel émetteur géant (102 MHz) installé au pic du Midi, dessert, depuis le mardi 19 août, les départements des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques, des Landes, du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Ariège, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, de la

Gironde et du Lot-et-Garonne. Trois nouveaux réémetteurs sont également entrés en fonction à Albi et à Carcassonne (104,7 MHz dans les deux cas) ainsi qu'à La Rhune dans le Pays basque (103,9 MHz).

● Des Chinois dans l'Antarctique. — La Chine enverra en octobre prochain sa troisième expédition océanographique en Antarctique. Composée de quatre-vingt huit personnes, elle réalisera une inspection des ressources biologiques océaniques dans cette région polaire. Ce sera aussi l'occasion pour la Chine d'effectuer sa première inspection océanique autour du monde, a précisé le chef de l'équipe chinoise. — (AFP.)